

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**  
**PROVINCE DU SUD KIVU**  
**ASBL RENAISSANCE AFRICAINE, RENAF/AETA SUD KIVU**  
**Agir Pour des Elections Transparentes et Apaisées(AETA), Une Plate Forme**  
**de la Société Civile dotée de la Personnalité**  
**Arrêté Ministériel N°125/CAB/MIN/J DH/2011**



**Monitoring sur les Violations des Droits de l'Homme Commises au Kivu(Nord et Sud Kivu, de juin en décembre 2012 :**

**On ne peut parler de sécurité en RDC sans état de droit. .... nous devons dénoncer ce qui se passe",**



Les Déplacés du Nord Kivu en novembre 2012



**Décembre 2012.**

## INTRODUCTION GENERALE

*Les Droits de l'homme dans les Provinces du Kivu(Nord et Sud) n'ont toujours pas connus des progrès notables !*

*De Juin en Décembre 2012, la situation des droits de l'homme est restée préoccupante et même s'est fortement dégradée, surtout avec la nouvelle guerre d'agression, imposée, téléguidée et entretenue par le Rwanda mais aussi par l'Ouganda au travers de leurs pions dénommés Mouvement du 23 mars (M23), une rébellion créée de toutes pièces, pour les besoins de la cause, et dont le seul but est de balkaniser la RDCONGO.*

*Les récentes révélations des Nations Unies sur l'implication du Rwanda dans les conflits à l'Est de la RDC posent des questions sur l'argument sécuritaire que ce pays a toujours avancé pour justifier son ingérence dans les affaires intérieures du Congo. En effet, déjà à partir 1998, le Rwanda avait ouvertement soutenu la rébellion du Rassemblement des Congolais pour la Démocratie (RCD) ainsi que les aventures des ex-chefs militaires Jules Mutebusi et Laurent Nkunda. Actuellement, le régime de Kigali continue à récidiver avec Bosco Ntaganda et sa rébellion du M23, selon un rapport confidentiel interne de la Monusco évoqué par la BBC. Dans ce rapport, l'ONU affirme que des Rwandais ont été recrutés et formés dans leur pays pour renforcer des mutins ex-rebelles que l'armée congolaise combat depuis début mai dans la Province du Nord-Kivu. Elle affirme également avoir « conduit des entretiens avec 11 combattants qui ont abandonné leurs positions dans les forêts montagneuses de la frontière entre la RDC et le Rwanda et qui sont décrits comme des citoyens rwandais recrutés au Rwanda sous prétexte de rejoindre l'armée nationale, y compris un mineur ». Ces accusations ont été aussitôt démenties par Kigali par la voix de son Ministre des affaires étrangères qui a aussitôt accusé les éléments des FARDC de se coaliser avec les rebelles hutu des FDLR pour traquer les mutins du M23. Certes, selon les commentaires anonymes de plusieurs diplomates en poste au Rwanda, tout semble porter à croire que, pour cette fois, Kigali n'a pas réussi à toucher "la fibre sensible des capitales occidentales" qui est le lien entre les FDLR et le génocide de 1994. Le KIVU(Nord et Sud) où ces armes continuent d'alimenter les homicides illégaux, les viols, les pillages et les enlèvements.*

**L'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU** met en évidence le fait que les forces de sécurité congolaises comme les groupes armés sont en capacité de commettre de graves atteintes aux droits humains, en raison de la facilité avec laquelle ils peuvent se procurer armes et munitions.

*« La situation en RDC rappelle l'impérieuse nécessité pour les gouvernements d'adopter un traité sur le commerce des armes (TCA) de portée mondiale, lors des négociations finales qui se dérouleront aux Nations unies au mois de juillet ».*

*Les déficiences fondamentales des services de sécurité congolais rendent possible l'emploi abusif et le détournement des armes et des munitions à grande échelle, ouvrant ainsi la voie à de graves violations du droit international humanitaire et à de graves atteintes aux droits humains, imputables aux forces armées et aux groupes armés.*

*« Tant que des garanties relatives à la protection des droits fondamentaux ne sont pas mises en œuvre, les États doivent suspendre les transferts d'équipement militaire vers des États tels que la RDC, où le risque est important que ces équipements ne servent à commettre ou faciliter de graves violations des droits humains et des attaques contre la population civile », relève un membre de l'ASBL RENAF/AETA bureau du Sud Kivu.*

*Au cours des dernières années, le gouvernement de la RDC a importé tout un éventail d'armes, de munitions et d'équipements connexes, notamment des armes légères, des munitions, des gaz lacrymogènes, des véhicules blindés, des pièces d'artillerie et des mortiers.*

**Parmi les principaux fournisseurs d'armes de la RDC figurent l'Afrique du Sud, la Chine, l'Égypte, les États-Unis, la France et l'Ukraine.**

*Dans la majorité des cas examinés, les transferts ont été approuvés par les États fournisseurs, en dépit du risque substantiel que les équipements concernés ne soient utilisés pour commettre de graves atteintes aux droits humains ou des crimes de guerre en RDC.*

*Les dirigeants politiques doivent non seulement renforcer l'embargo en vigueur sur les armes à destination de la RDC, mais aussi souscrire à un traité sur le commerce des armes efficace.*

**L'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU** prêche l'adoption d'un traité qui impose aux États fournisseurs de mener des évaluations rigoureuses, au cas par cas, du risque posé par tout transfert d'armes envisagé.

*Les États doivent déterminer s'il existe un risque substantiel que le destinataire visé utilise les armes pour commettre ou favoriser de graves atteintes au droit international humanitaire ou relatif aux droits humains. Lorsqu'un tel risque est établi, l'État fournisseur doit bloquer le transfert en question tant que n'a pas été écarté ce risque et tant que n'ont pas été mises en place les garanties nécessaires.*

*« Les négociations finales sur le traité sur le commerce des armes vont débiter dans moins de trois semaines ; les gouvernements doivent saisir cette chance historique », a fait valoir le Point Focal de l'AETA/SHABUNDA au SUD KIVU.*

*Il arrive fréquemment que de hauts gradés des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) vendent ou donnent des armes à des groupes armés, y compris à ceux qu'ils combattent. Quant aux groupes armés, ils récupèrent bien souvent les armes et les munitions laissées derrière eux par les soldats des FARDC fuyant les zones de combat ont constaté les défenseurs des droits de l'homme à KALEHE précisément à BUNYAKIRI.*

*Alors que de nombreux militaires ont fait défection au mois d'avril 2012, les FARDC ont confié à un colonel un camion chargé de munitions et de dizaines de milliers de dollars destinés à l'approvisionnement. Il a déserté et a rejoint un nouveau groupe armé, emportant avec lui les armes et l'argent.*

*Comme trop souvent, ce sont les civils qui sont les premières victimes de l'absence de contrôle, du détournement d'armes et de l'impunité.*

*En octobre 2008, le Congrès national pour la défense du Peuple (CNDP) a attaqué la ville de Kiwanja, faisant 150 morts parmi les civils, quelques jours après avoir pillé un dépôt des FARDC à Rumangabo, dans l'est du pays, où il s'était emparé d'un grand nombre d'armes. Les soldats sont allés de maison en maison, sortant de force des jeunes hommes avant de les poignarder à mort ou de les abattre d'une balle dans la tête ou dans la poitrine.*

Laurent Nkunda, alors leader du CNDP, a déclaré fièrement avoir pris Rumangabo deux fois. Il est impossible de compter le nombre d'armes dont nous nous sommes emparés à ces occasions, il y en avait tellement.

« Après le premier pillage, les FARDC ont refait le plein, avec des armes de tous calibres : des batteries antiaériennes, des armements antichars. C'est le gouvernement qui me les a donnés. Je voudrais remercier la Chine, pour avoir fourni toutes ces armes aux FARDC. »

Par ailleurs, les transferts d'armes aux forces gouvernementales favorisent les violations des droits humains, notamment les viols en masse et les autres violences sexuelles. ....

Le problème est loin d'être limité à l'est de la RDC. L'ASBL RENAF et AETA/SUD KIVU et d'autres organisations ont recensé de graves violations des droits humains commises par les hommes armés dont les MAI MAI, les FARDC incontrôlées, le M23 à la tête au Nord Kivu : homicides illégaux, actes de torture et arrestations arbitraires notamment.

« Il est grand temps que les États qui fournissent des armes à la RDC effectuent une évaluation rigoureuse des risques, en vue d'éviter que cet afflux d'armes ne soit utilisé par toutes les parties pour commettre des crimes relevant du droit international. »

Par rapport à l'insécurité persistante à l'Est de la RDC, la plateforme AETA/SUD KIVU et de ses membres est de continuer à insister et à pousser pour que ces questions restent à l'agenda de l'Union Européenne (UE) et de la communauté internationale.

L'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU réitère son appel des derniers communiqués de voir l'UE interrompre tout appui budgétaire au Rwanda pour le forcer à cesser tout soutien au M23.

## Mois de décembre 2012

Un homme a été tué dans la nuit de vendredi à samedi 29 décembre dans le quartier Bunyangula entre les cités de Kiwanja et Rutshuru-centre. Des sources de la société civile rapportent plusieurs cas de pillages au cours de la même nuit dans d'autres quartiers de ces deux cités. Des témoins accusent des rebelles du M23.

Agé d'une trentaine d'années, le jeune homme tué a reçu une balle dans le thorax. Il est mort sur-le-champ. Quinze habitations ont été pillées dans la même nuit à Kiwanja et à Rutshuru-centre.

La coordination de la société civile du Nord-Kivu, qui condamne ces attaques, interpelle les responsables du M23.

Le vendredi 14 décembre dans la nuit, plusieurs cités du Nord-Kivu ont également connu des attaques des hommes armés. Un officier de la Police nationale congolaise a été tué à Goma. Dans la même ville, un échange des tirs a opposé deux bandits armés et des policiers au quartier Virunga. Dans la cité de Kiwanja à Rutshuru, des hommes armés ont tué une femme et un jeune homme par balles au cours de la même nuit. A Saké, situé à 27 km au Sud de Goma, des pillages ont été enregistrés la même nuit. Huit maisons et six boutiques auraient été pillées.

Les rebelles du M23 sont accusés de créer l'insécurité dans plusieurs localités du Nord-Kivu depuis leur retrait de la ville de Goma et des localités environnantes qu'ils ont occupées pendant une dizaine à la fin du mois de novembre.

Le 17 décembre dernier, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a accusé ces rebelles de maintenir le climat de «psychose» à Goma, les rendant responsables de braquages, attaques armées et assassinats.

Cinq jours plus tard, des tirs nourris entendus à Goma et Sake ont inquiété les habitants qui ont pensé à une attaque du M23.

Les éléments de la police et des Forces armées de la RDC (FARDC) ont arrêté une cinquantaine de suspects, lundi 24 décembre, lors du bouclage des quartiers Ndosho et Les volcans à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Lors de cette opération, les forces de l'ordre ont aussi saisi des équipements militaires. Cette opération vise à sécuriser la ville de Goma, en proie à une montée d'insécurité depuis le début du mois de décembre. Le commissaire provincial adjoint de la Police chargé des opérations, le colonel Henri Kapend a déclaré à la presse que les forces de l'ordre sont également à la recherche des détenus qui se sont évadés de la prison de Munzenze la veille de l'occupation de Goma par les rebelles du M23.

L'opération de bouclage a débuté à trois heures du matin. Appuyés par les militaires, des policiers lourdement équipés, ont quadrillé les quartiers Ndosho et Les volcans.

Dans le quartier Les volcans, au centre-ville, les forces de l'ordre ont retrouvé des équipements militaires dont des matériels de communication dans quelques habitations de l'avenue Tilipiens. Ils y ont aussi trouvé quelques militaires déserteurs.

Dans le quartier Ndosho, la police a mis la main sur une vingtaine de suspects. Selon elle, certains d'entre eux sont des criminels évadés de la prison de Munzenze la veille de l'entrée des hommes du M23 à Goma. Dans le même quartier, la police en patrouille a ramassé une arme de marque Kalachnikov. Un bandit l'avait abandonnée par avoir tiré sur un étudiant dimanche 23 décembre tard dans la soirée.

Le bouclage a été mené par le commissaire provincial de la Police chargé des opérations, le colonel Henri Kapend. Il a déclaré que ces opérations vont se dérouler dans tous les endroits que la

population juge suspects. Il a affirmé que tous les évadés seront remis en prison. Les autres suspects seront déférés devant les juridictions compétentes, a-t-il souligné.

Les éléments de la police et des Forces armées de la RDC (FARDC) ont arrêté une cinquantaine de suspects, lundi 24 décembre, lors du bouclage des quartiers Ndosho et Les volcans à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Lors de cette opération, les forces de l'ordre ont aussi saisi des équipements militaires. Cette opération vise à sécuriser la ville de Goma, en proie à une montée d'insécurité depuis le début du mois de décembre. Le commissaire provincial adjoint de la Police chargé des opérations, le colonel Henri Kapend a déclaré à la presse que les forces de l'ordre sont également à la recherche des détenus qui se sont évadés de la prison de Munzenze la veille de l'occupation de Goma par les rebelles du M23.

L'opération de bouclage a débuté à trois heures du matin. Appuyés par les militaires, des policiers lourdement équipés, ont quadrillé les quartiers Ndosho et Les volcans.

Dans le quartier Les volcans, au centre-ville, les forces de l'ordre ont retrouvé des équipements militaires dont des matériels de communication dans quelques habitations de l'avenue Tilipiens. Ils y ont aussi trouvé quelques militaires déserteurs.

Dans le quartier Ndosho, la police a mis la main sur une vingtaine de suspects. Selon elle, certains d'entre eux sont des criminels évadés de la prison de Munzenze la veille de l'entrée des hommes du M23 à Goma. Dans le même quartier, la police en patrouille a ramassé une arme de marque Kalachnikov. Un bandit l'avait abandonnée par avoir tiré sur un étudiant dimanche 23 décembre tard dans la soirée.

Le bouclage a été mené par le commissaire provincial de la Police chargé des opérations, le colonel Henri Kapend. Il a déclaré que ces opérations vont se dérouler dans tous les endroits que la population juge suspects. Il a affirmé que tous les évadés seront remis en prison. Les autres suspects seront déférés devant les juridictions compétentes, a-t-il souligné.

Le calme est revenu lundi 24 décembre à Kachungu dans le territoire de Shabunda dans la province du Sud-Kivu. Pendant tout le week-end, des combats ont opposé les Forces armées de la RDC (FARDC) aux Raïa Mutomboki. Ces combats se sont soldés par la mise en déroute des Raïa Mutomboki. Le bilan de ces combats est controversé. La 10ème région militaire parle de quinze hommes de Raïa Mutomboki tués, tandis que des sources indépendantes font état de deux morts dont un de chaque camp.

Le commandant de la 10ème région militaire, le général Pacifique Masunzu affirme que les rebelles Raïa Mutomboki ont lancé l'assaut sur une position des militaires des FARDC à Kachungu. Selon lui, les combats ont débuté le samedi 22 décembre. Les miliciens ont été mis en déroute tard dans la soirée du dimanche 23 décembre après avoir enregistré une perte de quinze combattants dont le commandant bataillon du groupe Meche Daniel, précise le général Masunzu. Selon lui, un seul militaire de l'armée régulière est tombé sous les balles du camp adverse. Pourtant, certaines sources sur place évoquent un bilan faisant état de deux personnes tuées soit une personne dans chaque camp.

L'administrateur du territoire de Shabunda, Eloko Nsala en séjour à Bukavu, a confirmé que les Ces affrontements ont eu lieu pendant les pourparlers visant à éviter des combats entre FARDC et Raïa Mutomboki. L'administrateur du territoire confirme que ces contacts initiés par la société civile de Shabunda. Ils se sont déjà produits sur l'axe Lulingu –Nyambembe où les deux groupes restent postés sur les deux rives de la rivière Lugulu sans ouvrir le feu. Des contacts analogues sont prévus sur l'axe Kigulube- Kachungu à partir du mois de janvier prochain.

Les habitants de Kikuvo, à 36 km au nord-est de Kanyabayonga dans la province du Nord-Kivu, sont descendus dans la rue dimanche 23 décembre pour dénoncer l'insécurité grandissante depuis un mois dans cette localité. Cette marche est une réponse à l'appel de la société civile locale. Dans leur mémo adressé aux autorités provinciales, les forces vives de ce village ont demandé le départ des responsables politiques et administratifs les accusant d'incompétence.

La société civile indique avoir enregistré plusieurs cas d'insécurité en ce mois de décembre. Une personne a été récemment tuée par balle à Katshwa à 4 km à l'ouest de Kikuvo. Début décembre, des cambrioleurs ont emporté plus de mille dollars d'un tenancier de débit de boissons. Quelques jours plus tard, huit étudiants de l'ISP Kirumba avaient été agressés et passés à tabac à Katshwa. Les mêmes sources rapportent que six boutiques ont été visitées dans la nuit du 12 au 13 décembre dernier. Depuis le début du mois, douze téléphones des villageois ont été ravis.

Les populations de Kasugulu et Katembele, en groupement d'Ikama Kasanza, dans le territoire de Shabunda (Sud-Kivu), ont fui leurs villages depuis lundi 24 décembre. Selon des habitants de Katindi, chef-lieu de ce groupement, la population a passé la nuit de Noël dans la brousse, en proie à une psychose totale, après que des combattants rwandais des FDLR ont envahi leurs villages. Les autorités coutumières déplorent l'absence de policiers et de militaires sur place. Selon le chef de groupement d'Ikama Kasanza, la population de ces deux villages a vu arriver une bande de rebelles rwandais, très armés, qui ont envahi ces deux localités situées à cinq heures de marche de Kitindi, le chef-lieu du groupement.

Les rebelles, en provenance de la forêt de Kasanza, entre les territoires de Shabunda et de Fizi, ont investi ces villages quelque temps après le départ de l'armée congolaise (FARDC) déployée sur place.

Le chef du groupement plaide pour l'envoi d'une force de sécurité dans la région.

De son côté, le commandant du 103e secteur des FARDC basé à Kamituga promet de s'enquérir de la situation afin d'y apporter, éventuellement, des solutions.

L'administrateur du territoire, pour sa part, s'est engagé à contacter la 10ème région militaire pour obtenir une rapide intervention des FARDC.

Des hommes armés non autrement identifiés ont abattu un jeune homme, blessé deux autres et cambriolé plusieurs habitations, la nuit de mardi à mercredi 26 décembre, dans la cité de Kasindi en territoire de Beni à la frontière avec l'Ouganda. Durant toute la matinée, des manifestations contre l'insécurité ont paralysé les activités commerciales dans la cité. Les habitants en colère accusent des « militaires congolais incontrôlés » associés à des civils de s'attaquer à eux.

Le jeune homme tué est un élève finaliste de l'institut Tako qui habite le quartier Muvingi. Dans un quartier voisin, un autre groupe d'hommes armés ont blessé deux personnes et kidnappé un homme d'affaires.

Des sources locales indiquent également que six habitations ont été cambriolées au cours de la même nuit dans quatre quartiers de la cité. Les assaillants se seraient emparés des biens de valeurs et de l'argent.

Une trentaine de miliciens des Forces acquises au changement (Fac) se sont rendu, dimanche 23 décembre, aux Forces armées de la RDC (FARDC), à Bukununu sur la côte Ouest du Lac Edouard (Nord-Kivu). Les miliciens rallient l'armée loyaliste pour défendre la nation, a déclaré leur porte-parole.

Des sources militaires de la région et la société civile affirment que ces combattants sont en route pour l'Etat-major du 5e secteur FARDC, à Lubero-centre. Le responsable des FAC demande à la Monusco et à la hiérarchie militaire de faciliter cette opération.

Joint au téléphone, le commandant du 5ème secteur FARDC, le colonel Mugabo s'est dit favorable à cette initiative et dit assurer déjà la prise en charge de 22 combattants mis à sa disposition depuis une semaine. Le colonel Mugabo demande également aux autres groupes armés de quitter la forêt afin de rejoindre les rangs des FARDC pour l'intérêt de la communauté.

Ce processus avait commencé au début de ce mois de décembre lorsqu'une centaine de miliciens FAC et Pareco (Patriotes résistants congolais) s'étaient rendu respectivement à Luepu, Mbengi et Masereka.

Opérationnelle dans le territoire de Lubero, la milice Forces acquises au changement (Fac) a été créée par d'anciens militaires des Forces armées zaïroise (Faz) et des déserteurs des FARDC.

La Mission de l'ONU pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (Monusco) a accusé vendredi la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) d'avoir tiré sur ses hélicoptères depuis des localités de l'Est congolais.

"Le 26 décembre 2012 aux environs de 20H00 (19h00 HB), deux hélicoptères de la Monusco qui effectuaient un vol de routine de certification au nord de Goma ont essuyé des tirs, l'un à partir de Kibumba et l'autre à partir de Kanyamahoro, deux localités sous contrôle du M23", écrit la Monusco dans un communiqué. "C'est la deuxième fois que des hélicoptères de l'ONU sont délibérément pris pour cible par des éléments du M23 au cours du mois de décembre (...) Ces hélicoptères de transport non armés sont couramment utilisés dans les cas d'évacuations médicales" de Casques bleus et de civils, ajoute le texte.

Selon la Monusco, ces attaques ont été signalées aux membres du Mécanisme conjoint de vérification (JVM), un organe régional de contrôle de la frontière entre la RDC et le Rwanda. Des experts de l'ONU accusent le Rwanda et l'Ouganda de soutenir les rebelles, ce que démentent ces pays.

"On n'a jamais attaqué la Monusco, nous avons tiré sur des hélicoptères des FARDC (Forces armées congolaises) qui faisaient de la reconnaissance au-dessus des zones du M23", a déclaré le porte-parole militaire du M23, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, à l'AFP. "Si la Monusco veut faire de la reconnaissance dans nos zones, il faut qu'elle le fasse la journée et qu'elle nous avertisse: la nuit, dans l'obscurité, on ne peut pas distinguer le signe « UN » (de l'ONU) ou l'avion de telle ou telle compagnie", a-t-il précisé.

Un homme a été tué et six autres blessés le samedi 22 décembre à Muramba sur la côte occidentale du Lac Edouard au Nord-Kivu. Les témoignages divergent au sujet de cet incident. Des sources de la société civile et l'association de pêcheurs accusent des militaires de la Force navale d'avoir ouvert le feu sur des pêcheurs. De son côté, un officier de la Force navale parle d'un chef milicien qui a tiré en direction d'une patrouille de militaires.

Selon des témoignages recueillis à Muramba, le premier coup de feu a atteint le propriétaire d'une pirogue alors qu'il négociait avec des militaires de la Force Navale qui avaient pris le contrôle de son embarcation. Le piroguier serait mort sur-le-champ. Les militaires auraient ensuite tiré plusieurs coups de feu sur les pêcheurs attroupés. Six personnes ont été blessées. Ce bilan est confirmé par des sources médicales à Vitshumbi.

D'autres sources font état d'une somme de 150 dollars américains que les militaires exigeaient aux pêcheurs. Furieux de n'avoir reçu que 130 dollars, un militaire aurait alors ouvert le feu sur les personnes attroupées, tuant un agriculteur qui amenait les 20 dollars restant.

Pour un officier de la Force navale, la personne tuée n'est pas un pêcheur mais plutôt le commandant d'une milice opérant dans la région dénommée « Forces de Muramba ». Selon lui, le chef milicien a ouvert le feu en direction de la patrouille de l'armée, blessant un militaire. Ce qui aurait provoqué « une réaction vive » des militaires. L'officier militaire affirme que l'échange de tirs a fait plusieurs blessés parmi les miliciens. Version que contestent des sources de la société civile locale qui accuse les militaires de la Force navale de tracasser régulièrement les pêcheurs du Lac Edouard.

Une équipe de l'auditorat militaire de Beni et Lubero est arrivée ce dimanche à Muramba pour mener une enquête.

La crainte de la Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (Monusco) s'est finalement justifiée ce 26 décembre 2012. Au total 79 restes explosifs de guerre et

plus de 18000 munitions de petit calibre ont été trouvés sur les terrains avoisinant l'aéroport de Goma par l'équipe du Centre de coordination de la lutte anti-mines des Nations Unies en RDC (UNMACC/RDC), au terme d'une vérification d'urgence effectuée sur cette infrastructure aéroportuaire du chef-lieu de la province du Nord Kivu.

Après le retrait des mutins du Mouvement du 23 mars (M 23) de Goma, au terme de l'occupation de plus d'une semaine de la ville, la Monusco a demandé à l'équipe du Centre de coordination de la lutte anti-mines des Nations Unies (UNMACC) de procéder à une vérification d'urgence de l'aéroport de Goma.

Suite aux combats qui ont opposés récemment les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) aux rebelles du M 23 dans la province du Nord Kivu, a-t-on présumé, qu'il était clairement apparu que Goma et les localités environnantes connaissent maintenant une importante contamination par munitions non explosées (UXO).

Une fois à l'œuvre à l'aéroport, l'équipe d'UNMACC a constaté évidemment la présence d'une certaine contamination par munitions non explosées dans les environs des installations aéroportuaires. L'équipe a, dans un premier temps, vérifié que toutes les surfaces asphaltées étaient effectivement vierges (dépourvues) de la présence de tout engin explosif, y compris la piste, les zones de taxi, ainsi que le parking.

Cette première opération s'est imposée comme un préalable et a permis à l'UNMACC de s'assurer que les infrastructures essentielles de l'aéroport de Goma pourraient être disponibles pour les opérations aériennes.

La vérification de ces zones en dur terminée, l'équipe d'UNMACC s'est lancée au nettoyage des munitions non explosées découvertes dans les terrains entourant l'aéroport de Goma. C'est là qu'un total de 79 restes explosifs de guerres et plus de 18000 munitions de petit calibre ont été trouvés.

En effet, l'UNMACC a bouclé le 30 novembre dernier cette opération de vérification et de nettoyage de l'aéroport. C'est à l'issue de cette opération que l'aéroport de Goma a été rouvert au trafic le 5 décembre courant, après 15 jours de fermeture due à l'occupation de la ville le 20 novembre dernier par les mutins du M 23. Des vols civils et militaires de la Monusco en provenance ou à destination de l'aéroport de Goma avaient repris sans obstacle.

Le général Bikwetu Tuyenabo, d'expression kinyarwanda, a été assassiné à Kinshasa la nuit de Noël du 24 décembre 2012. Il était le commandant second de la base militaire de Kitona dans le Bas-Congo. D'après les premiers éléments de l'enquête, ses meurtriers seraient des malfaiteurs venus braquer le bistrot où il se trouvait. Une thèse à laquelle ne croient pas certains des proches du général.

Le général Bikwetu Tuyenabo, commandant du Centre d'entraînement de Kotakoli, a été tué par balles par des criminels armés entre 22h30 et 23 h dans la nuit de lundi 24 à mardi 25 décembre 2012, dans un triangle formé par le croisement des avenues Bompete et Mutuelle, à Kintambo/Jamaique. Selon les activistes des droits de l'homme à Kinshasa, le général a été abattu à plus de 30 mètres de son domicile, situé sur l'avenue Bompete. A cet endroit, il prenait calmement son verre sans ses gardes de corps restés à la maison. Lorsque des criminels en provenance du camp Luka ont commencé à menacer un vendeur des cartes prépayées, le général a pris sa défense. Il l'a payé de sa vie. Les criminels se sont enfuis après l'avoir froidement abattu. (Tout cela est parfaitement plausible, mais... le général Bikwetu Tuyenabo était un rwandophone originaire de l'Est. Il eut semblé que l'on s'est arrêté fort vite à l'hypothèse du « crime crapuleux.

Conduit à l'hôpital, le général a succombé peu après. Les assaillants seraient des brigands venus pour braquer le bistrot. Une thèse à laquelle ne croient pas certains des proches de Bikueto Tuyinabo. « C'était un assassinat planifié, une exécution politique », affirment-ils. Ils parlent d'une stratégie qui viserait l'exécution de leaders hutus-congolais pour discréditer le gouvernement congolais en l'accusant de faire la chasse à tous les rwandophones. Cette stratégie devrait permettre une balkanisation de la RDC, par la création d'une province où ne vivraient que hutus et tutsis.

Si les premiers éléments de l'enquête mènent vers un crime de droit commun, la police reste prudente. Elle affirme que certains gestes de ceux qui ont abattu le général soulèvent des interrogations. Les criminels ont fouillé la victime et ont emporté sa carte d'identité militaire, son arme et d'autres effets.

Des tirs nourris, entendus le samedi 22 décembre à Goma et Sake (Nord-Kivu), ont inquiété les habitants qui ont pensé à une attaque des rebelles du Mouvement du 23 mars (M23). Les responsables de la police ont rejeté l'hypothèse d'une attaque rebelle, évoquant notamment un échange de tirs entre bandits armés et policiers à Goma.

C'est aux environs de 21 heures locales que les tirs ont été entendus pendant dix minutes dans le quartier Ndosho au sud de Goma, affirment des sources policières. Les habitants de la ville auraient commencé à courir dans tous les sens.

Les mêmes sources affirment qu'il s'agissait des coups de feu échangés entre une patrouille des policiers et des bandits armés qui venaient de cambrioler la résidence d'une vendeuse de viande du quartier.

Dans la même soirée, d'autres coups de feu ont semé la confusion à Sake, à 20 km de Goma. Des sources de la société civile parlent des tirs entendus pendant plus de quarante minutes.

Deux militaires en état d'ébriété se sont tirés dessus. D'autres soldats, ayant entendu les coups de feu, se sont mis à tirer en l'air. Le bilan établi par la société civile du Nord Kivu fait état d'un militaire blessé.

Les responsables de la police et de la société civile estiment que c'est la simultanéité des coups de feu entendus à Goma et à Sake qui a fait penser à une attaque du M23. Le calme est revenu quelques heures plus tard dans ces deux agglomérations du Nord-Kivu.

Selon le Journal le Monde, au moins 126 femmes ont été violées dans l'est de la RDC fin novembre quand des soldats gouvernementaux ont fui l'avancée des rebelles du M23 près de Goma, a annoncé l'ONU mardi 18 décembre 2012.

Une enquête de la mission onusienne en RDC, la Monusco, a permis de "confirmer au moins 126 cas de viols" et les meurtres de deux civils, a indiqué le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky. Pour l'instant, a-t-il ajouté, neuf soldats des forces gouvernementales ont été arrêtés, deux pour viols et sept pour des actes de pillages.

Les autorités militaires congolaises enquêtent sur ces exactions avec le soutien de la Monusco, qui a informé le vice-premier ministre et le ministre congolais de la défense de ces "résultats préliminaires", a précisé M. Nesirky. Il a rappelé que l'ONU "révisera le soutien fourni" aux unités auxquelles appartiennent les soldats coupables.

Plus de 100 miliciens Maï-Maï du général Kikuli la Fontaine et ceux du colonel la Tempête ont commencé à se rendre aux Forces armées de la RDC (FARDC), jeudi 13 décembre, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Le commandant du 5ème secteur des FARDC basé à Lubero-centre, colonel Mumgobo, renseigne que ces miliciens répondent au processus de sensibilisation lancé depuis une

semaine. Il a indiqué que cette opération vise à mettre fin à l'insécurité qui menace cette partie de la province du Nord-Kivu et dit attendre les instructions de sa hiérarchie pour l'encadrement de ces hommes.

Pour le commandement du 5ème secteur des FARDC, ce processus de sensibilisation s'adresse à « tous les fils et filles compatriotes qui menacent la paix » dans le territoire de Lubero. Cette stratégie va contribuer, selon lui, à la pacification de plusieurs villages longtemps menacés par des attaques d'hommes en armes.

Le colonel Mumgobo a félicité les premiers arrivés et appelé les autres miliciens à se conformer à ce processus pour le bien de toutes les communautés locales.

Réunis dans les sites de Luefu, Mbingi et Masereka, ces Mai-Mai détiennent encore leurs armes collectives et individuelles, indiquent les sources militaires.

Un échange des tirs a opposé, la nuit de jeudi à ce vendredi 14 décembre, les policiers à des bandits armés dans le camp des déplacés de Mugunga III, à environ 7 km de ce camp de Goma au Nord-Kivu. Le bilan fait état de deux blessés parmi les déplacés. D'après les témoignages des déplacés, des hommes armés ont infiltré le camp la journée de jeudi pour repérer leurs victimes. Et c'est vers 3h du matin qu'ils ont attaqué le camp.

Un échange des tirs avec les policiers commis à la sécurité du camp s'en est suivi et a fait deux blessés parmi les déplacés. Toutefois, les policiers ont réussi à repousser les assaillants, selon les déplacés.

Il s'agit de la cinquième attaque d'hommes armés enregistrée dans le secteur de Mugunga, en l'espace d'un mois après celles du 1er 2 et 9 décembre, ont indiqué des témoins.

La nuit dernière a été agitée dans certaines cités du Nord-Kivu. Un officier de la Police nationale congolaise a été tué par des personnes armées non autrement identifiées, à Goma dans le Nord-Kivu, vendredi 14 décembre tard dans la nuit. Dans la même ville, un échange des tirs a opposé deux bandits armés et des policiers en au quartier Virunga. Dans la cité de Kiwanja à Rutshuru, des hommes armés ont tué une femme et un jeune homme par balle dans la même nuit.

À Saké situé à 27 km au Sud de Goma, des pillages ont été enregistrés vendredi dans la soirée. Huit maisons et six boutiques auraient été pillées. Jusqu'à ce samedi dans la matinée, des coups de feu continuaient à y être entendus.

Les autorités militaires contactées sur place affirment que des patrouilles sont organisées pour arrêter tous les pillards qui, selon plusieurs témoignages recueillis sur place, seraient des militaires congolais.

Le gouverneur de la province du Nord-Kivu, Julien Paluku, a accusé lundi 17 décembre 2012 le Mouvement du 23 mars (M23) d'essayer de maintenir un climat de "psychose" à Goma.

"Le M23 veut maintenir la population de Goma dans une psychose pour faire pression à Kampala", où des discussions préliminaires de sortie de crise sont engagées depuis plus d'une semaine entre les autorités légales et les rebelles, a déclaré M. Paluku à l'AFP. Selon lui, les rebelles veulent faire "pression pour dire qu'à tout moment, si on ne fait pas ceci ou cela à Kampala, ils prendront Goma".

Plusieurs braquages, attaques à main armées et assassinats ont été recensés depuis que le M23 a officiellement quitté le chef-lieu du Nord-Kivu, sur demande des Etats de la région des Grands Lacs, et en échange de discussions avec Kinshasa.

"Nous avons deux grands défis: les plus de 1.170 détenus - dont plus de 700 militaires - qui se sont échappés de prison lors de la prise de Goma, et les éléments camouflés du M23 qui veulent rendre la vie invivable pour montrer que la ville est mal gouvernée", a souligné le gouverneur.

Samedi 15 décembre 2012 matin, le major de police Bertin Chirumana, qui avait accompagné le premier redéploiement de policiers loyalistes à Goma après le retrait des rebelles, a été retrouvé mort. "Il était criblé de balles, neuf balles au total, et la jeep était calcinée", a expliqué M. Paluku. "On vient de mettre la main sur un suspect. C'est un ex-militaire qui aurait des liens avec le M23. Nous sommes encore en train de l'interroger pour qu'il nous dise exactement qui sont les commanditaires de l'assassinat et quel est son mobile", a-t-il précisé.

Craignant un échec des pourparlers de Kampala, des informations font état d'habitants quittant Goma pour se rendre notamment à Bukavu, chef-lieu de la province voisine du Sud-Kivu.

Deux personnes ont été tuées et deux autres blessées dans l'attaque mardi 18 décembre d'un convoi de transferts de fonds de la Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (BIAC) sur la route de l'aéroport de Goma, dans le Nord-Kivu. Le gérant de cette banque affirme qu'un million de dollars américains ont été emportés lors de ce troisième braquage de la Biac depuis début 2012. Le dernier remonte au 18 octobre dernier. Selon la police, la jeep de la Biac revenait de l'aéroport quand elle a été interceptée par des bandits armés, venus à bord d'une autre jeep.

Ces derniers ont tiré sur le convoi, tuant le chauffeur sur le coup et blessant un agent de la banque ainsi qu'un policier.

Au cours de l'échange de tirs avec d'autres éléments de la police, un deuxième agent de cette banque a aussi été tué.

Les bandits ont également réussi à s'enfuir vers un territoire rwandais, emportant un million de dollars américains ainsi que la jeep de la banque.

Le véhicule ainsi qu'une arme ont été retrouvés au quartier Mapendo, indique la police, qui a ouvert une enquête.

Des hommes en armes identifiés comme des militaires indisciplinés ont blessé, dans la nuit de dimanche 9 à lundi 10 décembre, trois enfants par balle au camp de Mugunga 3, à une dizaine de kilomètre à l'Ouest de Goma (Nord-Kivu), avant d'en être chassés par les éléments de la police nationale congolaise. Le commissaire principal de la police de Mugunga accuse ces assaillants d'avoir également pillé les vivres et de l'argent dans des abris de déplacés avant de se retirer du camp.

Les déplacés en situation difficile dans le camp de Mugunga 3 et ses environs déplorent une fois de plus cette attaque et sollicitent le renforcement de la police et des FARDC pour leur sécurité.

C'est la deuxième fois en moins d'un mois que ce camp est victime de pillage et de viol des femmes par les hommes en armes. Au début du mois de décembre, des hommes en tenue militaire, identifiés par des témoins comme des rebelles du M23, étaient accusés d'avoir violé six femmes et emporté des biens appartenant aux déplacés, dans le camp Mugunga. Des sources proches du camp avaient affirmé qu'au moins douze jeunes gens avaient été emmenés de force, par ces rebelles, pour transporter les butins. Selon les mêmes sources, cette attaque de deux heures avait eu lieu au moment où les rebelles du M23 se retiraient de la ville de Goma. « Nous avons entendu des tirs dans la cité et nous étions surpris que les gens étaient déjà entrés dans le camp. Ils ont pillé dans chaque porte. Celui qui n'avait pas d'argent a donné son téléphone portable ou tout autre chose », avait témoigné un déplacé.

Cent cinquante militaires congolais qui avaient rejoint la rébellion du M23 lors de l'entrée du mouvement dans la ville de Goma ont été remis, lundi 10 décembre, au bureau du mécanisme conjoint de vérification de la Conférence internationale des Grands lacs (CIRGL). C'est le chef militaire du mouvement rebelle, Sultani Makenga, qui a conduit cette opération à Kanyarucinya, une dizaine de kilomètres au nord de Goma. Au lendemain de leur entrée à Goma, les rebelles du M23 ont procédé à un recensement des militaires et policiers restés dans la ville. Ces éléments ont été envoyés dans d'autres localités occupées par le mouvement rebelle « pour une formation ». Leur nombre exact n'est pas connu. Mais un officier de la police congolaise a confié à Radio Okapi qu'ils seraient au nombre de mille deux cent cinquante. D'autres militaires avaient également rejoint la rébellion quelques heures avant son entrée dans la capitale du Nord-Kivu.

Par ailleurs, trois officiers de l'armée congolaise, membres du corps médical de l'hôpital militaire Katindo, amenés de force par les rebelles au moment de leur retrait de Goma, seraient toujours en détention à Rumangabo, importante base militaire contrôlée actuellement par les rebelles.

Une femme a été violée et près de douze chèvres ont été emportées, après une irruption des hommes armés, dans la soirée du lundi 10 décembre, à Karimbi village, situé sur les limites du quartier Mugunga et du groupement Rusayo, près du camp des déplacés de Mugunga dans la province du Nord-Kivu. Ces hommes armés seraient venus du Parc National des Virunga.

Un échange des tirs avait éclaté aussitôt après l'intervention d'une équipe de la police. Repoussés, les assaillants ont fui vers parc d'où ils sont venus. Pris de panique, la plupart des déplacés du camp de Mugunga n'ont pas passé la nuit dans le camp, rapportent des sources locales. Plusieurs d'entre eux ont pris la direction de Goma situé à environ 7 km de ce camp. Certains déplacés avaient regagné le campement la nuit et d'autres sont rentrés ce matin, indiquent des sources administratives et humanitaires de Mugunga.

Des témoins affirment qu'une équipe de patrouille mixte comprenant des éléments des Forces armées de la RDC (FARDC), de la police ainsi quelques civils, notamment des jeunes a été initiée depuis lundi dans la zone.

C'est la quatrième attaque du secteur Mugunga - Rusayo par des bandits armés, en l'espace d'un mois après celles du 2 et 9 décembre, indiquent des témoins.

La société civile de Luofu accuse des hommes armés non identifiés de ravager, depuis deux semaines (1 au 13 décembre 2012), des pommes de terre, de haricots et de manioc dans la vallée de la rivière Luholu, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). Selon cette structure, ces assaillants récoltent des produits et ravissent même d'autres aux paysans qui reviennent des champs. Cette organisation se plaint que la population de cette contrée se trouve dans l'incapacité de subvenir à ses besoins vitaux, car les champs constituent la seule source de revenu

La situation semble être la même dans les localités de Busikwa et Nuru à 6 km au Sud de Kanyabayonga (Nord-Kivu) où les produits extorqués sont vendus à leurs propriétaires sur les marchés.

Devant cette situation, le président de la société civile de Lubero, Joseph Mali Kidogo, demande à la hiérarchie militaire de la région de bien contrôler ses troupes pendant ce temps de crise. Il demande également au commandant 5<sup>e</sup> secteur des Forces armées de la RDC (FARDC) de redéployer les militaires dans les zones sous contrôle des groupes armés, pour mettre fin à toute tracasserie contre la population.

Le président de la société civile de Lubero a également appelé les groupes armés opérant dans le Nord Kivu à cesser d'inquiéter la population civile, en ce moment où la province du Nord-Kivu traverse déjà une période difficile avec l'occupation de certaines entités par les rebelles du M23.

Les autorités locales confirment ces faits et craignent que ces exactions puissent amener la famine dans cette partie du Nord-Kivu où la population vit essentiellement des produits agricoles.

L'armée congolaise avait arrêté en novembre au moins une "dizaine" de soldats "rwandais" ainsi que des rebelles congolais du mouvement M23 avant qu'ils ne s'emparent de Goma, a déclaré mardi le porte-parole du gouvernement congolais, une affirmation démentie par l'un de ses collègues. Il s'agit d'une "dizaine de Rwandais" avec des Congolais" du Mouvement du 23 mars (M23), a affirmé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende Omalanga, à l'AFP, évoquant le nombre de "38" prisonniers au total. "Ils ont été arrêtés à Kibumba (localité proche de la frontière avec le Rwanda, ndlr) et autour de Goma pendant les combats (...) avant la prise de la ville", a-t-il ajouté.

Le porte-parole du gouvernement a jugé qu'il s'agissait d'"une preuve tout à fait éclatante (de l'implication du Rwanda), si on a encore besoin de preuves après le rapport des experts onusiens" accusant le Rwanda, ainsi que l'Ouganda, de soutenir les rebelles - ce que réfutent ces deux pays.

Ces experts de l'ONU les ont aussi accusés d'avoir aidé le M23 à prendre Goma. Selon M. Mende, c'est le nouveau chef de la Force terrestre congolaise, le général François Olenga, "qui les a ramenés" à Kinshasa il y a environ une semaine. Il a ajouté que les autorités devraient saisir la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) "comme on le fait d'habitude pour ce genre de cas". Interrogé mardi 11 décembre 2012 matin à ce sujet, le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a confirmé les arrestations et le transfert des prisonniers de guerre à Kinshasa.

En revanche, le ministre de l'Intérieur, Richard Muyeje Mangez, a assuré mardi 11 décembre 2012 matin à l'AFP: cela "ne se vérifie pas, je ne sais pas d'où est venue cette information. Il n'y a pas eu une telle situation". "Chaque fois qu'il y a des arrestations en ce sens, nous nous référons à la commission permanente de la CIRGL (Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, médiatrice de la crise à l'est) qui a la responsabilité de les ramener chez eux", a-t-il souligné.

"Au niveau de la Monusco, nous ne sommes pas au courant" de ces arrestations, a également déclaré le porte-parole militaire de la Mission de l'ONU, lieutenant-colonel Prosper Basse, à l'AFP.

Contrairement à la résolution des Chefs d'Etat des Grands Lacs- réunis en sommet le 24 novembre à Kampala- qui demandait au M23 de se retirer au-delà de 20 Km de Goma, le mouvement rebelle a installé son poste le plus avancé à Munigi dans le territoire de Nyirangongo, à une dizaine de kilomètres seulement de la capitale provinciale du Nord-Kivu. Les sources de la société civile qui livrent cette information affirment que le M23 concentrerait ses troupes dans plusieurs groupements de Nyirangongo.

Le porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, Omar Kavota, a soutenu qu'il y aurait même parmi les rebelles, des troupes étrangères : « Les rebelles du M23 cantonnés à Rutshuru ont fait des déplacements pour se concentrer à Kibumba (territoire de Nyirangongo). Dans le territoire de Beni, nous apprenons un mouvement d'hommes armés, qui traversent la frontière, passant par Kasindi. Ils rentraient également amasser des armes à Buhimba, chef-lieu du territoire de Nyirangongo. Les informations en notre possession révèlent que le Rwanda et l'Ouganda seraient en train d'entretenir cette situation ». Situation qui, selon lui, pourrait conduire le M23 « à créer des incidents au sommet de Kampala pour montrer que ce sommet a raté et justifié ainsi ses attaques qui pourraient s'étendre jusqu'à Bukavu et sur l'ensemble de l'Est de la RDC ».

La société civile appelle le gouvernement congolais à éviter de tomber dans le piège du M23 qui tenterait de faire échouer le dialogue de Kampala dans le but de reprendre la guerre. « Nous souhaitons que les autorités et nos partenaires de la Monusco en soient alertés pour que le M23 ne puisse pas faire un double jeu », a déclaré Omar Kavota.

Le coordonnateur adjoint du Mécanisme conjoint de vérification des frontières, colonel Léon Mahoungo, a affirmé mercredi 12 décembre que les rebelles du M23 se retireront de 20 km de Goma, conformément aux résolutions du sommet des chefs d'Etat de la CIRGL. Il répondait ainsi à la population de Goma qui redoute une éventuelle attaque du M23, installé à Munigi, à une dizaine de kilomètres de la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Le colonel Léon Mahoungo affirme que le processus de retrait des rebelles est toujours en cours. « Le processus de retrait n'est pas encore terminé parce qu'ils doivent être à 20 km de Goma comme défini par le sommet de Kampala », a-t-il rassuré.

Concernant la présence du M23 à Munigi, le colonel Léon Mahoungo affirme que « le commandant du M23 a été approché par le mécanisme conjoint de vérification. Dès que la compagnie sera déployée à l'aéroport, ces éléments seront retirés de Munigi », a poursuivi le colonel Léon Mahoungo.

L'aéroport de Goma demeure sous le contrôle des casques bleus de la Monusco. La résolution du sommet des chefs d'Etat de Grands Lacs, qui se sont réunis à Kampala le 24 novembre dernier, prévoit que l'aéroport de Goma passe sous le contrôle d'une compagnie des FARDC, d'une compagnie de la Force internationale neutre et d'une compagnie du M23.

Le colonel Léon Mahoungou indique par ailleurs qu'il y a un problème de démarcation qui doit être réglé parce qu'il faut déterminer le point initial à partir duquel il faut compter cette distance de 20 km.

Des militaires de l'armée rwandaise (Rwanda Defense Force), seraient entrés en RDC mercredi 12 décembre, via les deux postes frontaliers de Kasizi et Kanyanja, au Nord de Goma, dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Ce territoire est actuellement occupé par les rebelles du M23. Les habitants de cette entité se disent inquiets de la présence de l'armée rwandaise dans leur territoire. Selon des sources locales, les Rwandais ont d'abord été aperçus mardi 11 décembre dans la matinée. Ils seraient arrivés dans une dizaine de camions avec des munitions et autres effets de guerre à partir du poste frontalier de Kasizi, dans le groupement de Kibumba, précisent les mêmes sources.

Mercredi 12 décembre 2012, cinq autres véhicules chargés de soldats de la RDF seraient arrivés dans la matinée à Kibati, à une dizaine de Km au Nord de Goma, ajoutent-elles. Une quarantaine d'hommes en tenue militaire et lourdement armés auraient aussi assiégé la localité de Mudja, avant de s'en retirer vers une destination inconnue, ont ajouté des sources locales à Kibati.

Interrogé, un des responsables du Mécanisme conjoint de vérification des frontières affirme que sa structure ne peut vérifier ces allégations que sur demande de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (CIRGL).

De son côté, la société civile du Nord-Kivu confirme ces informations. Omar Kavota, porte-parole de cette organisation citoyenne précise que des habitants de Mudja et Rusayo, pris de panique, ont quitté leurs habitations, trouvant refuge, les uns, à Goma et, les autres dans des camps des déplacés autour de cette ville.

Insécurité dans la ville de Bukavu, des hommes armés ont attaqué le domicile du directeur de la société de gardiennage Delta Protection, à Muhumba. C'était dans la nuit de mercredi à jeudi 6 décembre 2012. Le commandant de la police d'investigation criminelle de Bukavu, le major Emmanuel Cihenga qui nous livre l'information indique que ces bandits se sont introduits dans la maison après avoir ligoté le gardien commis au domicile de la victime. Ils lui ont exigé de l'argent avant de tirer sur lui au ventre et au dos, précise notre source. Ces bandits ont réussi à emporter de l'argent environ 1800\$, un ordinateur et des téléphones portables. Signalons que le directeur de la société de gardiennage Delta Protection est admis à l'hôpital de la MONUSCO.

Un taximen a été ligoté et enlevé le mercredi 5 décembre à 23 h à la place communale de Bagira et a été amené à une destination inconnue. Les malfaiteurs étaient en uniformes et bien armés se trouvant à bord d'une jeep. C'est le président de la société civile, noyau de Bagira qui nous livre l'information. La voiture de la victime a aussi été emportée.

A croire un nouveau rapport obtenu et mis sur ligne par le New York Times, plus de mille soldats rwandais auraient facilité la prise de Goma par le M23. Une preuve de plus vient de conforter la thèse de l'implication du Rwanda dans la guerre menée par le M23 au Nord-Kivu. Et ce, après que des experts de l'Onu aient accusé le Rwanda d'avoir soutenu et créé la rébellion du M23. Au fait, il ne s'agit pas d'une information. C'est le contraire qui aurait été une information.

Selon ce rapport, plusieurs compagnies des Forces de défense du Rwanda (RDF) sont entrées au Nord-Kivu. Elles ont ainsi pris part à l'offensive sur le chef-lieu du Nord-Kivu. Les forces gouvernementales de Kigali auraient aussi pris part aux combats à l'aéroport de la capitale de la province du Nord-Kivu. " Le rapport se base sur des différentes sources, principalement d'anciens responsables militaires rwandais et ougandais, ainsi que des responsables des FARDC, sans oublier les sources diplomatiques ", rapporte RFI.

" Un bataillon entier des RDF, soit entre huit cents et mille soldats, aurait été déployés dès la fin octobre sur les positions rebelles de Bukima et Tshengerero. Sept compagnies des RDF auraient par ailleurs appuyé les rebelles lors de la deuxième offensive sur Kibumba le 17 novembre. Le M23 aurait reçu des uniformes au camouflage et aux couleurs similaires à ceux des RDF, afin de permettre aux soldats rwandais d'être moins repérables, notamment lors de la prise de Goma. Le rapport fait aussi état de tirs d'artillerie, à partir du Rwanda, sur les positions des FARDC afin d'appuyer la progression du M23 ", renchérit RFI.

Selon une autre source, le général Bosco Ntaganda, recherché par la CPI pour crimes de guerre, était aussi opérationnel sur le terrain. C'est lui qui a dirigé les troupes du M23 stationnées à Kibumba, renseigne le rapport en question. Mais, la source est catégorique : le commandement de l'offensive sur Goma, était avant tout une affaire rwandaise. Steve Hege, coordonateur des experts onusiens, le confirme.

Quant au général rwandais, Emmanuel Ruvusha, déjà cité dans son précédent rapport, il a supervisé sur le terrain, l'exécution d'une attaque planifiée par James Kabarebe, ministre rwandais de la Défense, et par son chef d'état-major, Charles Kayonga. Autant d'éléments nouveaux apportés par des parties indépendantes, pour dénoncer une implication avérée. Une implication toujours niée par le Rwanda, passé maître dans le double langage et l'appui à toutes les rébellions créées dans l'Est de la RDC. Ce pays a un agenda caché sur le RDC, exécuté par ses bras armés, des rébellions menées à sa solde.

Selon la BBC, le soutien du Rwanda aux rebelles de son pays voisin, la République démocratique du Congo, pourrait être de plus grande ampleur qu'on ne le croyait.

Kigali avait déjà réfuté les accusations de l'ONU selon lesquelles elle appuierait le groupe rebelle du M23 qui a récemment occupé la ville stratégique de Goma.

Deux anciens combattants rebelles ont déclaré à la BBC avoir reçu de l'argent en provenance du Rwanda pour mettre en place un nouveau front plus au sud.

Plus de 500.000 personnes ont fui les sept mois de combat à l'est de la RDC.

Le Rwanda avait déjà soutenu auparavant des groupes armés dans l'est de la RD Congo dans le but de lutter contre les milices hutus qui avaient fui de ce côté-là de la frontière après le génocide de 1994 au Rwanda, où quelque 800.000 personnes avaient trouvé la mort.

Le M23, qui, comme les dirigeants rwandais sont pour la plupart des Tutsis, a également nié être financé par le Rwanda.

Gabriel Gatehouse, correspondant de la BBC Afrique de l'Est, a parlé à deux anciens combattants rebelles à Bukavu, ville qui se trouve à l'extrémité sud du lac Kivu, à 200 km de Goma.

Ces anciens rebelles sont originaires de la minorité Tutsi de la RD Congo et ils ont déclaré qu'ils avaient rejoint, en juillet, le groupe rebelle 'Mouvement Congolais pour le changement' afin de combattre pour assurer une vie meilleure à la population de l'est.

Ils avaient passé plusieurs mois dans la brousse luttant contre l'armée, pensant qu'ils faisaient partie d'un mouvement d'origine locale.

« Puis, le président de notre mouvement est venu avec une délégation du gouvernement du Rwanda, en disant que le mouvement a été changé et que nous devons suivre les instructions du gouvernement du rwandais », a déclaré le capitaine Okra Rudahirwa à la BBC.

Le capitaine a aussi dit que lui et ses hommes recevaient des sommes mensuelles – allant parfois jusqu'à \$ 20.000 dollars, avec lesquelles ils achetaient la nourriture, des uniformes et des médicaments.

Son commandant, le Colonel Besfrien Ndozi, a déclaré à la BBC qu'ils avaient également été mis en contact avec un haut gradé du M23, un certain colonel Manzi, qui les a invités à coordonner leurs efforts.

« Le Colonel Manzi nous a dit que l'armée rwandaise lui avait donné l'autorité de nous soutenir et de nous commander. Il nous a ordonné de continuer notre lutte, comme fait le M23 dans le nord, afin qu'ensemble, nous démoralisons le gouvernement congolais », a affirmé le Colonel Ndozi.

Ces deux hommes ont affirmé avoir décidé d'abandonner la rébellion après avoir pris conscience de l'ampleur de la participation du Rwanda. Le gouvernement rwandais a refusé de commenter ces allégations.

Mais la plupart des détails de ce récit, y compris les dates et les noms des intermédiaires, correspondent à une autre enquête bien distincte menée par l'ONU, a déclaré M. Gatehouse.

Un récent rapport fait par les experts de l'ONU soutient que le M23 est de facto une chaîne de commandement chapeauté par le ministère rwandais de la défense. Ce rapport accuse également l'Ouganda voisin d'aider les rebelles.

Kampala a nié ces allégations. Et de plus, il a été médiateur entre la RD Congo et le Rwanda au cours de la semaine dernière, suite à la prise de Goma par le M23.

Le commandant militaire du M23, Sultani Makenga, a déclaré qu'il allait retirer ses troupes vers une zone tampon de 20 km autour de Goma dans les prochains jours.

Le groupe s'est mutiné de l'armée en avril dernier, arguant qu'un accord passé fin 2009, pour mettre fin à un soulèvement précédent par une milice tutsi, n'avait pas été honoré.

Plusieurs enfants ont abandonné, depuis le mois de novembre dernier, le chemin de l'école à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu à cause de l'instabilité sécuritaire dans la province et des rumeurs sur une probable attaque de la ville, affirment des sources sur place. La plupart des parents quittent le chef-lieu de la province du Nord-Kivu avec leurs familles pour d'autres territoires supposés sécurisés. Les autres par contre, préfèrent garder leurs enfants à la maison.

Il y a des parents qui craignent que leurs enfants soient surpris par une guerre pendant les heures des cours.

Les écoles primaires sont les plus affectées par cette situation, affirment quelques responsables scolaires. Les mêmes sources craignent que cette situation puisse s'aggraver avec le renvoi quotidien des élèves insolubles dans certaines écoles publiques ou privées.

Les chefs d'établissements scolaires réclament auprès des parents, pendant cette période des examens, soit de payer la totalité des frais scolaire, soit d'apurer les acomptes du premier trimestre de l'année scolaire en cours.

La déperdition scolaire enregistrée dans certaines écoles de Goma fait également monter la psychose au sein de la population alors que les autorités scolaires en province se réservent encore de toute déclaration officielle.

Il y a quelques jours, le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), en accord avec l'Agence des Nations unies pour la protection de l'Enfance (Unicef) et d'autres partenaires du système éducatif de la province, avait décidé que les élèves de Goma et ses environs puissent avoir des vacances de fin d'années plus courtes que d'ordinaire.

Selon la représentante de l'Unicef, Nona Zicherman, la mesure du gouvernement ferait que ces élèves ne puissent pas « rater les examens à cause de l'interruption des classes ».

*Julien Paluku accuse le M23*

*Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a accusé, lundi 17 décembre, les rebelles du M23 de maintenir le climat de «psychose» à Goma.*

*«Le M23 veut maintenir la population de Goma dans une psychose pour faire pression à Kampala», où des discussions préliminaires de sortie de crise sont engagées depuis plus d'une semaine entre le gouvernement et les rebelles, a-t-il déclaré à l'AFP.*

*Des braquages, attaques armées et assassinats ont été recensés depuis que le M23 s'est officiellement retiré de la capitale du Nord-Kivu sur demande des Etats de la région des Grands lacs.*

*La tension persiste ce 17 décembre 2012 à Kamituga en territoire de Mwenga. Selon la police, les agents de l'ordre tentent de disperser les manifestants qui ont brûlé des pneus ce lundi matin au quartier commercial sur l'avenue menant au parquet. Les habitants manifestent depuis le week-end dernier contre les magistrats du parquet secondaire de cette cité. Dans un mémorandum remis aux autorités la semaine dernière, ils exigent le départ des magistrats qu'ils accusent de plusieurs maux dont les détentions arbitraires devenues monnaie courante, la non exécution des jugements rendus et la libération moyennant caution des certains prévenus jugés de grands criminels. L'administrateur du territoire assure suivre la situation de près.*

*A Uvira, un mort et deux blessés. C'est le bilan d'une attaque survenue cette nuit du 17 novembre 2012 dans le quartier Songo, cité d'Uvira. Des hommes armés vêtus en uniforme militaire ont fait irruption dans la résidence d'un infirmier sur l'avenue de la mission. Ils ont abattu à bout portant le propriétaire de la maison. Sa femme et son enfant ont été aussi blessés par balle. Les témoins affirment que les malfrats n'ont rien emporté dans la maison et se sont retirés en tirant des coups de feu en l'air. Selon le chef de cité adjoint d'Uvira, les patrouilleurs n'ont pas retrouvé les traces des bandits. La police dit avoir ouvert une enquête.*

*Vol à Minova au Sud Kivu la nuit du 17 décembre 2012 d'une arme, une somme de 435 dollars et une carte militaire dans la maison d'un élément de l'auditorat militaire de la place. Même chose à Nyabibale à 7km au nord de Minova, des bandits ont blessé 2 personnes par balle tout en emportant d'autres biens de valeur. La société civile demande aux autorités de sécuriser la population.*

*A Kitutu dans le territoire de Mwenga au Sud Kivu, la nuit de samedi 15 décembre 2012 à dimanche 16 décembre 2012 trois familles dont celle d'un activiste des droits de l'homme ont été visitées par des voleurs à main armée. Aucun dégât humain n'a été déploré mais selon la société civile de Kitutu, sept chèvres ont été emportées. Les faits ont eu lieu dans le quartier Banakaponda. Par ailleurs dans le quartier Regeza un tailleur de son état a été visité mais il a crié pour alerter les voisins, les voleurs ont alors pris fuite. A noter que jeudi dernier 2 femmes ont été capturées la journée par des hommes venus de Bionga mais grâce à l'intervention des FARDC, les victimes ont été libérées de justesse.*

*Le colonel Mukelenge, un déserteur de l'armée congolaise, chef d'un groupe Maï-Maï, s'est rendu à l'Etat-major des Forces armées de la RDC, samedi 8 décembre à Baraka (Sud-Kivu), avec quatre de ses lieutenants. Il a déclaré vouloir lutter aux côtés de l'armée congolaise « pour sauvegarder l'intégrité du territoire congolais ».*

Le groupe du colonel Mukelenge était localisé dans la forêt de Mirimba dans le territoire de Fizi. Il rejoint le groupe de deux autres chefs Mai-Mai qui se sont rendus aux FARDC trois jours auparavant.

Selon l'administrateur du territoire de Fizi, toutes ces redditions sont le résultat d'une sensibilisation menée auprès des groupes armés pour les inciter à se rendre. Il affirme avoir vu deux cent cinquante combattants Mai-Mai déposer les armes depuis la semaine passée. Leurs chefs auraient promis que de ramener mille huit cents hommes.

## Mois de Novembre 2012.

Une équipe de policiers et des jeunes du village Shoa ont retrouvé le corps de six femmes et d'un bébé le vendredi 3 novembre. Les victimes, tuées à coups de machettes, étaient à la recherche de nourriture pour leurs familles dans les champs situés sur la colline Bushuhi, selon des témoins. Les combattants Hutu Nyatura, alliés aux FDLR rwandais, sont pointés du doigt dans ce massacre.

Le crime s'est déroulé sur la colline de Bushushi, située à 7 kilomètres du chef-lieu du territoire de Masisi dans la Province du Nord-Kivu.

Les policiers et les jeunes du village Shoa s'étaient lancés à la recherche des victimes, après avoir constaté qu'elles tardaient à revenir des champs.

Les témoins indiquent que tous les corps portent des traces d'armes blanches. Jusque-là, trois autres femmes sont portées disparues. Selon un notable local, les corps sont exposés au bureau de la cité, en attendant le constat des services spécialisés.

La population en colère souhaite voir un engagement soutenu de l'armée congolaise pour combattre les combattants Hutu Nyatura qui agissent souvent en collaboration avec les FDLR. Les responsables locaux tentent de calmer la population.

La société civile exige que les auteurs de ce massacre soient retrouvés afin qu'ils répondent de ces crimes devant la justice. Le vice-président et porte-parole de la société civile au Nord-Kivu, Maître Omar Kavota a demandé que les autorités militaires et gouvernementales prennent des dispositions pour prévenir ce conflit qu'il qualifie d' « interethnique » : « Parce qu'en réalité ces femmes qui ont été tuées du fait qu'elles soient Hunde par une milice Hutu. Il faut prendre des dispositions pour prévenir des conflits à caractère identitaire dans les territoires de Masisi, de Rutshuru et de Walikale où les germes s'observent », a affirmé Maître Omar Kavota.

Des soldats rwandais ont tué un militaire congolais, samedi 3 novembre, à la frontière entre la RDC et le Rwanda à Kanyanja, à une dizaine de kilomètres de Goma. Selon le porte-parole de l'armée congolaise au Nord-Kivu, colonel Olivier Hamuli, les militaires congolais avaient franchi la frontière pour acheter du lait. Leurs homologues auraient alors ouvert le feu sur eux. En ripostant, les Congolais ont également tué un soldat rwandais, a indiqué une dépêche de l'AFP.

Le colonel Hamuli qui dit ignorer pourquoi les militaires rwandais ont ouvert le feu sur leurs homologues congolais affirme que le corps du soldat congolais est resté au Rwanda. L'officier congolais assure qu'une commission d'enquête a été envoyée au Rwanda pour discuter avec les responsables de l'armée rwandaise.

Mais le porte-parole de l'armée rwandaise, le général Joseph Nzabamwita, donne une autre version des faits. Il a déclaré à l'AFP que les soldats congolais avaient pénétré en territoire rwandais « en mission de reconnaissance », dénonçant « un acte de provocation ». Selon lui, ce sont les Congolais qui ont ouvert le feu en premier. Les soldats rwandais auraient alors riposté, tuant un militaire congolais. La même source a assuré qu'il n'y a pas eu de morts côté rwandais mais un blessé.

Des sources locales indiquent que cette partie de la frontière entre le Rwanda et la RDC est inhabitée du côté congolais. Les populations locales auraient trouvé refuge dans des camps des déplacés, fuyant des affrontements entre l'armée congolaise et des groupes armés locaux. Ce qui contraindrait les militaires congolais à s'approvisionner parfois de l'autre côté de la frontière.

L'armée gouvernementale congolaise a repris à la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) la localité de Busumba, située dans le territoire de Rutshuru, au Nord-Kivu (est de la République démocratique du Congo), a rapporté jeudi 8 novembre 2012 la presse kinoise, citant les Nations Unies.

Les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont délogé les mutins du M23 conduits par le lieutenant-colonel Bagege, lors d'une opération de bouclage et de ratissage menée le 1er novembre, a indiqué le porte-parole militaire de la Mission de stabilisation de l'ONU pour la RDC (Monusco), le lieutenant-colonel Félix Prosper Basse, au cours du point de presse hebdomadaire des Nations Unies à Kinshasa. "Les mutins se sont repliés dans la région du parc national de Virunga", a ajouté le porte-parole.

D'une manière globale, l'environnement sécuritaire dans la province du Nord Kivu est toujours tendu et volatile. L'on y observe ces derniers temps, la recrudescence des activités des groupes armés. Le M23, qui s'est rebaptisé Armée révolutionnaire congolaise (ARC), continue ainsi de recruter dans les localités sous son contrôle, dans le territoire de Rutshuru, a ajouté le lieutenant-colonel Basse. Les récents rapports font état de l'enrôlement de 50 jeunes du village de Kinyondoni par ce groupe armé. Toute personne qui résiste à intégrer de force le M23 ou l'ARC est l'objet de brimades sévères, de violations graves de droit de l'homme, ou tout simplement tuée, selon l'ONU.

Quatre miliciens et un militaire sont morts dans la nuit de mardi 6 à mercredi 7 novembre lors des affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la coalition d'éléments Mai-Mai et des rebelles rwandais des FDLR à Bingi dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Selon la société civile qui livre l'information, il y aurait aussi plusieurs blessés dont l'épouse d'un militaire.

La même source explique que les éléments de la coalition ont attaqué les FARDC à 4 heures locales dans le village Bingi. Les militaires congolais ont riposté et les échanges des tirs sont allés jusqu'à 5 heures. L'épouse d'un militaire a été grièvement blessée par balle. Elle a été transférée à l'hôpital de Kayna.

Le chef de collectivité des Batangi, Mwami Stuka Mwana Weka, confirme ces informations et déclare qu'à la suite de ces affrontements, certaines familles ont fui vers le village voisin Alimbongo et d'autres dans la brousse. Le mwami Stuka indique toutefois que le calme est rétabli et que les déplacés regagnent progressivement leurs habitations.

La coordination de la société civile du Nord-Kivu redoute pour sa part une catastrophe humanitaire. Elle appelle l'armée à sécuriser le territoire de Lubero pour favoriser le retour des habitants dans leur localité.

Deux agents de santé de la zone de Binza, au nord de Goma, ont été enlevés jeudi 8 novembre 2012 matin alors qu'ils transportaient des vaccins vers la frontière avec l'Ouganda, a annoncé jeudi après midi le Docteur Paul Serushago, médecin-chef de cette zone.

Les deux hommes qui circulaient en moto dans le cadre d'une campagne de vaccination des jeunes enfants contre la poliomyélite, traversaient le village de Nyaruhange, quand ils ont été arrêtés par des

hommes soupçonnés d'appartenir aux Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), a précisé le Dr Serushago.

Neuf personnes ont été tuées ce samedi 10 novembre tôt dans la matinée à Ruvumbura dans le territoire de Rutshuru. Plusieurs personnes ont également été blessées et six filles violées. Des sources locales attribuent cette attaque à des combattants de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23). D'autres sources parlent plutôt d'une incursion des rebelles rwandais des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR).

Ces assaillants ont investi la localité à 5 heures locales, assurent les mêmes sources qui affirment que les assaillants ont pillé plusieurs habitations avant de se retirer. L'on ignore encore les raisons de cette attaque.

Les ennemis de la paix ne sont pas prêts à abandonner leurs activités subversives dans l'Est du pays, comme en témoigne la découverte d'une cache d'armes le 11 novembre courant à Bukavu, chef-lieu de la province du Sud Kivu, par les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et par la Police nationale congolaise (PNC), lors d'une opération conjointe de bouclage et de ratissage.

Dans cette cachette localisée dans la commune de Bagira, les éléments des FARDC et de la PNC ont trouvé notamment 22 armes AK-47, 180 grenades et une importante quantité de munitions introduites au Sud Kivu par un groupe armé, à partir du lac Kivu.

Douze suspects ont été appréhendés et les investigations menées ultérieurement ont révélé leur appartenance à un groupe Maï Maï, a-t-on rapporté le mercredi dernier, au cours du point de presse hebdomadaire la Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation du Congo.

Selon le porte-parole militaire de la Mission de l'organisation des Nations Unies pour la stabilisation du Congo (Monusco), Félix Prosper Basse, les premiers éléments de l'enquête, les armes et autres munitions découvertes étaient destinées à un nouveau groupe rebelle en gestation dans la province du Sud Kivu.

L'autre nouvelle inquiétante en provenance de la province du Sud Kivu, c'est le retour en puissance d'activités des Maï Maï Rahiya Mutomboki, précisément dans le territoire de Shabunda. En fait cette reprise d'activités des combattants Maï Maï Rahiya Mutomboki observée ces derniers temps (octobre et Novembre 2012) à Shabunda, se traduit notamment par une multiplication d'attaques contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et les FARDC et ce, dans le but de contrôler les zones minières.

Des miliciens Maï-Maï FDC (Force de défense du Congo) ont tué, dimanche 11 novembre, deux hommes qui fabriquaient de la boisson alcoolique traditionnelle dans leurs champs, dans la localité de Ngote, près de Katale à 15 km du chef-lieu du territoire de Masisi (Nord-Kivu). Après leur forfait, ces combattants communément appelés « guide » ont ensuite incendié plusieurs maisons à Mashaki, Muchacha, Kilimaji, Shango dans le secteur d'Osso Banyungu et en groupement Buhabo et Bihiri.

Selon l'administrateur adjoint du territoire de Masisi, les habitants des villages attaqués ont fui vers Lushebere, Katale, Bihambwe. Les militaires basés à Katale seraient à la poursuite des miliciens, indiquent des villageois.

Jusque ce lundi 12 novembre dans la matinée, certaines maisons étaient encore en feu. Les corps des victimes ont été acheminés au bureau du territoire de Masisi où un calme apparent règne en ce moment dans cette région, ajoute l'administrateur.

Les tueries se poursuivent à Masisi alors que vendredi dernier le Conseil de sécurité du Nord-Kivu avait donné un ultimatum de quinze jours à tous les groupes armés actifs dans ce territoire pour déposer les armes et intégrer les Forces armées de la RDC (FARDC). Au terme de l'ultimatum, ces miliciens disposeront de cinq jours supplémentaires pour déposer leurs armes. Le Conseil provincial de sécurité a décidé que, dépassé le 30 novembre, les militaires congolais vont traquer les groupes armés actifs dans le territoire de Masisi.

Deux Casques bleus sud-africains de la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la République démocratique du Congo (Monusco) ont été blessés par balle lundi 12 novembre 2012, lors d'un échange de tirs entre l'armée et une milice dans l'est du pays, a-t-on appris mardi 13 novembre 2012 auprès de la Monusco. Le calme était revenu dans la zone mardi matin, a-t-on appris de même source.

Lundi 12 novembre, vers 05h00 du matin (04h00 HB), des éléments de la milice Mai-Mai Sheka ont attaqué les Forces armées congolaises à Pinga, une localité du territoire de Walikale, selon la Monusco et la Société civile du Nord-Kivu, un regroupement d'ONG. "Des populations ont fui dans la brousse et d'autres sont venues dans notre base opérationnelle pour chercher refuge, et c'est ainsi que le contingent sud-africain s'est déployé pour protéger ces populations", a expliqué le porte-parole militaire de la Monusco, le lieutenant-colonel Prosper Basse, à l'AFP.

Dans les échanges de tirs entre l'armée congolaise et les Mai-Mai Sheka "nos deux éléments ont été blessés: l'un par balle, et l'autre par éclat. Ils ont été évacués vers l'hôpital de Goma", le chef-lieu du Nord-Kivu, a-t-il ajouté. "Leur situation est stable et ils sont hors de danger", a indiqué le porte-parole. Pour l'heure, "il n'a pas été fait mention d'un quelconque blessé civil", mais un soldat des Forces armées congolaises est "décédé" et la Monusco a évacué sur Goma "entre une quinzaine et une vingtaine de blessés" de l'armée, a indiqué le porte-parole, précisant qu'il ne disposait pas encore de bilan pour la milice.

La milice d'autodéfense de Sheka Ntabo Ntaberi est accusée d'avoir participé, avec les rebelles hutus des Forces démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et d'ex-miliciens déserteurs de l'armée, aux viols de près de 400 personnes lors de l'attaque de treize villages entre le 30 juillet et le 2 août 2010 près de Walikale.

Les combats de lundi ont duré jusqu'aux environs de 12h00, puis il y a eu des coups de feu sporadiques. La Monusco a déployé des hélicoptères d'attaque pour surveiller la situation et des "unités de déploiement rapide" ont été transférées de Goma à Pinga en renfort.

Quatre élèves de l'école primaire Mahano, Instituts Mavivi et Kaindyina sont tombés, mardi 13 novembre, sous les balles des policiers et des militaires déployés à Kantine, localité située à 50 km à l'Ouest de Beni, pour mater une manifestation de colère des élèves. Ces derniers voulaient lyncher les parents de leur collègue décédé la nuit dernière les accusant de l'avoir tué grâce à des pratiques sorcières. Neuf autres élèves ont été blessés au cours d'une répression des policiers et militaires que les témoins qualifient de violente.

Omar Kavota, le porte-parole de la société civile du Nord-Kivu, a dénoncé le «dérapage et manque de professionnalisme» des forces de l'ordre qui ont tiré à balles réelles dans la foule. Il demande à l'auditorat de Beni d'ouvrir une enquête et de sanctionner les responsables de ces meurtres.

Pour sa part, l'administrateur du territoire de Beni, Amisi Kalonda, reconnaît la situation mais ne confirme pas le nombre de morts. Il affirme qu'une équipe d'autorités civiles et militaires s'est rendue sur place pour calmer la tension.

Un officier dissident de l'armée congolaise, colonel Albert Kahasha alias Foka Mike, et plusieurs chefs miliciens des Raïa Mutomboki et des Nyatura, trente-cinq personnes au total, se sont rendu, mardi 13 novembre à Bukavu, aux Forces armées de la RDC (FARDC). La cérémonie s'est passée en présence du gouverneur Marcellin Cishambo et une délégation de députés nationaux élus du Sud-Kivu.

Le colonel dissident aurait promis que ses hommes restés dans la brousse allaient bientôt rejoindre l'armée. Les chefs miliciens ont fait la même promesse. Les responsables de la 10ème région militaire ont annoncé que ces hommes vont être regroupés dans un site qui sera « prochainement aménagé ».

Le Colonel Albert Kahasha était le commandant du 808ème régiment des FARDC déployé à Oïcha au Nord-Kivu. Il avait déserté les rangs de l'armée régulière au mois de janvier avec plusieurs de ses hommes. Il avait également emporté des armes et des munitions.

Selon des rapports parcourus et des documents de l'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU du 14 novembre 2012, **Près de 300 personnes, dont 83 enfants**, ont été exécutées arbitrairement par des groupes armés en RDC entre avril et septembre 2012, selon une enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme dans la province du Nord-Kivu publiée mercredi à Genève.

Selon un communiqué du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'Homme, **"au moins 264 civils, dont 83 enfants, ont été arbitrairement exécutés par des groupes armés au cours de plus de 75 attaques de village massives"**. **"Les violations systématiques des droits de l'homme commises par ces groupes armés, y compris le meurtre de tant d'enfants, sont les plus graves que nous avons constatées ces derniers temps en RDC"**, a déclaré la Haut Commissaire aux droits de l'Homme, Mme Navi Pillay. **"Les autorités congolaises doivent prendre des mesures immédiates pour protéger les populations civiles et lutter contre l'impunité persistante qui ne sert qu'à encourager les tueurs"**, a-t-elle ajouté.

L'ONU se base sur un rapport rédigé après 6 missions d'enquête et plus de 160 entretiens avec des victimes de ces violences.

Des combats ont éclaté jeudi 15 novembre 2012 matin entre l'armée et la rébellion Mouvement du 23 mars (M23) près de Goma, a appris l'AFP auprès des belligérants, qui s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités.

Vers 05H00 (04h00 HB), l'armée a lancé des "offensives contre les éléments du M23 dans ses positions sur les axes de Rugali, à 30 kilomètres de la ville de Goma", chef-lieu de la province du Nord-Kivu, indique un communiqué de la rébellion, dénonçant une rupture de la trêve relative qui était observée. **"Les FARDC (Forces armées de la RDC) ont progressé pour nous attaquer (...) nous sommes obligés de nous défendre"**, a affirmé jeudi le porte-parole militaire du M23, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, à l'AFP, annonçant une riposte qualifiée d'auto-défensive".

L'armée a démenti cette version. **"Nous ne les avons pas attaqués, c'est un prétexte, et nous savions qu'ils étaient en train de renforcer leurs positions depuis plus de deux semaines"**, a affirmé le porte-parole militaire pour le Nord-Kivu, le lieutenant-colonel Olivier Hamuli. **"Cela fait plus d'une semaine qu'ils ont menacé de faire la guerre. Le communiqué n'est qu'un prétexte que nous avons considéré comme une déclaration de guerre. On nous a attaqués, nous sommes en train de reprendre nos positions"**, a ajouté cet officier, assurant que les combats avaient commencé vers 08H00 (07h00 HB).

À Goma, qui compte 300.000 habitants et accueille de nombreuses ONG, les écoles ont été fermées à midi, a indiqué une source occidentale.

**"Les gens sont en train de vivre la peur au ventre"**, a confié Omar Kavota, porte-parole de la fédération d'ONG Société civile du Nord-Kivu. Plusieurs camps de réfugiés ceinturent la ville de Goma, ce qui avait poussé la Mission de l'ONU pour la stabilisation de la RDC (Monusco) à intervenir avec des hélicoptères pour arrêter l'avancée des rebelles, en juillet dernier.

Avec l'attaque de jeudi, **"on observe un afflux de déplacés vers le camp de Kanyarucinya"**, à une dizaine de kilomètres de Goma, a ajouté M. Kavota.

Dans un communiqué, le responsable politique du M23, Jean-Marie Runiga, a précisé que le bras armé de la rébellion avait pour instruction de "répondre vigoureusement aux attaques de l'adversaire et le repousser le plus loin possible".

En début d'après-midi, le lieutenant-colonel Kazarama a écarté toute idée d'offensive vers la capitale provinciale. "Ce n'est pas notre mission. Nous avons repoussé l'ennemi et nous sommes dans nos positions", a-t-il dit.

Sur le plan militaire, la situation est encore confuse. Selon le lieutenant-colonel Hamuli, des FARDC, les combats ont cessé et l'armée procédait à un "ratissage" de la zone. Mais selon le porte-parole du M23, "l'ennemi continue à larguer des bombes sur nos positions" à Rugari, au nord avec des chars de combat et des hélicoptères, et l'armée a attaqué sur "trois autres axes".

L'ONU a placé vendredi 16 novembre 2012 ses casques bleus chargés du maintien de la paix dans l'est de la RDC en état "d'alerte élevée", au moment où le secrétaire général Ban Ki-moon a de nouveau condamné l'aide extérieure aux rebelles.

Le porte-parole de l'ONU, Martin Nesirky, a indiqué que des "équipes de réaction rapide" au sein des casques bleus avaient été déployées dans des endroits clés autour de la ville de Goma, en particulier près de l'aéroport. M. Nesirky a ajouté que la mission de l'ONU en RDC (Monusco) a été placée en état "d'alerte élevée", avec des hélicoptères également prêts à être utilisés.

Les combats entre la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) et les troupes gouvernementales ont repris jeudi près de Goma après une trêve de trois mois, faisant 113 morts dans les rangs rebelles selon le gouverneur de la province du Nord-Kivu.

"Des informations non confirmées indiquent que le M23 a subi le plus grand nombre de pertes", a affirmé M. Nesirky. Un porte-parole des rebelles a toutefois démenti le chiffre de 113 morts dans leurs rangs avancé par le gouvernement.

Les combats ont repris samedi matin du 17 novembre 2012 entre l'armée et la rébellion Mouvement du 23 mars (M23) à Kibumba, une localité de l'est de la RDC frontalière du Rwanda, a-t-on appris samedi auprès des belligérants et de la société civile. Les combats ont commencé à l'aube dans la même zone où des affrontements avaient opposé jeudi les deux camps, poussant plus de 7.000 personnes à regagner le camp de déplacés de Kanyarucinya, à une dizaine de kilomètres de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Une fois encore, l'armée et le M23 s'accusent mutuellement d'avoir déclenché les hostilités. "Hier (vendredi) soir, le M23 nous a attaqués vers 17h00, on les a repoussés, et on avait l'ordre de ne pas les poursuivre. Ce matin tôt, à 04h00 (02h00 GMT) ils nous ont attaqués" de nouveau, a déclaré samedi matin le lieutenant-colonel Olivier Hamuli, porte-parole de l'armée pour le Nord-Kivu. "Nous sommes en train de nous battre maintenant", a-t-il ajouté, alors qu'il se rendait sur la ligne de front à Kibumba.

"Il y a eu des combats très tôt le matin dans nos positions. Les FARDC sont venues nous attaquer avec des hélicoptères, des chars de combat", a déclaré de son côté le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, porte-parole militaire du M23, samedi à l'AFP. "Le M23, du coup, a fait aussi offensive et il a repoussé l'ennemi. Nous avons pris le siège administratif (du territoire) de Nyaragongo", a-t-il affirmé, expliquant que l'armée attaque sur plusieurs axes mais que les rebelles "repoussent l'ennemi vers la route qui mène à Goma".

"Des habitants de Nyaragongo sont "bloqués dans leur maison, tout le personnel administratif de l'Etat qui n'étaient pas juste au niveau de Nyaragongo est parti déjà", a déclaré à l'AFP un responsable de la société civile du Nord-Kivu, affirmant que des troupes rwandaises soutiennent le M23.

L'armée congolaise a accusé samedi 17 novembre 2012 "plusieurs" militaires rwandais de soutenir la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) qu'elle combat depuis l'aube à Kibumba, a-t-on appris de source militaire congolaise.

"Les troupes du M23 ont reçu le soutien du Rwanda. J'étais moi-même sur le front, et les tirs venaient du Rwanda", a affirmé en début d'après-midi le lieutenant-colonel et porte-parole militaire de la province du Nord-Kivu. "Plusieurs" militaires rwandais "sont venus couper notre progression vers les positions principales du M23", a-t-il ajouté. D'après lui, "ils ont commencé le renforcement des rangs du M23 vers Rutshuru, et maintenant c'est sur la frontière entre Kibumba et Goma", la capitale provinciale. "Toute la nuit, une présence de militaires (rwandais) a été renforcée tout au long de la frontière et aux environs. Et quand bien même nos chars de combats viennent bombarder les positions du M23, ils (les chars) sont en train d'essayer des roquettes anti-aériennes qui proviennent du Rwanda", a-t-il expliqué.

Les combats ont repris dimanche 18 novembre matin sur la ligne de front dans le groupement de Kibati, situé à 17 kilomètres de Goma, dans la province du Nord-Kivu. Les détonations des armes lourdes sont entendues à partir du centre-ville de Goma. Ce qui sème la panique dans la ville où les habitants redoutaient déjà les infiltrations des combattants du M23. Selon l'armée congolaise, les rebelles du M23 auraient lancé une nouvelle attaque à partir de Kayanja, en groupement de Kibati, après une nuit d'accalmie.

La trêve n'a duré qu'une nuit entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23). La population de la ville est plongée dans la panique par les détonations des armes lourdes. Des militaires de l'armée régulière quittent Kibati. Beaucoup ont été aperçus à Munigi, à 7 kilomètres de la ville de Goma. Ce qui augmente la frayeur des habitants.

Une accalmie relative avait été observée la nuit du samedi 16 au dimanche 17 novembre sur le terrain des combats entre FARDC et M23 à Kibati, à 17 kilomètres au nord de Goma.

Le samedi soir, les ONG internationales basées à Goma avaient commencé à évacuer leurs personnels civils expatriés à Gisenyi, au Rwanda, pour la plupart, afin de les sécuriser.

La Monusco a regroupé pour sa part son personnel civil dans ses différentes bases de Goma. Elle n'envisage pas encore leurs évacuations pour le moment, selon son porte-parole, Madnodje Mounoubai. La Monusco a confirmé que depuis samedi soir, une accalmie s'observe sur la ligne de front, au niveau de Kibati. Les troupes gouvernementales tentaient de reprendre Kibumba, passé sous contrôle du M23 dans la journée, avec l'appui des troupes onusiennes.

Un grand nombre de militaires et de représentants des autorités congolaises fuyaient dimanche 18 novembre 2012 Goma les rebelles du M23 étant aux portes de la ville, a-t-on appris de sources concordantes. "Beaucoup de militaires et d'autorités (de la province) sont partis (de Goma)", a déclaré une source onusienne, qui attendait à un point de ralliement mis en place dans la ville par l'ONU pour ses personnels.

Une source humanitaire occidentale a évoqué une "débâcle des forces armées de RDC qui évacuent la ville de Goma". Selon une source militaire occidentale, des officiers des forces armées ont commencé à partir par bateaux vers Bukavu, la capitale du Sud-Kivu distante d'environ 200 kilomètres au sud. Le gouverneur du Nord-Kivu est parti sur l'un de ces bateaux, a déclaré cette source, ce qu'a confirmé une source administrative à Bukavu. Selon la même source militaire occidentale, l'aéroport de Goma, situé à quelques centaines de mètres du centre-ville, a été fermé et seuls quelques éléments de la Garde républicaine congolaise y sont encore stationnés. Un vol civil qui devait y atterrir a été détourné, a-t-on appris auprès d'un proche d'un passager.

Le porte-parole de la province du Nord-Kivu, très inquiet, a évoqué "une débandade" et déploré l'inaction de l'ONU. "La Monusco actuellement ne fait absolument rien!", a-t-il dit. Les Casques bleus de la mission de l'ONU en RDC (Monusco) étaient intervenus samedi pour prêter main forte à l'armée régulière congolaise, en l'appuyant avec des hélicoptères de combat, sans parvenir à freiner l'avancée des rebelles. Mais dimanche, les Casques bleus n'ont pas bougé pour protéger Goma, a constaté un photographe de l'AFP réfugié dans la base de Munigi, principale base des Nations unies au nord de la

ville. Dans leur avancée vers Goma, les rebelles ont dépassé ce camp situé à environ 5 kilomètres de la ville, a constaté le photographe.

"Nous sommes en panique générale. C'est comme si les rebelles étaient en train de repousser nos militaires. En ville, les boutiques sont fermées. Moi, comme d'autres, je vais rejoindre ma famille", a déclaré un chauffeur de taxi de Goma.

Les rebelles congolais du M23 ont arrêté leur progression à environ trois kilomètres du centre de Goma, a constaté l'AFP, mais ils ont menacé de "prendre la ville" s'ils étaient attaqués par l'armée.

Le responsable militaire du Mouvement du 23 mars (M23), le colonel Innocent Kayina, a indiqué avoir installé son poste de commandement à la hauteur du camp de Munigi, principal camp des Nations unies à la sortie de Goma, tenu par un bataillon sud-africain, à environ trois kilomètres du centre-ville. "Si les FARDC nous attaquent, on prendra la ville ( ...) nous nous sommes battus pour hausser la voix de nos revendications", a affirmé en milieu d'après-midi Innocent Kayina, commandant des opérations du M23 dans cette zone.

Aucun corps ni aucune trace de combat n'était visible à proximité du camp de Munigi. Ce camp se trouve à l'extrémité de l'aéroport, aux pieds des contreforts du volcan Nyiragongo sur la route qui mène au nord.

La situation était calme en milieu d'après-midi de dimanche 18 novembre 2012 à Goma, selon une autorité locale. Aucun tir n'était entendu et "aucun incident majeur" n'a été signalé, a assuré le vice-gouverneur, Feller Lutaichirwa, interrogé par téléphone. Selon lui, les autorités militaires ont décidé de se retirer afin "d'éviter un bain de sang" dans Goma, "ville de déplacés, prise en étau", entre le lac Kivu et la zone occupée jusqu'à présent par le M23.

Des hélicoptères de l'ONU qui appuient l'armée gouvernementale ont tiré dimanche 19 novembre 2012 des roquettes et obus pour tenter d'endiguer l'avancée rebelle vers l'aéroport de Goma.

Les échanges de tirs ont repris lundi 19 novembre 2012 en début d'après-midi entre les rebelles du M23 et l'armée congolaise aux abords de la ville de Goma, touchant notamment un hôtel à la périphérie, selon des témoins.

Les tirs ont été échangés dans les quartiers de Munigi et Mudga au nord et au nord-ouest de la capitale du Nord-Kivu, a-t-on appris auprès de témoins. Ils ont provoqué une panique dans la ville, les habitants cherchant à fuir vers le sud et vers Gisenyi, le poste-frontière avec le Rwanda, a constaté un photographe de l'AFP.

Selon un membre de l'hôpital Heal Africa, six blessés, dont certains grièvement, ont été admis à la suite du bombardement par obus d'un hôtel situé en périphérie.

Un photographe de l'AFP a été empêché par des militaires de s'approcher des zones de combat alors que des tirs de kalachnikov se faisaient entendre.

entre le 20 et le 30 novembre dans la localité de Minova, territoire de Kalehe(Province du Sud Kivu), près de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu. Les rebelles du M23 avaient pris Goma fin novembre après en avoir chassé les forces gouvernementales. Deux équipes de l'ONU se sont rendues dans cette zone pour interviewer plus de 200 personnes, a précisé M. Nesirky.

En date du 20 novembre 2012, Vers 11heures, la ville de Goma est tombée aux mains des rebelles du M23 qui a entraîné pendant les échanges des mortiers , roquettes et autres armes lourdes ont entraîné la mort de plus de neuf personnes et 64 blessés dont parmi eux, les civiles

et militaires. Dans le quartier MURARA, on a compté 4 morts et dans le quartier MAJENGO, on a enregistré 3 morts ;

Le 20 novembre 2012 : assassinat par les hommes en uniformes de Mr SEMAJERI Jean Pierre de l'ONG GRACE dans sa maison familiale ; Le 20 novembre 2012 à 17h30 : les militaires ont soupçonné un jeune garçon répondant au nom MEDI , d'appartenir aux Mai Mai, et l'on logé des balles et trouva la mort sur place au niveau de Ndosho ; Le 21 novembre 2012 : une femme de militaire qui voulait entrer dans le camp Katindo pour récupérer ses biens restés dans sa maison lors de sa fuite, après discussion avec un militaire M23 qui était à la garde, a assassiné la femme à base d'une baïonnette en pleine journée vers 11heures à l'entrée du camp Katindo ; Le 22 novembre 2012 : les militaires du M23 ont facilité la justice populaire sur un présumé voleur d'un téléphone dans le quartier Ndosho et qui a été brulé vif sans aucune autre forme de procès, car selon eux, ils n'ont de prison ; Dans la nuit du samedi 24 au 25 Novembre 2012, dans le Quartier KYESHERO vers KITUKU, les militaires du M23 se sont introduits dans la maison de Monsieur KAMBALE Commerçant de son état où ils ont emporté une importante somme d'argent ainsi que plusieurs biens matériels, c'est par la grâce de Dieu que ce dernier a eu la vie sauve ;

Le 26 novembre 2012 : Monsieur ISSA, boutiquier de son état résident dans le quartier Mabanga, a été dévalisé chez lui à la maison ; Le 27 novembre 2012 : Monsieur Déo, propriétaire d'un Nganda de la place a été filé par les éléments du M23 après la clôture de la journée vers 19h30, il a été dévalisé de tout ce qu'il possédait pendant qu'il entraînait dans sa maison. Les assaillants ont chargé dans une camionnette tous biens qui se trouvaient dans sa maison après beaucoup d'intimidation ;

Le 27 novembre 2012 : Monsieur UZARIBARA, Baba Rehema, 34 ans, Coltaman de son état, vivant sur avenue Miruyi, Quartier Kyeshero, à coté du Complexe Scolaire JUHUDI, en face du dispensaire Lumoo, père de 6 enfants a été abattu à 19 heures dans son domicile par les hommes du M23. Après l'avoir abattu, ils ont emporté sa jeep PRADO à un endroit inconnu. Dans les mêmes circonstances de temps, à 400 m de là, le Directeur Général de l'Institut Supérieur Pédagogique (ISP/Goma) a failli être abattu mais sauvé de justesse ;

Le 27 novembre 2012 : Dans la nuit, au quartier Katindo/carmel, la clôture d'un particulier a été escaladée par les éléments du M23 qui ont récupéré son véhicule en exigeant à la victime de leur ouvrir la clôture ;

Du 20 au 27 novembre 2012 : Les éléments du M23 ont organisé l'évasion de tous les 1.500 détenus de la prison centrale de Munzenze dont parmi eux des condamnés à perpétuité et d'autres qui n'avaient pas encore purgé leurs peines. Ils ont de surcroit cautionné l'impunité, occasionné des représailles contre des magistrats ainsi que la recrudescence de l'insécurité dans la ville de Goma ;

Du 20 au 27 novembre 2012 : Plus ou moins 1.000 tonnes d'armes lourdes, munitions et les chars de combat, abandonnées par les militaires des FARDC lors des affrontements, ont été emportés vers le Rwanda en passant par la frontière de Bunagana au vu et au su de la MONUSCO. Au moins 6 camions de l'office de route ont été chargés des caisses d'armes et munitions retirées dans le magasin d'armement de la huitième Région Militaire ;

La nuit du 27 au 28 Novembre 2012, dans le Quartier HIMBI, non loin de l'Eglise locale de 8è CEPAC ANTIOKIA, en commune de Goma, les éléments du M23 se sont introduits dans une famille où ils ont emporté tous les biens de valeur parmi lesquels un meuble luxueux ainsi que trois voitures, tous ces biens volés et pillés ont été emportés vers le Rwanda ;

La même nuit vers 19H00, dans le Quartier KYESHERO non loin du Complexe scolaire ATLANTIQUE, un homme a été abattu par les militaires du M 23 après lui avoir ravi sa voiture qui du reste a été emportée au Rwanda voisin ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Toutes les plaques d'immatriculation des véhicules gardées dans les locaux de la Direction Provinciale des Impôts (DGI/GOMA), ont été systématiquement pillées par les éléments du M23 et emportés au Rwanda ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Tous les mobiliers donnés par l'Union Européenne à la

Police Nationale Congolaise /Nord-Kivu ont été pillé par les éléments du M23 et emportés au Rwanda ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Plus de 15 véhicules Jeep gardés dans la clôture de la première dame Olive LEMBE KABILA à Katindo, à bord du lac Kivu ont été pillés par les éléments du M23 et emportés au Rwanda ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Le bureau du Parquet de Goma a été victime du pillage de ses biens meubles et mobiliers par les éléments du M23 ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Les résidences des Ministres provinciaux, les résidences de certains députés provinciaux ont été également pillés par les éléments du M23 et tous les effets importants ont été emportés au Rwanda ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Plusieurs maisons appartenant aux cadres de l'administration publique, aux officiers militaires, aux membres du bureau de l'assemblée provinciale, ont été pillés par les éléments du M23 et les effets emportés au Rwanda ;

Du 20 au 30 novembre 2012 : Le musée du Gouvernorat de la province, des alimentations se trouvant à Himbi II, l'entrepôt de l'OFIDA à Goma, ont été complètement pillés par les éléments du M23 et tous les véhicules des particuliers et effets importants emportés au Rwanda ;

Du 29 au 30 novembre 2012 : Il a été observé un mouvement de déploiement des éléments du M23 vers la périphérie de la ville de Kinshasa. Cette opération s'est déroulée dans un pillage systématique de la ville de Goma. C'est le cas des véhicules et autres engins de l'Office des routes, de l'Office des voiries et drainage (OVD), de différents services de l'Etat, ... le tout emportés vers le Rwanda au vu et au su de la MONUSCO ;

Du 29 au 30 novembre 2012 : Il a été observé à Goma, le fait que plusieurs militaires du M23 au lieu de se retirer de la ville de Goma, ont pris l'option d'enlever les tenues militaires et de porter les habits pour se camoufler au sein de la population civile ;

Du 29 au 30 novembre 2012 : Il a été observé à Goma, le fait que plusieurs éléments de la Force Négative M23 ont enlevés des tenues militaires pour porter les tenues de la Police Nationale Congolaise en vue de tromper la vigilance de la population ;

Du 29 au 30 novembre 2012 : Il a été observé dans la ville de Goma plusieurs centaines des éléments de la Force Négative M23 embarqués le matin à bord des camions pour se retirer de la ville de Goma en présence de la MONUSCO ; et la nuit on observé les mêmes camions pleins d'éléments M23 la ville de Goma !

En date du 30 novembre 2012, suite aux activités militaires du M23 dans la provinc du Nord-Kivu, il a été évalué plus de 130.000 personnes déplacées internes dans la ville de Goma et ses environs, dont 61.200 à Mugunga 1, 31.170 au niveau du Lac Vert, 30.000 à Mugunga 3, 6.012 à Don Bosco, 525 à l'Ecole Primaire Nazaréen, 400 à l'Ecole Primaire Neema, 375 à Bulengo, 295 à l'Eglise Mont Rocher et 150 à Notre dame d'Afrique. Dans la plupart des cas, toutes ces personnes déplacées sont dépourvues d'une assistance humanitaire adéquate et correspondante à leurs besoins prioritaires de base ;

En date du 30 novembre 2012, il a été observé la mise en chantier par le M23 d'une coordination parallèle de la Société Civile au Nord-Kivu pour créer la confusion avec la Société Civile Traditionnelle ;

En date du 30 novembre 2012, il a été observée la décision du M23 de se retirer de la ville de Goma tout en y maintenant son administration et sa police prête confusion, obstrue la liberté d'expression et constitue un danger imminent pour les Défenseurs des Droits Humains du Nord-Kivu ;

En date du 30 novembre 2012, il a été observé que plusieurs Défenseurs des Droits Humains ont déjà déserté de leurs milieux, d'autres ont adopté le profil bas et/ou la clandestinité et d'autres encore continuent à travailler de manière Héroïque dans des conditions extrêmement

difficiles. Aux conditions sociales que traversent les Défenseurs des Droits Humains, s'ajoutent le manque de protection, des moyens logistiques (communication, mobilité), etc. ;

En date du 30 novembre 2012, il a été observé que plusieurs stations d'essences ont été pillées par les éléments du M23 qui prenaient du carburant sans payer la facture ;

Dans la nuit du 29 au 30 Novembre 2012, les éléments appartenant au M23 ont pillé les réfugiés et déplacés de guerre se trouvant dans le camp de Mugunga 3 à 7 Km de la ville de Goma. Les assaillants ont pris des vivres, des téléphones, de l'argent et des habits appartenant aux personnes vulnérables. Des adolescents auraient été enlevés pour porter le butin. Il a été également signalé six cas des viols dans le camp de Mugunga III. Mi-novembre, avant la progression du M23 sur Goma, le camp abritait 14.000 personnes. Aujourd'hui, sa population est estimée entre 30.000 et 35.000 personnes vulnérables.

Le M23 nommé aujourd'hui ARC (Armée Révolutionnaire du Congo) qui néanmoins avait commencée sa rébellion au mois de mars 2012 en territoire de MASISI. Ayant été combattu sur place par les FARDC, ce dernier a connu un échec suite à la résistance trouvée à Kitshanga / Masisi. Après cet échec, ils ont traversé la brousse en territoire de Nyiragongo, groupement de Kibumba en face des sinistrés de Kibiriga à coté de deux antennes dans la nuit du 26 avril 2012 prenant l'itinéraire des localités KATARE-BURAMBO-HEHUKALANGALA- KIBIRIGA et ont résisté au village de KASIZI. Les autres à la troisième piste nommée NJERIMA et autres vers KINIGI toujours au Rwanda où ils se sont réunis pour former les jeunes rwandais. Après ils ont commencé à attaquer systématiquement le territoire de Rutshuru vers RUNYONYI et vers tous les coins du territoire de Nyiragongo, qui est proche de la ville de Goma.

Après la prise du territoire de Rutshuru dont BWEZA, JOMBA, KISIGARI, BUKOMA, BUSANZA, RUTSHURU CENTTRE, KALENGERA, NTAMUGENGA, KIWANJA et RUGARI. Ils ont commencé à enrôler par force les enfants congolais et violer les femmes jusqu'au 24 juillet 2012.

Le 09 novembre 2012 : A 21H43, enlèvement de monsieur BWIKO MBITSE, âgé de 38 ans, résident dans le village MUTAHO, groupement de KIBATI par les hommes en uniformes ;

Le 15 novembre 2012 : viols de deux filles dont une de 22 ans résident à Kirotshu et une autre de 20ans, résident à RUTOVU ;

Le 15 novembre 2012 : une délégation des Militaires rwandais et militaires M23, ont attaqué tous les coins de Kibumba dont notamment les localités de KASIZI, KIROJE, HEHU, KIBIRIGA, GIKERI dans la localité de RUTOVU et en diagonale de MASHAHI vers MWARO en localité de KABINDI puis au niveau de deux antennes de KIBUMBA.

Les mutins ayant connu une perte énorme, ils ont du stopper la guerre le 16 novembre 2012.

Dimanche 18 novembre 2012 : les Militaires Rwandais traversent le pont et rencontrent le M23 pour pénétrer à KANJANJA ( une cité se trouvant à la frontière Rwanda-Congo en groupement de KIBATI près de KILIMANYOKA ce qui a occasionné la fuite des rescapés de Rutshuru, Kibumba et Buhumba qui vont s'installer dans le camp de KANYARUCHINYA et au camp de Mugunga.

Lundi, 19 novembre 2012 : à 14h45 à Munigi, les militaires rwandais traversent la Frontière

Le 18 novembre 2012 : Monsieur KASSA MULEMA, 35 ans, résident à BUVIRA et Madame SIKUJUWA VALERE, 28 ans, résident à KANYANJA ont été victime de la bombe lancée par les rebelles du M23 ;

Le 18 novembre 2012 : Mr MUPENZI Theoneste, 20 ans, résident à BUHOMBO a été assassiné par les éléments du M23 ;

Le 18 novembre 2012 : A 22h32, deux femmes (parmi elles, dont une de 32 ans, résident à Buhama, groupement de Kibati, et une de 24 ans, résident dans le même quartier) ont été violées par les

éléments du M23 ; Le 20 novembre 2012 : constat du pillage systématique des déplacés de KIBATI par les éléments du M23, dont parmi eux Monsieur Joseph NYANDWI, âgé de 54 ans ;

Le 20 novembre 2012 : les rebelles du M23 encerclent la ville de Goma à partir du quartier Bujovu, KABUTEMBO (cimetière), quartier Birere, Quartier Ndosho et vers 11 heures la ville est tombée entre les mains des rebelles qui sont entrés à Goma massivement à partir de la ville Rwandaise de Gisenyi en passant par la petite et la grande barrière (frontière) avec la République Démocratique du Congo. Tout au long de leur passage, les menaces, le recrutement forcé des enfants, le pillage des maisons, les violences sexuelles. Tous les déplacés du camp de Kanyaruchinya, a été vidé le 18 novembre 2012 où on a compté plus de 50000 personnes qui ont été délocalisées dans le camp de Mugunga ;

Le 21 novembre 2012 : Tracasserie routière imposée par les éléments du M23 en érigeant une barrière routière au niveau de KIBATI où on fait payer chaque camion qui se rend à Butembo venant de Goma et de Butembo à Goma, un montant de 350\$ par Camion ;

Dans le territoire de Masisi/Nord Kivu, après la prise de Goma, le 20 novembre 2012, le M23, pour prendre les cités et villages de MASISI, oa voulu utiliser certaines milices de son obédience ; telles que NYATURA constitués des éléments HUTU, MAI-MAI CHEKA et RAIYA MUTOMBOKI. D'autres part, le M23 voulait prendre certains villages comme MUSHAKI, KARUBA, NGUNGU, RUBAYA, KIBABI, KINGI, BIHAMBWE, LUSHEBERE et KATALE par l'entremise des éléments RDF infiltrés dans les FARDC, infiltrés dans les Régiments et différents brigades.

Le 24 et 25 novembre 2012 : Déploiement des jeunes pour investir la cité de MASISI aux fins de provoquer des troubles en préparation de sa prise par les M23, bilan : 13 personnes blessées par balles dont une femme et un enfant internés à l'hôpital de référence de Masisi, pour des soins appropriés, 5 mort dont une femme tuée par balle tiré par les Nyatura (alliés du M23) ;

Du 24 au 26 novembre 2012, les éléments CHEKA, RAIYA MUTOMBOKI et NTATURA , tous alliés du M23 ont été mobilisés pour cette entreprise, faire chuter certaines localités, à travers : pillage, meurtres, incendies des maisons. Le bilan fait état du pillage des biens et boutiques des maisons du village MUTIRI situé à plus ou moins 2 km de la cité de Masisi, incendie de deux maisons dans la cité de Masisi ;

Du 24 au 26 novembre 2012, incendie des villages par NYatura par les pro-M23, à savoir le village RONA situé à 4km de la cité de Masisi en groupement de BIIRI par les Nyatura ; village BUOYE et BULOTO situés en groupement BUNYUNGU, village BONDE et LUSHEBERE/LWASHI situés en groupement BAPFUNA. Il faut noter que ces villages appartiennent pour la plupart aux Hunde et ont été incendiés par les Nyatura, dirigés par Monsieur MUNYAMARIBA, chef de poste de MIANJA et ancien milicien du RCD et du CNDP.

Le 25 Novembre 2012 : Attaque du village KALEMBE, en groupement BASHALI MOKOTO par les éléments CHEKA, afin de l'occuper pour le compte du M23.

Conséquences directes : Déplacement massif de la population civile dans la brousse et panique de la population de Kichanga, situé à 40 km. CHEKA, RAIYA MUTOMBOKI et NYATURA sont des alliés de la force négative du M23.

Les travailleurs humanitaires se sont réfugiés mardi 20 novembre 2012 dans l'enceinte du bâtiment du Programme alimentaire mondial (PAM) à Goma (RDC), a affirmé une porte-parole de l'agence de l'ONU à Genève. Les opérations dans le Nord-Kivu sont provisoirement suspendues.

"Les opérations du PAM pour 447.000 personnes déplacées et les familles d'accueil dans le Nord-Kivu sont provisoirement suspendues. Le PAM a l'intention de reprendre ses opérations dès que possible", a déclaré la porte-parole Elisabeth Byrs. Les travailleurs humanitaires de l'ONU et des ONG, avec leurs familles, ont trouvé refuge dans l'enceinte du PAM à Goma, désignée par l'ONU comme le point de rassemblement pour le personnel humanitaire dans la ville. Le site est protégé par

des casques bleus. "Nous appelons toutes les parties au conflit à protéger la vie des civils innocents et à respecter la neutralité des humanitaires", a ajouté la porte-parole du PAM. Selon elle, le personnel de l'ONU a parlé avec le M23, "qui contrôle Goma", et le mouvement rebelle "a accepté de respecter l'espace humanitaire".

Les agences de l'ONU n'étaient pas en mesure de quantifier mardi 20 novembre 2012 les nouveaux déplacements de population. Selon le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), les gens ont fui ces derniers jours vers Goma et le Rwanda. Le camp de Kanyaruchinya, soit quelque 60.000 personnes, a été complètement vidé de sa population, a précisé un porte-parole du HCR Adrian Edwards.

Les membres du gouvernement provincial du Nord-Kivu ont quitté Bukavu où ils s'étaient réfugiés après la prise de Goma par les rebelles du Mouvement du 23 mars ce mardi 20 novembre. Une source proche de ce gouvernement indique que les ministres provinciaux se sont installés à Beni d'où ils comptent continuer à gouverner la province.

Après des combats avec les militaires congolais, les rebelles du M23 ont pris ce mardi le contrôle de la ville de Goma, siège des institutions provinciales.

« Les rebelles du M23 se sont coalisés avec l'armée rwandaise pour prendre le contrôle de l'aéroport de Goma. Actuellement, ils sont rentrés dans la ville où ils contrôlent déjà plusieurs quartiers. Nos troupes se sont retranchées, pour l'instant, à Himbi, Mungungu et à Ndosho, dans la partie est de la ville », confiait cet avant-midi Julien Paluku, le gouverneur du Nord-Kivu, à Jeune Afrique. Il a dit craindre des « massacres sélectifs » par les rebelles du M23, indiquant que certaines sources lui ont rapporté que « les maisons des personnalités proches du pouvoir de Kinshasa sont visitées par les hommes de Sultani Makenga [chef militaire du M23] ».

En fin d'après-midi, les activités ont timidement repris à Goma mais tous les commerces sont restés fermés. Après avoir pris le contrôle de la ville, les rebelles ont demandé aux habitants de vaquer normalement à leurs occupations.

Les rebelles du M23 qui ont pris le contrôle de la ville de Goma ont **enlevé des femmes et des enfants, a affirmé l'ONU mardi 20 novembre 2012**. Un porte-parole de l'ONU a précisé que les Casques bleus contrôlaient l'aéroport de Goma et effectuaient toujours des patrouilles dans la ville en dépit de l'arrivée des rebelles.

À Minova, à 27 Km de Sake, la peur commence aussi à gagner les habitants, à la vue de tous les déplacés qui arrivent chez eux. Toutes les activités restent paralysées depuis hier, écoles et boutiques n'ayant pas ouvert les portes. Quelques vendeurs, notamment ceux des crédits pour téléphones mobiles et de carburant, acceptent néanmoins de vendre à domicile. Selon des témoins, certains habitants vont sur la route venant de Sake afin d'accueillir les déplacés. D'autres, des jeunes, ont barricadé la route menant vers Bukavu avec des grosses pierres, brûlant aussi des pneus. Ils affirment le faire sur ordre du commandant second du 106<sup>e</sup> régiment des FARDC chargé des opérations, lui-même présent à Minova. Celui-ci tenterait ainsi de dissuader les militaires FARDC venus de Goma, souvent à motos, qui tentent d'aller à Bukavu, en passant par Minova, et de les obliger à s'arrêter dans cette cité, pour ne pas aller semer la panique à Bukavu.

À Kanyabayonga, à 150 Km de Goma, dans le nord de la province, outre les écoles ouvertes, il n'y a aucune autre activité. Les habitants disent rester prudents et attendre de voir comment va évoluer la situation sécuritaire.

Le 23 novembre 2012, Un membre de l'**AETA/SUD KIVU** basé à Kalehe/Minova indique que « Dans la localité de Minova et Bweremana à 50km de la Ville de Goma qui est actuellement occupé par les M23, les éléments de l'armée Nationale battue par les rebelles commettent des violations graves de droits de l'homme : la majorité des soldats sont ivre de drogue et alcool, des attaques

contre les civils, pillages des maisons, viols des femmes, réquisition des civils pour transport des munitions ont lieu dans la zone de vulnérabilité où se déroule le combat. »

Le colonel Albert Kahasha dit « Foka Mike » vient à nouveau de faire défection au Sud-Kivu. Il y a une dizaine de jours, il s'était rendu aux responsables des Forces armées de la RDC en présence du gouverneur Marcellin Cishambo et une délégation de députés nationaux élus du Sud-Kivu. Un responsable militaire a confié qu'il s'agit là d'une double trahison de la part de cet officier qu'il traite d'hypocrite.

Quand il s'était rendu aux FARDC en compagnie de plusieurs chefs miliciens des Raïa Mutomboki et des Nyatura le 13 novembre dernier, le colonel dissident avait promis que ses hommes restés dans la brousse allaient bientôt rejoindre l'armée.

Le Colonel Albert Kahasha était le commandant du 808ème régiment des FARDC déployé à Oïcha au Nord-Kivu avant de désertir les rangs de l'armée régulière au mois de janvier dernier avec plusieurs de ses hommes. Il avait emporté des armes et des munitions.

Le président de la RDC, Joseph Kabila, commandant suprême des Forces armées de la RDC a suspendu jeudi 22 novembre le général major Gabriel Amisi Kumba de ses fonctions de chef des forces terrestres des Forces armées de la RDC pour raison d'enquête. Ce dernier est accusé dans un rapport d'experts de l'ONU publié mercredi de vendre des armes aux groupes armés opérant dans l'est de la République démocratique du Congo.

La décision de Joseph Kabila a été rendue publique dans un communiqué du cabinet du président de la République démocratique du Congo lu à la télévision publique par le ministre des Médias et porte-parole du gouvernement, Lambert Mende qui affichait un air grave.

Citant le rapport des experts de l'ONU, Lambert Mende a affirmé que « les FARDC continuent d'être la proie de réseaux criminels qui permettent aux officiers supérieurs de s'enrichir par l'emprise sur les ressources naturelles et la contrebande notamment par le trafic d'ivoire mené par des groupes armés ». Selon lui, d'autres officiers qu'il n'a pas cités sont impliqués dans ce trafic.

« Le Général Gabriel Amisi supervise un réseau de distribution de munitions de chasse pour les braconniers et les groupes armés, y compris Raïa Mutomboki », une milice locale accusée d'atrocités, indique le rapport dont une copie est parvenue à Reuters.

Le rapport indique également que le général Amisi dit Tango Four a ordonné que 300 fusils d'assaut AK 47 soient donnés à un autre groupe armé opérant dans l'est du Congo, connu sous le nom de Nyatura, une autre milice locale responsable de nombreuses exactions.

La Monusco a évacué de Goma vingt-deux magistrats qui se disent victimes de menaces de mort de la part des rebelles du M23. Ces magistrats sont arrivés à Kinshasa le dimanche 25 novembre. « Nous avons commencé à subir des attaques et des messages de menace de mort », explique Michel Magasani, un des magistrats évacués. « On a été accueilli dans une base de la Monusco. On y est resté pendant trois jours et nous avons été évacués à Bukavu toujours par la Monusco. De là, on a été amené à Kinshasa », raconte le juge.

Michel Magasani raconte comment un de ses collègues a récemment échappé à la mort à Goma : « Il a rencontré un groupe de rebelles du M23 qui l'ont mis à genou. Un des rebelles lui a dit en braquant sur lui une arme: tu m'as condamné à 12 ans de prison et moi je te condamne à la mort. Le magistrat s'est échappé après une dispute entre rebelles ».

D'autres magistrats auraient reçu des messages des menaces sur leurs téléphones.

Michel Magasani indique que les familles des magistrats évacués sont restées à Goma. « Il n'y avait pas moyen de partir avec nos familles », regrette-t-il. Interrogé à ce sujet, le procureur général de la République a affirmé que ces juges vont rester à Kinshasa jusqu'au retour de la paix dans leur ville.

De son côté, le chef de police de la Monusco, le général Abdallah Wafi, qui a conduit cette évacuation affirme que la Mission onusienne a estimé que les magistrats, compte tenu de leur fonction, étaient « des cibles privilégiées » du M23. L'évacuation s'est faite dans des conditions difficiles, a-t-il dit. « Nous n'avons qu'un seul hélicoptère qui évacue aussi bien certains personnels civils de la Monusco que ces magistrats », explique-t-il.

Le général Abdallah Wafi assure qu'en dehors des magistrats, il y a aussi des officiels notamment les membres du gouvernement et de l'assemblée provinciale ainsi que des éléments des FARDC et de la police qui ont manifesté le désir d'être évacués de Goma.

Le gouvernement congolais accuse les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) d'actes de pillages et de vandalisme à Goma au Nord-Kivu, depuis leur entrée dans la ville mardi 20 novembre dernier. Au cours d'un point de presse tenu mercredi 28 novembre à Kinshasa, son porte-parole, Lambert Mende, parle de « razzia systématique » indiquant que tous les biens publics et privés pillés sont emportés vers un pays voisin sans le citer, mais dont le poste frontalier est proche de Goma.

Plusieurs résidences, entrepôts et véhicules officiels et privés ont été systématiquement pillés par les rebelles du M23 avant d'être emportés vers une destination inconnue hors du territoire congolais, a déclaré Lambert Mende.

Selon lui, la morgue moderne de l'hôpital militaire de Katindo a été démontée et emmenée hors de la RDC ainsi que les charrois automobiles de l'Office de routes et de l'Office de voirie et drainage (OVD) qui ont été dirigés vers un poste frontalier de la RDC.

Les rebelles ont cassé le bureau du ministère de finances et emporté trois cents plaques d'immatriculation de véhicules. L'immeuble de l'assemblée provinciale a été saccagé, a ajouté Lambert Mende.

Seule une tentative de pillage de la chambre forte de la Banque Centrale a échoué, a poursuivi le porte-parole du gouvernement.

Les rebelles du M23 étaient encore visibles lundi dans la matinée dans les rues de Goma et dans certains lieux stratégiques comme les banques.

Les domiciles de certains officiers des Forces armées de la RDC (FARDC) sont toujours occupés par les dignitaires du M23, affirment des témoins.

Ce lundi 26 novembre 2012, les rebelles du M23 ont ordonné la réouverture de la succursale de la Banque centrale du Congo (BCC). Les responsables des banques privées, réunis la veille par les responsables de la rébellion, ont fait savoir qu'ils ne pouvaient reprendre du service que sur autorisation de la BCC. Ils ont également conditionné cette reprise par les garanties sécuritaires et la fourniture en courant électrique. Le petit commerce et d'autres activités socio-économiques reprennent également.

La Direction générale des douanes et accises (DGDA) et la Direction générale de migration (DGM) fonctionnent déjà au niveau de la grande barrière, à la frontière rwandaise. Mais beaucoup d'entreprises n'ont toujours pas repris du service.

Sur le chemin de l'école, peu d'élèves étaient visibles lundi 26 novembre 2012 matin. Des responsables d'écoles contactés parlent d'un élève sur dix qui s'est présenté. Cette faible affluence s'expliquerait notamment par la situation sécuritaire et le déplacement des populations ayant fui les combats.

L'armée a abandonné 24 containers d'armes et de munitions lorsqu'elle a fui Goma, a déclaré lundi 26 novembre 2012 un porte-parole de la rébellion. "Cet arsenal d'armes et munitions a été abandonné (...) après la débandade des FARDC (Forces armées congolaises) lors de la prise de la capitale de la province du Nord-Kivu, a affirmé à l'AFP le colonel Vianney Kazarama, porte-parole du M23.

Ces armes sont stockées à l'aéroport et au port de Goma, ainsi qu'au camp militaire de Katindo, a-t-il précisé. Selon lui, l'armée a notamment laissé trois canons d'une portée de 80 kilomètres et quatre lance-roquettes multiples (LRM) dont les projectiles peuvent être lancés à une distance de 120 kilomètres. "On s'interroge sur les objectifs du gouvernement de (Joseph) Kabila", le président de la RDC, a expliqué le porte-parole. "C'est le genre d'armes utilisées pour engager une guerre contre un pays, pas pour chasser un simple groupe d'hommes armés qui revendiquent leurs droits", a-t-il estimé.

Plusieurs cas de pillages et de vols sont enregistrés dans plusieurs quartiers de la ville Goma depuis son occupation par les rebelles du M23. Des témoins rapportent que ce serait surtout des maisons des personnalités qui ont fui la ville et des bureaux des institutions provinciales qui sont visés. Les mêmes sources attribuent ces actes à des hommes en armes habillés en tenue militaire.

Parmi les bureaux pillés, il y a notamment celui du bureau provincial de l'assemblée provinciale. Des habitations des ministres, des autorités militaires et même des particuliers ont également été pillés. Au quartier Carmel, les habitants affirment qu'une école appartenant au colonel Bindu des FARDC et son domicile sont occupés par les rebelles. À Katindo, Ndosho et Himbi, plusieurs cas de vols et de pillages ont également été enregistrés. Des hommes armés ont vidé un dépôt de boissons appartenant à une dame à Himbi 2. Plus de cent cinquante caisses de bières auraient été emportées. La propriétaire indique cependant qu'elle a réussi à récupérer une quarantaine de caisses grâce à l'intervention de la police du M23.

Six militaires ont été transférés ce mardi 27 novembre 2012 à la dixième région militaire à Bukavu(SUD KIVU) en provenance du territoire de Kalehe. Ces hommes de l'armée congolaise arrêtée par la hiérarchie militaire sont suspectés d'être impliqués dans les actes de pillage et de viol à Minova perpétrés la semaine dernière à l'égard de la population. Selon un des responsables militaires de la région contacté à ce sujet, ces six militaires devront répondre de leurs actes devant la justice. C'est une façon de rappeler à l'ordre tout militaire indiscipliné au sein de l'armée, ajoute t-il.

Des éléments présumés FDLR ont attaqué la nuit mardi 27 novembre 2012 deux familles voisines à Tubimbi en territoire de Walungu. Bilan : plus de 400 dollars américains, 24 grammes d'or emportés et plusieurs autres biens de ménage. Selon des sources qui ont vécu l'évènement sur place, ces assaillants seraient venus de la chefferie de Burhinyi situé en territoire voisin de Mwenga. Ils ont ligoté le propriétaire de l'une des maisons pillées avant de prendre la fuite. L'attaque a eu lieu aux environs de 23 heures.

Un bus de transport en commun est tombé dimanche 25 novembre 2012 en embuscade vers l'escarpement de Mufa en territoire de Walungu. Des personnes identifiées aux FDLR ont dépouillé tous les passagers de leurs biens, argent et marchandises. Ils ont pris 4 personnes en otage pour le transport des biens pillés puis les ont relâchés un peu après. "La situation sécuritaire à Tubimbi se dégrade de plus en plus avec le départ des militaires FARDC déployés ailleurs ". La société civile sur place demande aux autorités régionales de s'impliquer afin de trouver une décision

urgente de sécurisation de la population qui pour le moment commence à passer la nuit dans la brousse face aux attaques des FDLR.

Des cas de pillage sont signalés à Lolo une localité située à 98 km au nord de Shabunda centre après les affrontements mardi 27 novembre 2012 entre les FARDC et les Raïa Mutomboki .Le collectif des associations des droits de l'homme CADHOM \Shabunda cite particulièrement les villages Pula, Byundu, Lusenga et Ntuku.

35 chèvres et 25 poules ont été emportées par ceux que la même source identifie aux FARDC. CADHOM estime que ces actes risqueraient de compromettre les efforts de sensibilisation en cours que la société civile de Shabunda mène en vue de persuader les Raïa Mutomboki à désarmer, à se rassembler et à s'enrôler au sein de l'armée régulière .

La panique de la population s'observe aussi à Lulingu dans le territoire de Shabunda. Le départ des militaires de l'armée congolaise inquiète les habitants d'un coté ; et de l'autre l'occupation progressive de ce terrain par la milice Raia Mutomboki depuis quelques jours qui risque d'entraîner des graves violations des droits humains. Une rencontre des défenseurs des droits de l'homme a eu lieu lundi 26 novembre 2012 à Shabunda centre autour de cette situation. Ces derniers ont décidé d'organiser une descente avant vendredi 30 novembre 2012 sur Lulingu afin de vérifier comment les droits humains sont observés par le groupe armé. Une équipe d'avance a été dépêchée déjà ce mardi sur le lieu pour des éventuels échanges avec la population et les membres de ladite milice.

Toujours à partir de Goma, signale l'AETA/NORD KIVU ce mercredi 13 novembre 2012, pour avoir annoncé l'entrée des troupes rwandaises en renfort aux rebelles du M23, le Journaliste Magloire Paluku, patron de la Radio Kivu 1, serait recherché et en danger de mort. Certains internautes lui ont même demandé où il irait au cas où le M23 entrerait à Goma. Oubliant qu'il n'y a pas plus patriote que Paluku, au regard de tout le travail qu'il abat pour dénoncer l'agression dont son pays est victime.

Pour l'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU , Kinshasa semble le dernier à ne pas comprendre que Kigali et Kampala n'entendent pas reculer devant leur objectif consistant à concrétiser le démembrement du Congo, de manière à cohabiter avec un colosse éternellement aux pieds d'argile. En conséquence, poursuit-il, c'est en pure perte que les autorités congolaises investissent dans un trou sans fond qu'est l'option diplomatique.

« La reprise de la guerre dans le Nord-Kivu en est la preuve s'il en est encore, estime les activistes des droits de l'homme du SUD KIVU, que la Rdc ne pourra se faire respecter de ses voisins que si elle arrive à se doter d'une armée capable d'opposer la riposte à leurs visées hégémoniques ».

Pour la République démocratique du Congo, pensent les activistes des droits de l'homme membres de l'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU, après le rapport final et des actes cruels, plus rien ne saurait expliquer l'aterrissement de la communauté internationale à condamner sans ambages le Rwanda et lui infliger des sanctions susceptibles de le contraindre à arrêter son entreprise funeste de déstabilisation de la Rdc.

Reportage exclusif du 17 novembre 2012, au Nord-Kivu dans la zone de combats entre le M23 et l'armée congolaise

Après trois mois de trêve, les combats entre la rébellion du Mouvement du 23-Mars (M23) et l'armée de la République démocratique du Congo (RDC) ont repris jeudi 15 novembre près de Goma, dans l'est du pays. Nos Observateurs se sont rendus sur la ligne de front de Kibumba et dans le camp de déplacés de Kanyarucinya.

Le gouverneur du Nord-Kivu a annoncé dans la soirée de jeudi que 113 membres du M23 avaient été tués durant les combats. De son côté, le porte-parole du M23 a affirmé vendredi que c'était l'armée de la RDC qui avait attaqué en premier, les obligeant à répliquer. Selon lui, les rebelles auraient tué neuf militaires de l'armée congolaise.

Les combats ont obligé de nombreuses familles à fuir la zone. D'après nos Observateurs, des milliers de personnes ont afflué vers le camp de Kanyarucinya, à une dizaine de kilomètres de Goma, où 57 000 déplacés avaient déjà trouvé refuge depuis juillet.

Le M23 est principalement formé d'ex-rebelles qui, après avoir été intégrés en 2009 dans l'armée congolaise, se sont révoltés en avril. Le Rwanda et l'Ouganda, frontaliers avec le Nord-Kivu, sont accusés par l'ONU de soutenir les rebelles, ce que les deux États ont démenti.

En début d'après-midi, sur la ligne de front de Kibumba, tout semblait calme. Il y avait des militaires. Les civils essayaient de s'enfuir. Nous avons vu une dizaine de cadavres, identifiés [par l'armée] comme étant des membres du M23, mais un soldat nous a expliqué qu'une trentaine de rebelles avaient été tués à cet endroit.

Selon les militaires, ce sont les membres du M23 qui ont tiré en premier pour protester contre le rapport publié par l'ONU qui a condamné l'aide extérieure qu'auraient apporté l'Ouganda et le Rwanda. Mais cela fait presque un mois qu'ils préparaient cette attaque.

Toujours selon les soldats de la RDC, c'est la décision de l'Ouganda de fermer leur poste-frontière avec la RDC qui a déclenché cette attaque. Le M23 récoltait entre 10 000 et 20 000 dollars [entre 7800 et 15 700 euros] par jour grâce à ce poste-frontière, car ce sont eux qui le contrôlaient. Ils cherchaient donc de nouveaux territoires à rançonner.

Les habitants de Kavumu se sont énergiquement opposés à l'arrestation de Luka Nkolerwa (?), responsable de l'église locale de la 8<sup>ème</sup> CEPAC le dimanche 11 novembre. Des militaires ont cherché à l'interpeller vers 18 heures mais les habitants de Kavumu ont estimé qu'il s'agissait d'une arrestation plutôt arbitraire. Selon nos sources, ces habitants ont bruyamment contesté cette démarche des militaires. Ils ont brûlé des pneus et érigé des barricades, et ont passé la nuit au domicile de ce serviteur de Dieu pour le protéger. Il s'agirait au fait d'un conflit foncier dans lequel ce responsable de la 8<sup>ème</sup> CEPAC à Kavumu serait impliqué.

Neuf armes saisies, des bidons de boissons alcoolisées confisqués, 5 personnes arrêtées, c'est le bilan de l'opération du bouclage mené dimanche 11 novembre matin [au quartier] Brasserie. La police a mené l'opération en collaboration avec l'armée, la DGM et l'ANR.

La huitième région militaire a réceptionné le 13 novembre 2012, 371 armes de la Monusco Goma. Ces armes dont deux mortiers ont été récupérées auprès des combattants qui quittent les groupes armés. Selon Jean Marc Tafani, chef de division DDRRR de la Monusco à Goma, ces armes sont remises aux FARDC en vue de l'amélioration de la sécurité dans cette région, selon les accords Monusco gouvernement.

Au Nord Kivu, en territoire de Masisi, deux personnes ont été tuées et au moins 7 villages incendiés: bilan d'une attaque, hier vers 15 heures locales, par des Maimai FDC, Force de défense du Congo, dans les groupements Bihiri, Buhabo et Banyungu. Selon l'administrateur-adjoint du territoire, les habitants des villages incendiés ont trouvé refuge dans des villages voisins.

Nord-Kivu: Les rebelles de NDUMA DEFENSE OF CONGO, NDC du chef de guerre CHEKA, ont attaqué ce lundi 11 novembre 2012 vers 11h00 locales, les positions des FARDC à PINGA; c'est à

plus de 150 kms au nord-ouest de Goma, en territoire de Walikale. Les combats ont jeté à nouveau des centaines de familles sur la route de l'exil; la société civile du Nord-Kivu parle même de deux Casques bleus sud-africains blessés. Ils tentaient de protéger des civils visés par les tirs des hommes de Cheka.

Ce lundi 12 novembre 2012, Près de trois cent soixante-dix ménages de déplacés vivant à Rutshuru-centre (Nord-Kivu) accusent les responsables de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) de les chasser des écoles où ils ont trouvé refuge et de les forcer à regagner leurs villages. Ceux qui sont rentrés dans leurs villages d'origine notamment à Runyonyi, Bunagana et Jomba se plaignent de subir des travaux forcés et d'autres formes de violences de la part des ces rebelles.

Ces déplacés qui sont rentrés dans leurs villages à cause des pressions des rebelles affirment avoir trouvé leurs maisons soit incendiées soit détruites par des bombes. Un déplacé de Jomba a confié à Radio Okapi ce jeudi 6 septembre:

« Nous souffrons beaucoup, d'abord pour ce qui est de la nourriture, ensuite le M23 nous force de quitter les écoles. Or, nos maisons ont été détruites. Nous [avons besoin de] médicaments. Nous demandons aux autorités de suivre ce dossier et de nous chercher un autre endroit. »

Un autre déplacé affirme que d'autres familles ont trouvé refuge en Ouganda voisin pour échapper aux exactions des rebelles.

Le nombre de ces familles qui avaient trouvé refuge à Rutshuru-centre était au départ de plus de mille. Les trois cent soixante-dix qui sont restées disent ne pas pouvoir rentrer dans leurs villages à cause de l'insécurité qui y règne. Elles sont principalement venues des groupements de Rugari, Bweza et Jomba.

Ces déplacés avaient fui leurs localités pendant les combats qui y opposaient les militaires congolais et les rebelles du M23. Ils avaient rejoint Rutshuru-centre, alors sous contrôle de l'armée congolaise. Mais depuis, cette cité est tombée sous le contrôle de la rébellion.

Certains déplacés qui sont rentrés dans leurs localités d'origine affirment que les rebelles recourent à l'enrôlement forcé des jeunes.

« Là où se trouvent des positions rebelles, c'est le calvaire. A certains moment, ils sont même arrivés dans le site [des déplacés] pour recruter des jeunes et enfants par force. Une fois, nous avons fait libérer l'un de nous moyennant le paiement de 10 000 francs congolais (environ 10 USD) que nous avons empruntés », raconte un autre déplacé.

### Mois d'Octobre 2012.

Le plan de stabilisation de l'Est de la RDC a échoué, estime l'ONG internationale Crisis Group (ICG) dans un rapport publié, jeudi 4 octobre. La région des Kivu dans l'Est congolais connaît une nouvelle recrudescence de la violence, notamment du fait d'une force rebelle soutenue par le Rwanda voisin, rappelle l'ONG. Pour trouver une solution à cette crise, l'ONG recommande à la communauté internationale d'accentuer ses pressions sur les autorités de Kinshasa et de Kigali.

« À l'instar des précédentes rébellions, le M23 a créé sa propre administration territoriale et son système de financement dans une partie du Nord Kivu. Profitant du vide sécuritaire, les groupes Maï-Maï prolifèrent dans les zones rurales et commettent des exactions qui exacerbent les tensions interethniques », indique International Crisis Group dans ce rapport de 24 pages. « Les Kivu n'ont pas besoin d'une nouvelle approche stratégique. Ils ont besoin que les accords de paix et les programmes de stabilisation cessent d'être des promesses sans lendemain », explique Marc-André Lagrange, analyste principal de Crisis Group pour le projet Afrique centrale. « Mais cela nécessite de la part des donateurs une pression explicite et coordonnée sur les régimes rwandais et congolais », ajoute-t-il.

La RDC, l'ONU et les ONG accusent le Rwanda de soutenir les rebelles du M23. Des accusations que le Rwanda nie. « La réponse au problème du Kivu se trouve à Kigali et à Kinshasa, mais aussi à Bruxelles, à Washington et à New York. La principale recommandation que nous faisons dans ce rapport est d'exercer des pressions à la fois sur Kigali et sur Kinshasa », a déclaré Thierry Vircoulon, directeur de Crisis Group pour l'Afrique.

Selon lui, cet échec est lié à plusieurs facteurs. « L'échec de la stabilisation des Kivu est flagrant. Il est évident qu'il y a toujours un système d'impunité, que l'exploitation illégale des ressources naturelles continue. Il y a absence de la réforme de l'armée, qui explique aussi là où on en est aujourd'hui », affirme-t-il.

À court terme, estime International Crisis Group, il est urgent d'établir un cessez-le-feu entre l'armée congolaise et le M23, sous la supervision de l'ONU. Par ailleurs, les accords de 2009 doivent être évalués conjointement dans le cadre du comité de suivi international prévu à cet effet, poursuit l'ONG. Selon elle, cette évaluation devrait servir de base pour la reprise du dialogue entre le gouvernement et le CNDP.

Nous venons de l'apprendre par les membres de l'**AETA/NORD KIVU**, le 4 octobre 2012, dix miliciens Mai-Mai de Kakule Lafontaine ont violé trois femmes lors d'une incursion dans la localité de Musasa, à 90 km au Sud de Butembo (Nord-Kivu). Le représentant de l'ONG des droits de l'homme « Bon samaritain », basée à Kitsombiro, Kabuyaya Syayira, affirme que ces assaillants ont également brûlé un homme en versant sur lui de l'eau chaude. Selon Kabuyaya Syayira, ces miliciens ont aussi ravi de l'argent dont le montant n'a pas été révélé. Toutes ces victimes sont actuellement soignées à l'hôpital de Kitsombiro.

La même source ajoute que des cas d'insécurité se multiplient dans le secteur de Kitsombiro-Musasa où trois miliciens Mai-Mai armés de fusils et de machettes ont attaqué, la nuit de lundi 1er octobre, la localité voisine de Mutongo. Ils avaient ravi de l'argent et des animaux de basse-cour, selon des sources policières de la région.

Le commandant de la police nationale basée à Kitsombiro affirme que les Mai-Mai de Kakule Lafontaine opèrent non seulement dans le secteur de Musasa-Mutongo, mais également sur la côte Ouest du Lac Edouard et dans les localités de Muhanga et Bunyatenge.

Les mutins ex-rebelles du Mouvement M23 ont annoncé leur intention de prendre Goma pour "sauver" la population d'un regain de violences que les dissidents imputent à l'armée, a-t-on appris auprès du M23 le 1 octobre 2012.

"Si à Goma le commandant suprême", le président Joseph Kabila, "ne maintient pas l'ordre sur son armée, nous allons sauver la population qui est en train d'être tuée par elle chaque jour", a déclaré le porte-parole du M23, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, le 30 septembre 2012. "Si ça continue, nous envisageons de prendre Goma et sauver la population. Goma, nous disons que si l'armée régulière (...) continue à tuer les paisibles citoyens (...) nous allons les protéger. Nous allons empêcher ces crimes à l'endroit des civils", a-t-il ajouté.

Une vingtaine de suspects ont déjà été arrêtés dans le cadre des attaques des derniers jours, dont des civils et des soldats des Forces armées de la RDC (FARDC), a expliqué dimanche à la presse le ministre de l'Intérieur Richard Muyej, en séjour à Goma. Les 22 et 24 septembre, trois personnes ont été tuées et quatre autres blessées dans des attaques à l'arme à feu et à la grenade à Goma, le chef-lieu du Nord-Kivu. Cette province instable est depuis mai le théâtre de combats entre l'armée et le M23, accusé par l'ONU d'être soutenu par le Rwanda - qui dément. Le maire Nasoon Kabuya, le commandant de la police, le colonel Oscar Manosa, et la société civile ont imputé les attaques au M23, mais la Mission de l'ONU pour la stabilisation du Congo (Monusco) a évoqué des "incidents sporadiques" ne remettant "pas en cause la sécurité globale" de Goma ou du Nord-Kivu.

"La situation de la guerre absurde imposée à la RDC par le Rwanda semble favoriser cette situation de banditisme dangereux et de criminalité" dont les actes se rapprochent du "banditisme urbain", a pour sa part dit M. Muyej.

Les positions des rebelles se trouvent à une trentaine de kilomètres au nord de la ville, dans le territoire de Rutshuru, frontalier du Rwanda et de l'Ouganda.

Les rebelles Mouvement du 23 mars occupent depuis lundi 1 octobre 2012 dans la matinée tous les villages situés sur l'axe Kiwanja-Ishasha, long de 60 kilomètres au Nord-Est du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Selon plusieurs sources dans le secteur, les éléments du M23 sont partis de Kiseguru, à 17 kilomètres au Nord-est de Kiwanja. Ils ont progressivement occupé Katuiguru, Kisharo, Buramba et Nyamilima, avant d'arriver à Ishasha, tard dans la nuit.

Ces sources affirment que les combattants du M23 ont occupé ces positions sans combats. Les Mai-Mai du groupe de Shetani Muhima et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) de Soki qui contrôlaient ces villages se sont progressivement retirés à l'arrivée des rebelles du M23.

Des sources de la société civile indiquent néanmoins que les rebelles du M23 ont rencontré une opposition de courte durée de quelques combattants Mai-Mai Shetani à Buramba près de Nyamilima, ajoutant que les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) accusées de complicité avec le M23, ont laissé libre passage à ce mouvement rebelle, ajoutent les mêmes sources.

Plusieurs habitants de ce secteur, craignant d'éventuels affrontements, ont fui leurs villages. Les uns se sont réfugiés à la base de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco) à Nyamilima, et d'autres continuent de traverser la frontière pour se réfugier en Ouganda.

Ishasha est le troisième poste frontalier entre la RDC et l'Ouganda après Kasindi et Bunagana. Ce dernier poste réalise entre 500 et 700 mille dollars américains des recettes douanières mensuelles, d'après des sources de la Direction générale des douanes et accises (DGDA). Il est passé sous le contrôle des rebelles du M 23 début juillet dernier.

Cette avancée des rebelles du M23 va à l'encontre des recommandations des ministres de la défense des pays membres de la Conférence internationale des Grands lacs (CIRGL) prises le 16 août dernier à Goma. Celles-ci avaient demandé aux rebelles du M23 de regagner leur ancienne position du 30 juin 2012 sur les collines de Runyoni.

Des combattants des milices Nyatura et Konjonjo, composés des hutus congolais, ont barricadé, lundi 1er octobre à Lushebere, la route Goma-Masisi pour empêcher toute circulation aux membres de la communauté Hunde. Cette situation est consécutive au meurtre d'un taxi-motard hunde. Les miliciens Nyatura et Konjonjo accusent les Hunde d'avoir attaqué les déplacés hutus, regroupés au camp de Kilimani au moment où il manifestait contre le meurtre de leur frère.

Selon des sources locales, les Hunde ont attaqué le camp Kilimani qui abrite les déplacés hutus parce qu'ils les suspectaient d'avoir commandité le meurtre du motard. Ils ont brûlé au moins dix-huit abris provisoires ainsi que deux latrines dans ce camp. Un déplacé a été légèrement blessé, selon des témoins.

En représailles, les miliciens Nyatura et Konjonjo ont pillé puis incendié lundi dans la journée les villages Kalinga et Mutiri, situés à environ 3 km de Masisi-centre, sur la route Goma-Masisi où vivent les Hunde. Les habitants des villages incendiés ont dû trouver refuge autour du camp des casques bleus de la Monusco, dans le chef-lieu du territoire Masisi. Les miliciens Nyatura et Konjonjo ont par la suite bloqué, à l'aide des troncs d'arbres, la route Goma-Masisi/centre au niveau de Lushebere, empêchant ainsi toute circulation aux Hunde.

Ces informations ont été confirmées par des sources administratives à Masisi. Ces dernières ont demandé l'intervention des FARDC pour rétablir l'ordre dans ce secteur.

Les organisations de la Plateforme **AETA/SUD KIVU** expriment leur indignation concernant l'attaque perpétrée contre la résidence du défenseur des droits humains, Dr Denis MUKWEGE, Médecin Directeur de l'Hôpital de Panzi au cours de laquelle M. Joseph Buhendwa, l'un de ses employés a été tué, et appellent les autorités congolaises à ne ménager aucun effort afin de rechercher, arrêter et sanctionner les personnes responsables de cet attentat.

Alors qu'il habite l'un des quartiers les plus sécurisés<sup>[1]</sup> de la ville de Bukavu, dans la nuit du jeudi 24 octobre 2012, aux environs de 19h, sa résidence du quartier Muhumba a été investie par cinq hommes armés : deux étaient en train de maîtriser les enfants dans la maison, alors que deux autres se sont emparés du véhicule à l'arrivée du Docteur pendant que le cinquième lui pointait le fusil sur la tempe. Les assaillants ont finalement assassinés le gardien du Docteur, M. Joseph Buhendwa, employé depuis 30 ans par celui-ci et sont parvenus à fuir avec sa voiture.

Après avoir échappé de justesse à la fusillade, le Dr Denis MUKWEGE a été contraint de quitter le pays avec sa famille le surlendemain de l'attaque.

Le Dr Denis MUKWEGE travaille depuis plus de quinze ans en faveur des victimes de violences sexuelles au Kivu. Le travail de défenseur des droits humains du Dr Denis MUKWEGE a été reconnu à plusieurs reprises sur le plan international, notamment, en ayant reçu au cours des dernières années de nombreux prix.

Il est important de souligner que le Dr Denis MUKWEGE reçoit depuis des années des menaces fréquentes de groupes armés. L'attaque que ce dernier a subi pourrait alors être la conséquence de son travail de défenseur et liée au récent discours prononcé par le Dr Denis MUKWEGE en date du 25 septembre 2012 devant l'Assemblée Générale de l'ONU, dans lequel il a soutenu, «...comment être fier d'appartenir à une nation sans défense, livrée à elle-même, pillée de toute part et impuissante devant 500.000 de ses filles violées pendant 16 ans, 6 millions de morts de ses fils et filles pendant 16 ans sans qu'il y ait aucune perspective de solution durable... », ainsi qu'à la prochaine parution en date du 8 novembre 2012 de l'ouvrage de la journaliste belge Colette Braeckman intitulé « L'homme qui répare les femmes : Violences sexuelles au Congo, le combat du Dr Denis MUKWEGE », dans lequel le Dr Denis MUKWEGE témoigne de graves atrocités que subissent les femmes dans le Kivu, et dont les premiers extraits ont déjà été publiés.

Ainsi, les organisations soussignées condamnent cet acte à l'encontre du Dr Denis MUKWEGE et expriment leur plus profonde préoccupation quant à la situation des défenseurs des droits humains en RD Congo et au climat d'insécurité dans lequel ils travaillent.

Selon l'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU, « le principal risque pour les défenseurs est qu'une menace se concrétise en agression réelle ; cela se produit lorsque les agresseurs disposent de la volonté et des moyens pour ce faire et lorsqu'ils jouissent de l'impunité nécessaire pour mettre leurs menaces à exécution ». A titre d'exemple, on peut citer les cas d'autres défenseurs des droits humains assassinés dans la Province du Sud-Kivu ces dernières années : Bruno Koko Cirambiza, Didace Namujimbo, Serge Maheshe et Pascal Kabungulu. Dans tous les cas, les présumés assassins restent impunis faute de procès équitable ou en raison du blocage desdits dossiers. De la même manière, les menaces proférées à l'encontre des défenseurs sont rarement sanctionnées pénalement.

Il faut rappeler que les autorités congolaises se sont dotées des instruments pour assurer la protection des défenseurs : les Entités de liaison entre les défenseurs et les autorités tant au niveau national que provincial (Décret du premier ministre n°09/35 du 12 août 2009) et la Cellule de protection des défenseurs (Arrêté du ministre de la Justice et des Droits humains n° 219/CAB/MIN/JDH/2011 du 13 juin 2011). Cependant, aucun des deux mécanismes n'est encore effectif dans les provinces, ce qui laisse les défenseurs travaillant dans ces régions tout à fait vulnérables à des menaces et des attaques.

Des habitants à Kimuka à 30 km de Sange dans le territoire d'Uvira au Sud-Kivu se sont dits, vendredi 5 octobre, préoccupés par « la présence des militaires burundais qui ont traversé la frontière de la RDC la nuit de mercredi à jeudi ». Ces militaires sont rentrés dans leur pays, jeudi, aux environs

de 17 heures (heures locales). La présence des militaires burundais a été révélée surtout par des paysans qui se rendaient aux champs.

Le bilan provisoire de l'explosion d'une grenade survenue, lundi 8 octobre dans la soirée sur l'avenue Mapendo dans le centre commercial de Goma au Nord-Kivu, fait état d'un mort et de vingt-deux blessés. Les autorités locales ont exprimé leur inquiétude sur cette nouvelle facette de la criminalité dans la ville et dénoncé un « terrorisme urbain ». L'attentat n'est encore pas revendiqué, mais la police soupçonne les rebelles du M23.

Aux environs de 19h 45', une grenade dont l'origine de fabrication n'a pas été révélée, a explosé faisant sur place vingt-trois blessés. Peu après, l'une des victimes évacuées à l'hôpital Heal Africa, a succombé à ses blessures. Les sources médicales de Heal Africa et du centre hospitalier Heri Kwetu où ont été admises les autres victimes, ont indiqué que dix autres blessés étaient dans un état critique.

Les responsables de la Police nationale congolaise (PNC) ont attribué cet acte qu'ils qualifient « de terrorisme urbain », aux rebelles du M23, que les autorités de Kinshasa avaient déjà accusé d'avoir perpétré récemment une série de meurtres dans cette ville du Nord-Kivu. « Ces rebelles profitent de ce moment de trêve pour adopter une nouvelle stratégie, similaire à la guérilla urbaine », a commenté un commandant de la PNC sous le couvert de l'anonymat. « Cette nouvelle stratégie d'attaque en masse déjà déjouée à Uvira au Sud-Kivu, gagne du terrain à Goma », a-t-il poursuivi.

Une autre grenade non explosée a été ramassée, ce matin du 8 octobre 2012, par les soldats des FARDC au niveau du rond-point Rutshuru, toujours dans le centre commercial de Goma, selon la même source.

L'objectif poursuivi par ces rebelles, selon la police, consiste à saboter les efforts consentis par les autorités provinciales pour sécuriser la ville. Dimanche 30 septembre à Goma, le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, avait annoncé un renforcement des patrouilles de la police et de l'armée dans cette ville. Selon lui, une vingtaine de personnes suspectées d'être des auteurs ou des complices d'une dizaine de meurtres enregistrés la semaine antérieure à Goma avaient été arrêtées.

Nous venons de l'apprendre ce 9 octobre 2012, les rebelles hutus rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) sont accusés de rançonner les habitants de Miriki et Kimaka, deux villages situés à environ 27 Km de Kanyabayonga (Nord-Kivu). Ils exigeraient aux propriétaires des boutiques et boucheries de leur donner 2 000 francs congolais (près de deux dollars américains) chaque semaine.

Des sources locales rapportent que les commerçants venant des villages périphériques sont contraints de déboursier 100 dollars pour avoir accès aux marchés de Miriki et Kimaka. Ces combattants rwandais auraient également exigé aux habitants de deux villages de leur verser la somme de 2 500 dollars américains à la fin de ce mois d'octobre. D'autres sources indiquent qu'en dehors de ces sommes exigées, la population serait également victime d'exactions de la part de ces combattants.

Pour la société civile de Lubero, les FDLR profitent de l'absence des forces de l'ordre pour faire la loi dans ces localités. Son président estime que ce rançonnement appauvrit davantage la population. Il demande au gouvernement provincial de rétablir l'autorité de l'Etat dans toutes les localités du Nord-Kivu.

Les hommes du chef rebelle Manu ont attaqué le village de Bilulu, situé à 150 km au Sud-ouest de Mambasa dans la province du Nord-Kivu, il y a trois jours( du 8 au 9 octobre 2012). Ils ont occupé ce village après avoir délogé les militaires des Forces armées de la RDC (FARDC). Le bilan fait état de quatre personnes tuées et huit autres blessées, selon les sources locales. Les autorités militaires du cinquième secteur des FARDC basées à Butembo ont confirmé cette information. La société civile affirme que Bilulu est le quatrième village occupé par les hommes de Manu.

Les hommes du chef rebelle Manu ont occupé le village de Bilulu vers cinq heures du matin, heure locale, après avoir délogé les militaires des FARDC. Certaines sources locales parlent de deux officiers militaires de FARDC et deux civils tués pendant les affrontements.

D'autres sources indépendantes ajoutent que huit civils ont été grièvement blessés à la suite des tortures et plusieurs cases ont été incendiées.

Selon la société civile locale, ces miliciens occupent actuellement plusieurs villages notamment Bilulu et Lubumbashi dans le Nord-Kivu, ainsi que Njibe et Ehihe en Province orientale.

Les autorités militaires du 5ème secteur basé à Butembo confirment l'attaque et la mort d'un capitaine des FARDC.

Des combats ont éclaté dans la nuit de mercredi 10 octobre 2012 entre l'armée congolaise et des miliciens Mai-Mai dans l'est de la RDC, a-t-on appris jeudi de sources rebelle et militaire concordantes. Selon un responsable Mai-Mai, se présentant comme un "colonel" des Mai-Mai Kahasha ces combats ont fait 4 morts et deux blessés parmi les Forces armées de République démocratique du Congo (FARDC). Ce bilan n'a pas été confirmé du côté des forces régulières.

Ces combats "opposent depuis hier à 04h00 (03h00 GMT) les Mai-Mai Kahasha aux FARDC à Walungu", un territoire de la province instable du Sud-Kivu, a déclaré à l'AFP le milicien précisant qu'il n'avait perdu "aucun élément" ni "enregistré aucun blessé".

"Je confirme les combats", a dit un officier des FARDC déployées au Sud-Kivu. "L'armée est en train de déstabiliser l'ennemi et de le repousser", a-t-il ajouté, précisant que, dans l'après-midi, les affrontements se poursuivaient toujours. Les combats auraient provoqué des déplacements de population.

Selon le colonel Mai-Mai, la milice a été créée il y a plusieurs mois mais a commencé ses opérations mercredi. Elle reproche au président Joseph Kabila d'avoir fraudé pendant les élections contestées de novembre 2011 et le non-respect des accords concernant leur intégration dans l'armée.

Des affrontements qui ont opposé, mercredi 10 octobre, sur l'axe Katwiguru- Kisharo, au Nord-est du chef-lieu du territoire de Rutshuru les groupes armés Mai-Mai Shetani et les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR-Soki) ont fait treize morts. Selon des sources de la société civile locale, une dizaine de combattants FDLR et trois Mai-Mai ont été tués. La situation sécuritaire était encore confuse sur cet axe jeudi dans la journée. Plusieurs villages situés sur cet axe se sont vidés de leurs habitants, effrayés par les affrontements.

Les combats ont commencé mercredi aux environs de 5 heures heure locale. Ils se sont poursuivis jusque tard dans la soirée, indiquent les sources de la société civile. Certains habitants du secteur affirment que les Mai-Mai Shetani auraient reçu un renfort d'hommes en tenue militaire venus du secteur de Nyakakoma. Ceux-ci se seraient joints aux Mai-Mai Shetani à Nyamilima pour lancer l'assaut contre les FDLR.

Selon le témoignage des habitants, des détonations d'armes lourdes ont contraint les habitants à fuir leurs localités. Ils ont trouvé refuge vers Kinyandoni, situé à 12 kilomètres de Kiwanja. D'autres ont traversé la frontière en direction de l'Ouganda.

Des sources locales ne s'accordent pas sur les forces qui contrôlent actuellement Katwiguru et Kisharo. Certaines d'entre elles affirment que les Mai-Mai se sont retirés après les combats et que les FDLR sont revenus réoccuper le secteur. D'autres pensent que les Mai-Mai contrôleraient toujours la zone. L'objectif de cette coalition des Mai-Mai serait de poursuivre leur avancée jusqu'à Kiwanja afin de se confronter aux éléments du M23, selon les sources de la société civile locale.

Les combattants Maï-Maï du chef milicien Paul Sadala, alias Morgan, ont pillé dans la nuit de mercredi 11 à jeudi 12 octobre le village de Kambau, à 140 Km à l'ouest de Butembo, dans le Nord-Kivu. Selon la société civile de Mangurejipa, les Maï-Maï, armés de fusils et de lances, ont fait irruption dans ce village, en tirant des coups de feu en l'air, avant de passer de maison en maison, ravissant les biens de la population.

La société civile de Mangurejipa rapporte que ces assaillants ont ravi de l'argent et du bétail à la population. Paniqués, les villageois se sont enfuis vers d'autres localités, dont celles voisines de Njiapanda et Byambwe.

Pour sa part, le Commandant de la police du territoire de Lubero, le colonel Serushago, précise que les assaillants se sont ensuite rendus à Bilulu, une de leurs positions, dans le secteur de Mangurejipa.

Le commandant des Forces armées de la RDC (FARDC) de Butembo-ville, le colonel Déo Kayikunza, indique que des mesures sont envisagées au niveau du 5e secteur FARDC, à Lubero, en vue d'aller sécuriser les habitants de Kambau, ainsi que toutes les populations du secteur de Mangurejipa.

Le calme est revenu ce vendredi 12 octobre dans la matinée dans la localité de Busumba en territoire de Masisi (Nord-Kivu) où des violents affrontements ont opposé la veille des militaires congolais et des combattants identifiés par certaines sources comme appartenant au Mouvement du 23 mars (M23). Neuf personnes auraient été tuées et plusieurs autres blessées. Selon des sources administratives du territoire de Masisi, après ces affrontements, les habitants de cette localité et de celles qui sont environnantes ont trouvé refuge dans des cités lointaines comme Mweso, Kirumbu et Kalengera.

L'administrateur assistant du territoire de Masisi assure que ces combats ont duré toute la journée de jeudi. Des acteurs humanitaires intervenant dans la zone confirment ces informations, affirmant avoir entendu des tirs à l'arme lourde près de Kirumbu.

Le vice-président de la société civile de Masisi affirme que les incursions des combattants du M23 dans ce territoire serait facilitée par un colonel dénommé Babege qui a récemment fait défection des rangs des FARDC. Ce dernier aurait rejoint le territoire de Rutshuru dans la nuit de dimanche à lundi 8 octobre. Interrogé, le porte-parole de l'armée congolaise au Nord-Kivu a refusé de commenter ces affrontements.

Des sources locales affirment que les assaillants supposés appartenir au mouvement M23 et dirigés par un certain colonel Badegé sont venus majoritairement de la zone de Ngungu en partie sud est du territoire de Masisi. Ils sont passés par Nyabiondo, Katoyi - Myanja où ils recrutèrent les jeunes combattants des communautés locales pour conquérir le secteur de Mpati. D'autres rebelles du même groupe, poursuivent les mêmes sources, venus du territoire de Rutshuru se sont joints à eux avant de lancer l'offensive jeudi contre les FARDC à Busumba dans la zone de Mpati. Ces sources ajoutent que ces affrontements avaient occasionné des pertes dans les deux camps et de mouvement de déplacements d'une centaine de ménages vers des contrées voisines.

Un officier des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), le lieutenant-colonel Solinoko Akumaka Félix a été condamné à dix ans de prison ferme. Dans son arrêt rendu lundi 15 octobre à Goma au Nord-Kivu, la Cour militaire opérationnelle condamne aussi deux autres militaires et un officier de la Police nationale congolaise (PNC) à dix ans de servitude pénale principale avec admission des circonstances atténuantes. Ils sont accusés de trafic d'armes et participation aux mouvements insurrectionnels.

Ce procès a impliqué une dizaine de militaires de l'armée congolaise et des civils. Six personnes ont été acquittées après un procès qui a débuté depuis le mois de septembre.

Dix-huit miliciens appartenant à un mouvement armé dirigé par Kyatend Dittman, un ancien président de l'équipe de football Muungano de Bukavu, ont été condamnés à des peines allant de trente mois à vingt ans de prison de servitude pénale. Après deux ans de procès, le verdict est tombé lundi 15 octobre à la cour militaire de Bukavu au Sud-Kivu. Sur les vingt-huit prévenus, huit ont été

acquittés et deux sont morts en détention. Le mouvement armé est accusé de terrorisme, viol et pillage dans certaines localités du Sud-Kivu pendant la période allant de janvier à juin 2010.

Kyatend Dittman, le chef de file de cette bande et son secrétaire général ont écopé de vingt ans de servitude pénale. Ils sont condamnés pour commandement d'un mouvement insurrectionnel et pour crimes contre l'humanité dans diverses localités à Shabunda.

Dix autres personnes sont condamnées à des peines allant de dix à quinze ans de prison pour participation au mouvement insurrectionnel, terrorisme, viol et pillages. Et les six autres miliciens sont condamnés à des peines de trois mois de prison. L'auditeur supérieur adjoint de la cour militaire de Bukavu a ajouté que chaque prévenu condamné pour viol est astreint à payer à la partie civile une amende de 5000 dollars américains. Ceux qui sont impliqués dans les crimes de pillages doivent payer 1 000 dollars américains.

Kyatend Dittman est un ancien président de l'équipe de football Muungano de Bukavu et musicien ayant vécu aussi en Allemagne. Il avait mené une insurrection armée en territoire de Shabunda au Sud-Kivu de janvier à juin 2010 avant d'être arrêté par la population puis ramené à Bukavu avec sa bande pour jugement.

Les militaires congolais ont capturé dix miliciens du groupe Mai-Mai Yakutumba et saisi huit armes AKA 47 à Katchoka dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu) après des combats qui les ont opposés dans la nuit du lundi 15 au mercredi 16 octobre. Le commandement de l'armée congolaise qui indique avoir lancé cette attaque pour déloger ces miliciens du village de Katchoka, affirme avoir réussi.

Les militaires n'ont avancé aucun bilan. Des sources locales font état de six miliciens tués. Le commandant du 105ème secteur opérationnel à Fizi affirme que la traque des autres milices va continuer.

Six Casques bleus indiens ont été blessés lors d'un échange de tirs mardi 16 octobre 2012 avec des hommes armés dans l'est de la RDC, près de la frontière ougandaise, a annoncé mercredi la Mission des Nations unies pour la sécurisation du Congo (Monusco). Leur traducteur a également été atteint par des tirs, mais la Monusco n'a pas précisé l'importance de ses blessures.

Les Casques bleus, qui faisaient partie d'une patrouille de 18 soldats indiens, rentraient vers leur base quand ils ont été pris pour cible par des hommes qui n'ont pas été identifiés, a déclaré le lieutenant-colonel Félix Basse, porte-parole militaire de la Monusco. Ils ont été rapatriés vers le poste opérationnel de Nyamilima et devraient être ramenés dans la journée vers Goma, la ville principale de la région, a-t-il ajouté.

La patrouille de Casques bleus indiens circulait mardi entre Nyamilima et Ishasha, une ville frontière avec l'Ouganda située au sud du lac Edouard, lorsqu'elle a trouvé en fin d'après-midi quatre corps inanimés à la hauteur de Buganza, un village situé à 10 kilomètres au sud d'Ishasha.

Aussitôt d'autres patrouilles ont été lancées dans la zone jusqu'à 22 heures dans le but de sécuriser les populations civiles, a expliqué le porte-parole. Vers 23H30, alors qu'ils venaient de quitter Buganza, la patrouille indienne a été la cible d'hommes armés non-identifiés.

D'anciens combattants de la milice Mai-Mai Raïa Mutomboki ont créé un nouveau groupe armé dénommé « Raïa Mukombozi ». Le porte-parole militaire de la Monusco, lieutenant-colonel Félix Prosper Basse, a déclaré ce mercredi 17 octobre au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies que les dirigeants de ce nouveau groupe armé ont l'intention de combattre leurs anciens compagnons et contrôler tout le territoire de Shabunda.

L'armée congolaise a accusé mercredi 17 octobre 2012 le mouvement rebelle M23 d'avoir fait alliance avec les rebelles hutus des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) afin de gagner du terrain dans l'est de la RDC.

Selon le porte-parole de l'armée congolaise dans la région, "des combats ont commencé mercredi matin. Ce sont des éléments du M23 alliés aux FDLR qui venaient du parc des Virunga. Ils ont été repoussés". Les affrontements se sont déroulés, selon lui, à la frontière des territoires de Masisi et Rutshuru, au Nord-Kivu. Le M23 opère depuis mai dans des positions adossées au Rwanda et à l'Ouganda. Les heurts "se sont terminés quand les FARDC (Forces armées) sont venus à la rescousse des autres (soldats loyalistes), dans l'après-midi", a dit Olivier Hamuli à l'AFP.

Le mouvement rebelle M23 a nié ces affirmations. Ce n'est "pas le M23" qui est impliqué dans les combats, a déclaré le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, sans autre précision. "Nous sommes dans la trêve", a-t-il ajouté, en référence au calme relatif qui dure depuis quelques semaines.

Environ 5.000 femmes ont été violées depuis début 2012 dans la province du Nord-Kivu, principalement à cause du regain d'instabilité dans cette région, a-t-on appris auprès d'une ONG humanitaire le 18 octobre 2012.

"Le nombre (de viols) a dramatiquement augmenté: nous avons recensé à peu près 5.000 femmes violées depuis le début de l'année sur tout le Nord-Kivu. C'est dramatique!", a déclaré mercredi 17 octobre soir Justin Paluku, gynécologue-obstétricien à l'hôpital de l'ONG Heal Africa, situé à Goma, capitale du Nord-Kivu.

En avril, des officiers et soldats ex-membres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), une rébellion qui avait été intégrée dans l'armée en 2009, ont fait défection. Les mutins ont formé en mai le Mouvement du 23 mars (M23), des rebelles accusés par l'ONU et des ONG de graves exactions, dont des viols.

Profitant de la suspension en avril par le président Joseph Kabila de l'opération militaire Amani Leo ("La paix maintenant", en swahili), d'autres groupes armés ont gagné du terrain et commettent des exactions contre les populations, selon diverses organisations humanitaires.

Le nombre de viols "a pris l'ascenseur depuis qu'on a ce problème de multiples groupes armés qui se sont réveillés. C'est depuis cette instabilité que le nombre a dramatiquement augmenté", a déploré le Dr Paluku, soulignant que les soldats réguliers accusés de viol étaient moins nombreux qu'avant..

Les habitants de Pangoya et Midede fuient depuis trois ( du 16 au 18 octobre 2012) jours les exactions des miliciens des Forces œcuméniques pour la libération du Congo (FOLC) et des miliciens Mai-Mai Simba de Morgan vers Mangurédgipa Centre et Nziapanda à Lubero (Nord-Kivu). La société civile de ce territoire demande aux autorités politico-administratives et aux organismes humanitaires de secourir ces déplacés.

« La présence de ces deux groupes armés est une menace à la paix dans le territoire de Lubero », affirme le président de la société civile locale, expliquant que les populations civiles sont victimes de tortures, de violences sexuelles et de pillages. Ces miliciens s'en prendraient également aux leaders sociaux locaux.

La même source indique que ces déplacés vivent dans des familles d'accueil. Elle réclame un déploiement de militaires dans les villages en proie aux attaques de ces deux groupes armés.

L'administrateur du territoire de Lubero dit ignorer ces déplacements de population dans son entité.

En territoire de Beni au Nord Kivu, le Père Curé de la Paroisse Catholique « Notre Dame des Pauvres », Mr Anselme WASUKUNDI (41ans), ainsi que ses collègues Pères Jean NDULANI (52ans) et Edmond KISUGHU (53ans) ont été enlevés vers 21h30, la nuit de vendredi à ce samedi 20 octobre 2012.

En effet, une dizaine d'hommes armés, vêtus en treillis militaires s'étaient introduits dans la Paroisse pour faire incursion au salon commun de Prêtres, où Pères Anselme et Jean suivaient les informations à la télé. Ils les ont ligotés, l'un après l'autre, leur exigeant de l'argent faute de quoi, disaient-ils, ils les

ôteraient la vie. Ayant maîtrisé les deux, ils se sont dirigés vers la chambre à coucher de Père Edmond, qu'ils ont trouvé à l'entrée de sa chambre à coucher, s'apprêtant à dormir.

## Mois de Septembre 2012.

La coalition des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et les Mai-Mai imposent une taxe de dix mille Francs congolais (10 000 FC) par semaine aux pêcheurs individuels sur le lac Edouard dans le secteur de Nyakakoma jusque dans la baie de Tchondo dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), a dénoncé le 1 septembre 2012, le représentant des pêcheurs individuels du lac Edouard, Mukura Josué. Il ajoute que cette somme est une autorisation pour pêcher librement dans les baies où se reproduisent les poissons.

Mukura Josué indique que les FDLR et les Mai-Mai favorisent la pêche illicite dans le secteur qu'ils contrôlent en complicité avec les pêcheurs clandestins. Pour éviter la disparition des poissons sur le lac Edouard, il propose le déploiement de la force conjointe constituée des agents de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) et les militaires de l'infanterie parce que les militaires de la force navale se sont déjà illustrés dans le parrainage de la pêche illicite sur le lac Edouard.

Les rebelles du Mouvement du 23mars (M23) occupent depuis le lundi 3 septembre les positions militaires abandonnées par les forces spéciales rwandaises à Kisegoro, à environ vingt kilomètres au Nord-Est du chef-lieu du territoire de Rutshuru dans la province du Nord-Kivu. Des sources concordantes renseignent que les rebelles du M23, des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et les Mai-Mai se partagent l'axe Kiwanja-Nyamilima-Ishasha.

Ces sources indiquent que le M23, basé au chef-lieu du territoire contrôle Rutshuru jusqu'à Kisegoro, les FDLR contrôlent la partie nord de Kisegoro depuis Katwiguru jusqu'à Buramba, puis du nord de Nyamilima jusqu'à Ishasha. Les miliciens Mai-Mai occupent toujours Nyamilima.

Déployées depuis février 2011 à Rutshuru pour la traque des FDLR, les forces spéciales rwandaises se sont retirées depuis vendredi dernier des villages de Katwiguru, Kisegoro et Kaunga dans le territoire de Rutshuru.

Après le départ des forces spéciales rwandaises, les FDLR ont occupé samedi 1er septembre Kisegoro, une des positions abandonnées. Les rebelles du M23 les y ont délogés lundi 3 septembre, apparemment sans combats, précisent des sources de la société civile locale. Toutefois, quelques tirs ont été entendus dans le secteur, pendant au moins une dizaine de minutes, ajoutent les mêmes sources. Selon elles, la population civile sur l'axe Kisegoro jusqu'à Buramba s'inquiète de cette situation craignant des affrontements entre les rebelles du M23 et les FDLR. La rentrée scolaire a même été perturbée dans cette partie.

Le bilan d'une attaque perpétrée, lundi 3 septembre, par des bandits armés à Birumbu, localité du territoire de Kalehe situé à 35 km au sud de la cité de Minova, fait état de trois morts et plusieurs biens volés. Selon le représentant de la société civile membre de l'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU sur place à Birumbu, cette attaque a entraîné des déplacements des populations vers d'autres cités.

Les tirs ont commencé à retentir vers 17 heures (locales) dans les hauts plateaux du groupement de Viralo. Selon le chef de la localité de Birumbu, les assaillants ont tiré sur une mère et ses deux filles, qui sont mortes sur le coup.

Les FARDC n'ont pas réussi à poursuivre ces malfrats, «étant encore nouveaux dans ce milieu», a rapporté le président de la société civile locale.

Les sources militaires ont, quant à elles, indiqué que le village attaqué se trouve à plus de 10 Km de leur position.

Près de trois cent soixante-dix ménages de déplacés vivant à Rutshuru-centre (Nord-Kivu) accusent les responsables de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23) de les chasser des écoles où ils ont trouvé refuge et de les forcer à regagner leurs villages. Ceux qui sont rentrés dans leurs villages d'origine notamment à Runyonyi, Bunagana et Jomba se plaignent de subir des travaux forcés et d'autres formes de violences de la part des ces rebelles.

Ces déplacés qui sont rentrés dans leurs villages à cause des pressions des rebelles affirment avoir trouvé leurs maisons soit incendiées soit détruites par des bombes. Un déplacé de Jomba a confié au bureau de l'ASBL RENAF/AETA NORD KIVU ce jeudi 6 septembre : « Nous souffrons beaucoup, d'abord pour ce qui est de la nourriture, ensuite le M23 nous force de quitter les écoles. Or, nos maisons ont été détruites. Nous [avons besoin de] médicaments. Nous demandons aux autorités de suivre ce dossier et de nous chercher un autre endroit.» Un autre déplacé affirme que d'autres familles ont trouvé refuge en Ouganda voisin pour échapper aux exactions des rebelles.

Le nombre de ces familles qui avaient trouvé refuge à Rutshuru-centre était au départ de plus de mille. Les trois cent soixante-dix qui sont restées disent ne pas pouvoir rentrer dans leurs villages à cause de l'insécurité qui y règne. Elles sont principalement venues des groupements de Rugari, Bweza et Jomba.

Ces déplacés avaient fui leurs localités pendant les combats qui y opposaient les militaires congolais et les rebelles du M23. Ils avaient rejoint Rutshuru-centre, alors sous contrôle de l'armée congolaise. Mais depuis, cette cité est tombée sous le contrôle de la rébellion.

Certains déplacés qui sont rentrés dans leurs localités d'origine affirment que les rebelles recourent à l'enrôlement forcé des jeunes. « Là où se trouvent des positions rebelles, c'est le calvaire. À certains moments, ils sont même arrivés dans le site [des déplacés] pour recruter des jeunes par force. Une fois, nous avons fait libérer l'un de nous moyennant le paiement de 10 000 francs congolais (environ 10 USD) que nous avons empruntés », raconte un autre déplacé.

Plusieurs militaires des forces spéciales rwandaises qui se sont retirés du territoire de Rutshuru au Nord-Kivu se seraient relocalisés vers d'autres villages et se seraient ralliés aux rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), a indiqué jeudi 6 septembre le vice-président de la société civile de la province, Omar Kavota se basant sur des témoignages recueillis sur le terrain. « Plusieurs témoignages renseignent que ces troupes auraient quitté Rutshuru pour se relocaliser vers d'autres localités comme Bunagana, et d'autres seraient partis à Ishasha », a déclaré Omar Kavota.

Les militaires congolais et rwandais ont quitté vendredi 31 août les villages de Katwiguru, Kisegoro et Kaunga dans le territoire de Rutshuru. Certaines positions abandonnées par les militaires rwandais ont été occupées par le M23 à Kisegoro, avaient indiqué des sources concordantes locales.

Omar Kavota s'inquiète aussi de nouvelles alliances du M23 avec certains combattants locaux de Rutshuru, dont un groupe armé dénommé Mai-Mai M23 basé sur l'axe Kiwanja-Ishasha. « Nous sommes également alertés du renforcement des effectifs des éléments rwandais en appui au M23 dans plusieurs localités », ajoute-t-il.

Le vice-président de la société civile invite l'Union européenne et les Etats-Unis à prendre des sanctions contre le Rwanda « de manière à l'amener à abandonner son soutien au M23 ».

Une délégation de sept acteurs locaux et notabilités du territoire de Fizi au Sud-Kivu a fait état, vendredi 7 septembre, du recrutement de nouveaux combattants au sein du groupe Mai-Mai Yakutumba à Ngandja. Par peur d'être prise en otage, cette délégation n'a pas pu arriver dans ce secteur, où elle se dirigeait à la recherche des bêtes emportées, début juillet, par ces miliciens.

Depuis la fin du mois d'août dernier, les Mai-Mai Yakutumba procèdent au recrutement des jeunes et adultes, pour renouveler leurs troupes. La délégation, composée des chefs de groupements de Babungwe et Bashikalangwa, des chefs localités de Tulonge, Lubondja, Kikonde et Kazimiya, l'a annoncé à son retour d'une mission, à Fizi-Centre.

Selon des sources locales, plusieurs jeunes garçons ont peur d'être enrôlés de force dans cette milice. Certains d'entre eux ont déserté des villages entiers, notamment Makama, Kongolo, Misha et Katenga. D'autres ont pris la direction de grands centres, comme Baraka, Sebele et Fizi-centre.

Trois militaires des FARDC à Luofu, dans territoire de Lubero au Nord Kivu, ont porté plainte contre leur commandant, le lieutenant-colonel Masumbuko Gédéon, ont indiqué des sources judiciaires, vendredi 7 septembre. Ce dernier est accusé de tortures, coups et blessures volontaires.

Plus de deux mille cinq cents personnes dont 30% d'enfants ont été violées entre janvier et juin 2012 dans la province du Nord Kivu, selon le rapport de l'ONG Heal Africa présenté lundi 10 septembre à Kinshasa. Le directeur programme de cette structure, Jean-Robert Likofata, s'est étonné que les victimes se comptent de plus en plus parmi les mineures et que les auteurs soient des civils. Jean-Robert Likofata a ajouté que la ville de Goma a enregistré plus de cas de violences que d'autres provinces. « Quand nous voyons uniquement à l'hôpital Heal Africa à Goma, la tendance est encore plus grave ! 70% des cas des violences sexuelles enregistrés à l'hôpital de Goma concernent des filles mineures. L'autre fait ce que les acteurs des viols sont de plus en plus devenus des civils », a-t-il déclaré. Selon ce rapport, cette augmentation est due à l'abus de pouvoir, à l'impunité et à l'échec de la réinsertion des ex-démobilisés.

Les militaires ont souvent été accusés de viol. Le lieutenant-colonel Mai-Mai, Sadoke, âgé d'une trentaine d'années a été poursuivi en 2010 pour viol massif sur 154 femmes à Walikale, toujours au Nord-Kivu.

En 2007, deux mille neuf cents cas de violences sexuelles ont été enregistrés à Goma. Le Fonds des Nations unies pour la population avait dénoncé le manque d'impunité des auteurs de ces violences sexuelles.

Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont tué une dizaine de Mai-Mai proches du colonel réfractaire Mayele au cours des opérations qu'elles ont lancées, début septembre, dans le secteur de Tanganyika, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Le commandant des opérations du 1004<sup>e</sup> régiment des FARDC indique que des munitions de guerre ont été récupérées et quelques militaires ont été blessés. Selon ce commandant des FARDC, les assaillants dont les miliciens étaient regroupés et très visibles dans les hauteurs de la localité de Mboko se sont finalement retirés vers les hauts plateaux.

Il a affirmé que les collines surplombant les cités de Mboko, Abeka et Swima, jadis occupées par les miliciens sont dégagées. « Certains de ces assaillants ont caché leurs uniformes dans la forêt et se font passer pour des civils mais nous avons réussi à arrêter quelques-uns pendant les patrouilles », a déclaré le commandant de 1004<sup>e</sup> régiment des FARDC.

Le village de Mambale au Nord- Kivu, est à nouveau sous le contrôle des Forces armées de la RDC (FARDC) depuis deux jours. Situé à 60 kilomètres au Nord-Est de la ville de Beni, ce village a été attaqué lundi par un groupe de Mai-Mai. Selon des sources locales, les assaillants ont kidnappé le commandant de la police locale et brûlé une voiture 4X4 des FARDC. Le commandant du premier secteur des FARDC à Beni indique que les FARDC ont capturé un Mai-Mai et récupéré une arme AK-47.

Le lundi 10 septembre après-midi, le village de Mambale au Nord Kivu a été attaqué par un groupe d'hommes armés. Des sources locales ont affirmé que ces assaillants ont contrôlé le village pendant deux jours. Durant cette brève occupation, ils auraient violé une femme et enlevé le commandant de la police locale et un de ses collaborateurs. Ils ont également brûlé une jeep des FARDC et confisqué une arme à feu.

Les FARDC venues en renfort à leurs compagnons ont délogé les Mai-Mai qui avaient opposé une résistance, selon des sources militaires. Les miliciens ont abandonné ce village ce mercredi 12 septembre dans la matinée.

Le commandant du premier secteur des FARDC basé à Beni, le colonel Eric Rurihombere, a déclaré que l'attaque du village de Mambale est attribuée aux Mai-Mai du Colonel Hilaire Kakule de la force œcuménique pour la libération du Congo.

Huit combattants rwandais des FDLR et du groupe Mai-Mai Nyatura ont été arrêtés samedi 16 septembre dans le camp de déplacés de Kanyarushinya, à 7 Km au nord de Goma, dans le Nord-Kivu. Un échange de tirs a auparavant eu lieu entre ces combattants, qui se faisaient passer pour des déplacés, et les Forces armées de la RDC (FARDC). Une fillette de 10 ans, touchée par balle à l'épaule, est soignée dans un hôpital de la place. C'est au moment où ils se sont sus démasqués que les combattants FARLR et Nyatura se sont mis à tirer dans toutes les directions, avant d'être maîtrisés par les FARDC.

Les FARDC ont saisi quatre armes individuelles et plusieurs munitions de différents calibres des mains de ces combattants. Selon des sources médicales, la fillette de 10 ans touchée par balle est hors de danger.

Un accrochage entre les militaires du 103ème régiment des Forces armées de la République du Congo (FARDC) et les Mai-Mai de Kombi Hilaire a fait trois morts et des blessés dans le camp des miliciens, le dimanche 16 septembre à une soixantaine de kilomètres au Nord-Ouest de Butembo, dans la province du Nord-Kivu. Des sources concordantes sur terrain indiquent que les combats qui ont duré plus de six heures ont fait des victimes dans les rangs des assaillants.

Un officier FARDC, basé à Butembo indique, sous couvert d'anonymat que les Mai-Mai sous la conduite de Kombi Hilaire ont attaqué le camp du 103è régiment des FARDC aux premières heures de la matinée le dimanche 16 septembre. Les combats ont duré six heures, soit de 5 heures du matin à 11 heures dans la localité de Losse. Dans leur fuite, les rebelles auraient laissé derrière eux trois morts, plusieurs blessés et un important lot d'armes et de munitions, toujours selon cette source. Un des assaillants a été fait prisonnier.

La société civile locale confirme l'information. Elle souligne qu'aucune perte en vie humaine n'a été déplorée parmi les civils et ajoute que ce matin, la population de Losse qui s'était terrée chez elle pendant les combats, vaque de nouveau à ses occupations. Cette structure citoyenne rappelle que le Mai-Mai de Kombi Hilaire et ses hommes multiplient depuis quelque temps les attaques contres les civils. Ils sont aussi accusés d'avoir tué ces quatre derniers mois deux gorilles, dans le mont Kyavirimu aux confins des territoires de Lubero et Beni.

Hilaire Paluku Kombi, ancien major, autoproclamé lieutenant-colonel, a quitté les FARDC en juin dernier. Il serait à la tête de 280 hommes lourdement armés, selon des sources de la société civile locale. Dans des tracts, Hilaire Paluku Kombi disait vouloir la libération de son village natal, dans la localité de Kikura, et les localités Kamango et Nobili, dans la collectivité de Watalingwa.

Des hommes lourdement armés ont tenté d'investir le dépôt d'armement et des munitions du centre de formation militaire de Luberizi, dans la plaine de la Ruzizi dans le territoire d'Uvira(Sud Kivu), dans la nuit du lundi 17 septembre. L'attaque qu'ils ont lancée contre ce dépôt a causé la mort un militaire des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Un assaillant est mort et deux autres capturés.

Les témoins affirment que les assaillants sont venus des plateaux de Rubumba qui surplombent la cité de Luberizi. Lourdement armés, ils ont réussi à s'infiltrer dans le centre de formation militaire par la brousse. Ils se sont ensuite dirigés vers le dépôt d'armement. Certaines sources locales contactées affirment que les gardes ont riposté en tirant en direction des agresseurs. D'autres sources indiquent que les assaillants ont réussi à emporter quelques armes et munitions avant l'intervention des FARDC. Les responsables du 9e secteur opérationnel des FARDC disent attendre la fin de l'enquête pour se prononcer.

Une autre attaque armée est survenue le même lundi dans la soirée vers 19 heures au quartier Kasenga, dans la cité d'Uvira. Des hommes armés ont lancé une grenade et blessé grièvement 5

personnes se trouvant dans une salle de cinéma, près du pont de Kavimvira. Le mobile de cet acte demeure inconnu.

La société civile se dit très préoccupée par ces différentes attaques. Au cours d'une conférence de presse tenue le lundi, les défenseurs des droits de l'homme ont rapporté que neuf habitations ont aussi été la cible d'attaques le week-end dernier au quartier Shishi à Kakungwe, toujours dans la cité d'Uvira. Des hommes armés ont opéré dans ce quartier pendant plus d'une heure sans être inquiétés.

Un nouveau groupe armé dénommé « Force populaire pour la démocratie », (FPD), a vu le jour depuis une semaine dans le groupement de Binza, en territoire de Rutshuru, dans la Province du Nord-Kivu. Le commandant militaire de ce mouvement, un certain Shetani Muhima dit Colonel Mai-Mai, s'est exprimé ce mardi 18 septembre. Il a affirmé que son mouvement veut combattre le Mouvement du 23 mars (M23) « afin de freiner le plan de balkanisation de la RDC en cours ». Le samedi 15 septembre, le FPD a lancé une attaque dans certaines localités jadis contrôlées par les miliciens du Front pour la démocratie et la libération du Rwanda (FDLR).

Selon le commandant militaire de ce mouvement, Shetani Muhima, les attaques et l'occupation des localités de Nyakakoma, Ishasha, Nyamilima et Kisharo le samedi, ont consacré la sortie officielle de ce mouvement. Ces localités étaient autrefois sous contrôle des miliciens du FDLR. Shetani Muhima a affirmé que l'objectif de son mouvement est de lutter pour mettre fin au processus de balkanisation de la RDC. Ce mouvement déplore le fait que des populations soient abandonnées entre les mains du M23 qu'il se dit prêt à affronter.

Ces déclarations suscitent des inquiétudes auprès de la population locale. Contactés, certains habitants de Nyamilima craignent que la reprise des combats ne provoque de nouvelles vagues des déplacements de la population.

Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) se dit profondément préoccupé par de nouveaux cas de violation des droits de l'homme enregistrés entre mi-août et début septembre dans le Masisi au Nord-Kivu. Au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies, ce mercredi 19 septembre à Kinshasa, le BCNUDH a accusé la milice Mai-Mai Raïa Mutomboki d'avoir tué des dizaines de civils et incendié des villages.

Le porte-parole de la Monusco, Penangnini Touré, a affirmé que des enquêtes se poursuivaient pour rétablir les responsabilités : « Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme continue d'enquêter sur des allégations d'attaques commises par des groupes armés contre la population civile dans le territoire de Masisi. Du 12 au 15 septembre, une équipe du BCNUDH s'est rendue à Masisi où elle a pu s'entretenir avec un nombre important de victimes et de témoins de violations commises par les Raïa Mutomboki ». La même source a annoncé qu'une nouvelle équipe se rendrait à Rubaya et Kibabi, dans le même territoire, afin de continuer les enquêtes.

Des bandits armés ont pénétré dans quinze maisons, en l'espace d'une semaine, dans les quartiers Mulongwe, Shishi, Kasenga ainsi que dans plusieurs localités de la plaine de la Ruzizi, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). Les autorités territoriales d'Uvira ont ainsi appelé, mercredi 19 septembre, la population à la vigilance sur la sécurité dans la cité d'Uvira comme dans la plaine de la Ruzizi.

Pour combattre la résurgence du banditisme dans cette juridiction administrative du Sud-Kivu, le directeur du comité territorial de sécurité a exigé à toute personne détenant une arme d'informer soit la police, soit les Forces armées de la RDC (FARDC).

Les corps de deux personnes tuées par balle le soir du vendredi 21 septembre sont arrivés ce samedi dans la localité d'Ishasha au Nord-Est du territoire de Rutshuru dans le Nord-Kivu. Selon plusieurs sources locales, les présumés assassins sont des coupeurs de routes, des présumés miliciens des Forces pour la démocratie et la libération du Rwanda (FDLR). De plus, une dizaine de maisons ont été incendiées au village Nyaruhange à proximité du lieu du drame.

Jeudi 20 septembre 2012, les coupeurs de routes ont tendu une embuscade à une moto qui transportait trois personnes. Ces victimes se rendaient à Nyaruhange au Nord Kivu pour une activité champêtre. Elles se sont retrouvées en face des coups de feu. Deux d'entre elles ont succombé sur place. La troisième a réussi à s'échapper, mais reste introuvable, renseignent les sources administratives locales.

D'après ces sources, l'incendie des différentes maisons est arrivé lors de l'intervention des éléments Mai-Mai de la Force Populaire pour la Démocratie. Ces derniers sont venus à la rescousse des deux personnes tuées par balle par des présumés FDLR. Selon des témoins, après avoir commis ces forfaits, ces assaillants ont également mis le feu à la moto. Le feu a atteint une partie du cadavre qui gisait juste à côté.

Les habitants de la région qualifient cet acte de représailles des FDLR, après les derniers combats qui les ont opposés aux Mai-Mai depuis le début de la semaine.

Des bandits armés ont tué par balle un capitaine de la Garde républicaine et deux civils, dans la nuit du lundi 24 septembre dans un bistrot de Goma (Nord-Kivu). Selon des témoins, ce groupe de bandits armés était plutôt à la recherche du propriétaire du bistrot qui venait juste de se déplacer. Ce triple meurtre relance la problématique de la sécurité dans la ville de Goma. Selon les autorités, il ne se passe pas une seule nuit sans que l'on enregistre des cas d'attaques armées qui se soldent par des meurtres ou des vols des biens de valeur.

Les derniers cas en date : l'assassinat, la semaine dernière, d'une femme à son domicile non loin de l'aéroport de Goma. Dimanche 23 septembre, les bandits avaient cambriolé le domicile d'un responsable d'une ONG internationale et emporté un ordinateur portable, un téléphone satellitaire, une voiture 4X4 et d'autres biens de valeur.

Sept personnes sont mortes en une semaine (du 18 au 25 septembre) dans les affrontements entre les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) et les Mai-Mai à Rutshuru au Nord-Kivu. Ces deux groupes rebelles se disputent le contrôle de certains villages de ce territoire comme Buganza, Nyaruhange et Ishasha. Selon l'ONG Femme en mission pour le soutien et action aux vulnérables confondus (Femisa), les rebelles ont aussi incendié des maisons des villageois provoquant leurs mouvements de déplacements vers l'Ouganda.

Près de 60 % d'habitants de Nyaruhange, Buganza et Ishasha ont quitté lundi 24 septembre leurs villages pour trouver abri en Ouganda, indique cette ONG.

Deux policiers ont été abattus par des bandits armés la nuit du mardi 25 septembre à Minova, à 150 Km au Nord de Bukavu, dans le Sud- Kivu. Selon le gérant de la coopérative d'épargne et de crédit Imara, ces policiers tentaient de défendre les bâtiments de cette institution financière attaquée par ces bandits. Le commandant de la police nationale basée à Kalehe, le major César Balola Makwinja, annonce l'ouverture d'une enquête. Selon les témoins, le premier échange de tirs a eu lieu à 20 heures locales entre les policiers et les bandits.

Après avoir repoussé les policiers, les bandits ont défoncé la porte de la coopérative à coups de marteaux, mais ne sont pas parvenus à ouvrir le coffre. Selon le commandant second du district de Kalehe, une deuxième équipe de policiers est arrivée sur les lieux, et a ouvert le feu sur les voleurs armés. Ces derniers ont répliqué, tuant deux policiers, avant de s'enfuir. Selon des témoins, ces bandits sont venus du Nord-Kivu à bord d'une voiture.

C'est le quatrième cas d'assassinat survenu à Minova et ses environs en sept mois. La récurrence des meurtres dans ce secteur décourage les investisseurs, selon des opérateurs économiques de la place.

Les mutins du Mouvement du 23 mars (M23) continuent leurs "exactions" contre les civils dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), où les combats avec l'armée connaissent une relative accalmie, a indiqué mercredi 26 septembre 2012 l'ONU.

Dans le territoire de Rutshuru, "le M23 continue de se singulariser de manière négative en perpétrant des exactions contre les populations civiles", a déclaré mercredi le porte-parole militaire de la Mission de l'ONU pour la stabilisation du Congo (Monusco), le lieutenant-colonel Prosper Basse.

Les mutins se sont illustrés la semaine dernière par "des déplacements et des recrutements forcés, mais aussi par la perception illégale des taxes", a-t-il précisé au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Monusco à Kinshasa.

Le week-end dernier, "dans certains endroits ils ont enlevé des personnes, ailleurs ils ont cherché à donner la mort ou à s'emparer de la fortune de leurs victimes", indique dans un communiqué la Société civile du Nord-Kivu, la province chroniquement instable où se trouve le Rutshuru.

Des militaires ont brutalisé des prêtres et d'autres personnes qui se trouvaient au siège de l'évêché du diocèse de Butembo-Beni, mercredi 26 septembre, dans la matinée pour réquisitionner de force un véhicule du diocèse. Ils ont tabassé tous ceux qui se trouvaient sur place, ravissant argent et téléphones portables, a affirmé l'évêque de Butembo-Beni, Mgr Melchisédech Sikuli, qui se trouvait dans son bureau au moment des faits.

Vers 10 heures locales, un groupe de militaires a investi le siège du diocèse, a indiqué l'évêque de Butembo-Beni, Mgr Melchisédech Sikuli. « Les uns sont passés par la porte principale, les autres par-dessus le mur de la clôture », a précisé le prélat catholique. La police et les autorités urbaines alertées sont vite intervenues, persuadant ainsi les militaires de se calmer et remettre certains biens ravis.

Ces militaires, qui devraient être déployés à Mangurejipa, venaient de réquisitionner de force un véhicule appartenant au diocèse catholique, ont expliqué des sources de la société civile du Nord-Kivu. Le chauffeur leur ayant opposé de la résistance, ils se sont alors rendus au siège du diocèse pour forcer la main aux responsables.

Le porte-parole de la société civile a déploré cette situation. D'après lui, « l'armée, qui dispose de sa propre logistique, ne peut utiliser un tel motif pour s'en prendre au diocèse ».

L'évêché, la Police nationale congolaise (PNC), l'armée et les autorités urbaines de Butembo ont ouvert leurs enquêtes sur ce cas, a indiqué Monseigneur Sikuli ce jeudi matin.

Des miliciens Mai-Mai ont kidnappé quatre militaires et saisi une arme à feu, au cours d'une attaque menée simultanément, dans la nuit de mardi 25 à mercredi 26 septembre dans les localités de Bilulu et Midede en secteur de Mangurejipa, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). Des sources militaires indiquent que ces soldats enlevés ont été faits prisonniers et conduits vers une destination inconnue. Des renforts ont été envoyés pour tenter de libérer les otages, affirment les mêmes sources.

La société civile locale confirme l'information et déplore le fait que le secteur de Mangurejipa soit envahi par plusieurs groupes armés notamment les Simba de Paul Sadala alias Morgan, les Mai-Mai de l'Union des patriotes pour la libération et le développement du Congo (UPLD/C) du général Major Jean-Luc dont le quartier général est la Tshopo, les hommes du colonel déserteur des FARDC, Kakule Hilaire.

Tous ces rebelles attaquent non seulement les militaires et les populations civiles mais également la faune du parc national de la Maïko, affirment des sources de cette structure citoyenne.

Elles citent entre autres le massacre de deux gorilles par les combattants d'Hilaire Kakule. Ces espèces protégées ont été tuées ces quatre derniers mois dans le mont Kyavirimu à la limite des territoires de Lubero et Beni.

La société civile du Nord-Kivu a, par ailleurs, demandé au gouvernement central de prendre des mesures urgentes pour sécuriser les populations de Mangurejipa et leurs biens.

Dans une lettre adressée au gouvernement provincial du Nord-Kivu, mardi 18 septembre, la société civile provinciale avait accusé les miliciens Maï-Maï du colonel déserteur Hilaire Kakule Kombi, le groupe La Fontaine et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) de causer l'insécurité dans le territoire de Lubero.

Un opérateur économique du secteur pétrolier a été tué par balle la nuit de vendredi 28 septembre vers 18h30, à son domicile en plein centre ville de Goma, dans le Nord-Kivu. Ce meurtre s'ajoute à une série d'autres qui sème la panique au sein de la population de cette ville du Nord-Kivu. Le député national Muhindo Nzangi appelle les responsables des services de sécurité à prendre leurs responsabilités afin de rassurer la population.

La dernière victime, Kambale Nzereka Mutinga, revenait de sa station d'essence à Mabanga nord, un quartier de Goma, quand il est tombé dans une embuscade tendue par des hommes armés devant son domicile. En réaction à cet assassinat, d'autres propriétaires de stations d'essence ont fermé boutique. Déjà, le prix du transport a légèrement grimpé.

Pour le député national élu de Goma, Muhindo Nzangi, cette série d'assassinats relève d'un terrorisme urbain planifié, selon lui, par les rebelles du M23. « Je vais demander à mes électeurs de rester vigilants, de dénoncer auprès des services encore fiables, tout mouvement, toute infiltration. La panique fait partie des résultats recherchés par l'ennemi », a-t-il affirmé.

Selon des responsables de la police, la victime était suivie par quatre motocyclistes lorsqu'il regagnait son domicile. Ils indiquent en outre que deux suspects ont déjà été interpellés par l'armée, et que des patrouilles mixtes ont été renforcées pour faire face à cette situation.

## Mois d'Aout 2012.

En début du mois d'Aout 2012, L'Ouganda a fermé un poste-frontière avec la RDC après des incidents armés entre Maï-Maï et forces gouvernementales congolaises à Kasindi dans le nord de la RDC, a indiqué vendredi une radio locale à Kinshasa.

Selon les Activistes des droits de l'homme à Kasindi, des hommes venus de Ruwenzori ont attaqué à l'aube le poste-frontière, le camp militaire, le commissariat et le tribunal de cette ville. Les forces gouvernementales congolaises, selon cette source, ont gardé le contrôle de la situation. Après ces tirs, précisent ces activistes, les autorités ougandaises ont fermé la frontière.

Selon la coordination de la société civile du Nord Kivu, deux soldats dont un lieutenant des Forces armées de RDC ont été tués au cours de ces incidents. Les assaillants se seraient repliés vers des collines tout en annonçant d'autres attaques. Deux mille personnes, selon cette source, auraient pris la fuite vers l'Ouganda.

Le 3 aout 2012, Le chef rebelle Paul Sadala, alias Morgan, responsable du massacre de gardiens de parcs et d'okapis dans la réserve d'Epulu, en Ituri, en juin dernier, aurait été capturé depuis trois jours par des combattants Maï-Maï Simba alliés aux Forces armées de la RDC (FARDC). Selon des sources proches des services de sécurité, Morgan a été fait prisonnier à l'issue d'un affrontement entre son groupe et la force de coalition à Mabuo, un village situé à 160 Km de Mangurejipa, dans le territoire de Lubero, au Nord-Kivu.

La coalition du groupe Maï-Maï Simba de Kasambaza et le 808ème régiment FARDC basé à Malende, dans le territoire de Lubero, aurait aussi mis la main sur seize des hommes du chef rebelle Paul Sadala.

Selon des sources locales de Mangurejipa, qui ont requis l'anonymat, Morgan et ses hommes sont toujours détenus par les éléments du groupe Maï-Maï Simba, qui obéissent à un seigneur de guerre

nommé Jean-Luc. Ils exigent une rançon de 10 000 dollars américains du gouvernement avant de livrer les prisonniers au FARDC.

Les FARDC alliés à ces combattants Mai-Mai sont sous le commandement d'un certain colonel Jean, dont on ignore encore l'identité.

De leur côté, les autorités militaires du 5ème secteur des opérations FARDC basé à Butembo, disent tout ignorer de la situation.

Un civil a été tué et des maisons incendiées lors des affrontements entre les Mai-Mai Raïa Mutomboki et ceux du groupe Akilimali à Kilambo à 50 km de Walikale-centre, dans le groupement Bafuna au Nord-Kivu, a indiqué, samedi 4 août, l'ASBL RENAF/AETA Nord Kivu. L'ASBL a déploré le fait que «les autorités congolaises concentrent plus d'efforts uniquement contre la rébellion du M23, alors que plusieurs familles de Walikale souffrent d'une présence accrue des groupes armés».

D'après des témoignages, ce sont les miliciens de Raïa Mutomboki qui ont lancé cette attaque, jeudi 2 août à Kilambo, contre le groupe Akilimali, faisant ainsi un mort coté civil. Par la suite, ils ont brûlé tout le village avant de se retirer.

Inquiet, un activiste des droits de l'homme à Walikale, Benjamin Mushungania, a appelé les autorités de la RDC à s'impliquer pour mettre fin à l'activisme des milices dans ce territoire. Il a indiqué qu'une grande partie de Walikale est occupée des groupes armés : « Beaucoup d'habitants de Walikale, en ce moment, souffrent dans la forêt. Il n'y a même pas d'assistance qu'on amène à cette population. Des femmes sont violées (...) Qu'on puisse déployer les militaires dans cette entité, puisque c'est seulement le tiers de ce territoire qui est contrôlé par les FARDC ».

En mars dernier, les habitants des dix de treize villages du groupement Waloa-Yungu avaient fui les affrontements armés qui opposent par intermittence, depuis novembre 2011, la milice dénommée Forces de défense congolaise (FDC) aux rebelles rwandais des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR).

La société civile de Walikale avait par ailleurs dénoncé, dimanche 25 juin, « la présence massive des rebelles des FDLR et leurs dépendants dans plusieurs villages du groupement Ikombo ». Les populations locales se plaignaient de l'envahissement de leurs champs par ces nouveau-venus, selon la même source.

Dans cette région, des milices locales d'autodéfense populaire s'affrontent régulièrement aux rebelles rwandais des FDLR perçus, dans cette contrée, comme étant des occupants.

Les éléments du 1er bataillon du 1009ème régiment des FARDC basés à Kitindi, chef-lieu du groupement d'Ikama Kasanza, dans le territoire de Shabunda au Sud-Kivu se sont affrontés entre eux dans la nuit de dimanche 5 à ce lundi 6 août. La population locale a fui dans la brousse et plusieurs biens ont été pillés. Des sources militaires de Kitutu ont confirmé l'information, attribuant l'origine de ces accrochages à un officier des FARDC issu de l'ex-rébellion du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple).

L'instigateur présumé, cité par des sources proches du commandement du 1009ème régiment, est un certain major Thierry, chargé des renseignements du 1er bataillon du 1009ème régiment des FARDC à Kitindi. Il a tenté de faire défection avec un autre groupe des militaires de son obédience, mais a buté à la riposte d'autres militaires loyalistes des FARDC. Des échanges des tirs nourris entre les deux groupes ont poussé la population de Kitindi à fuir dans la brousse, où ils se cachaient encore lundi dans la mi-journée.

Aucun bilan, en termes des dégâts humains, n'a été signalé jusque-là. Selon un notable local, il y a eu des scènes de pillages après ces accrochages, qui ont duré presque toute la nuit. Le centre de santé de Ngoma par exemple a été pillé de fonds en comble: médicaments, matériels et près de 3 000 USD emportés, a-t-il précisé.

La hiérarchie du régiment des FARDC dont l'état-major est basé a Kitutu dit s'apprêter à « dépêcher une équipe à Kitindi pour rétablir la confiance au sein de la population locale mais aussi pour établir la responsabilité des uns et des autres dans ces accrochages ».

La rébellion du M23 a mis en place, depuis samedi 4 août, son administration dans le territoire de Rutshuru au Nord-Kivu. Il s'agit des comités locaux de sécurité constitués des cadres de base, des autorités coutumières locales ainsi que des leaders des communautés. Ces derniers, selon ce mouvement rebelle, ont pour mission de veiller à la sécurité des populations et d'expédier les affaires courantes.

Trois comités locaux de sécurité fonctionnent déjà, notamment à Rutshuru-centre, Kiwanja -Mabenga et Rubare -Kalengera-Biruma, ont indiqué plusieurs sources à Rutshuru. Ces comités sont constitués de neuf membres chacun, parmi lesquels des chefs d'avenue et de cellule, des chefs de groupement et d'autres entités de base.

Sur le plan sécuritaire, ces responsables locaux ont pour mission d'organiser des patrouilles nocturnes avec des jeunes des quartiers pour sécuriser la population et dénoncer des cas d'exactions et abus éventuels. Ces comités collaborent et font rapport à la police et à la branche armée du M23.

Pour ce qui est de l'administration, les chefs de groupement, de localité ou d'avenue en place sont appelés à poursuivre leur travail administratif dans leurs bureaux respectifs comme d'habitude. Trois barrières sont également enregistrées dans cette zone occupée par le M23, à Mabenga, Kiwanja et Katale. Sur place des agents, accompagnés par des « militaires du M23 » perçoivent des taxes sur les véhicules commerciaux qui utilisent ce tronçon.

Il y a quelques jours, l'Association des chauffeurs du Congo (ACCO) avait dénoncé ces taxes, qui, selon elle, sont exorbitantes. Selon la même source, chaque camion Fusso transportant des vivres devrait payer 500 dollars américains à cette barrière, et 1 000 dollars s'il transporte des planches. Près d'une trentaine de camions de marque Fusso avaient été bloqués, mardi 31 juillet, dans la cité de Kirumba, dans le territoire de Lubero, dans le Nord-Kivu. Les propriétaires de ces véhicules évitaient de payer le péage imposé par le M23 à une barrière à Kiwanja.

Dans un communiqué reçu à Bruxelles le 7 août 2012, la Monusco fait part de sa "profonde inquiétude quant au grand nombre de preuves de recrutement forcé de civils (...) à des fins militaires et non-militaires" par le Mouvement du 23 mars (M23), composé de mutins ex-rebelles tutsis qui affrontent l'armée depuis mai.

"Bien que le recrutement forcé par différents groupes armés caractérise depuis longtemps les conflits en RDC, le nombre de personnes recrutées a augmenté considérablement depuis la reprise des hostilités dans l'est du pays", a déclaré le chef de la Monusco, Roger Meece, cité dans le texte. Cette pratique s'est accentuée "plus particulièrement du fait des actions du M23 dans le territoire de Rutshuru", à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda, a-t-il ajouté, avant d'appeler l'ensemble des groupes armés à mettre un terme à ce type d' enrôlements. "Plus de 100 cas de recrutement forcé de civils par le M23 - la plupart d'entre eux ayant 24 ans et moins, dont 26 enfants - ont été documentés depuis le mois d'avril 2012. Des rapports indiquent néanmoins que le nombre total pourrait être largement supérieur", poursuit le communiqué.

Depuis début 2012, "plus de 150 enfants auraient été recrutés par des groupes armés dans l'est du pays, que ce soit par le M23 ou par d'autres groupes armés comme des combattants Maï-Maï, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA)", une rébellion ougandaise. "Des personnes interrogées ont décrit comment elles avaient été forcées de porter le butin de pillages, des réserves et des munitions sur de longues distances. Arrivées à leur destination, elles auraient reçu des uniformes et des armes et auraient suivi un entraînement militaire dans des camps. Des civils qui auraient résisté à leur recrutement auraient aussi été exécutés", écrit la Monusco.

Dix-huit personnes dont quatre femmes et cinq enfants ont été enlevées dans leurs champs situés dans les forêts périphériques de Byonga dans le territoire de Mwenga en province du Sud Kivu

par des présumés combattants rwandais des FDLR depuis environ une semaine (semaine du 3 août 2012). On est toujours sans nouvelles de ces personnes, ont indiqué, ce vendredi 10 août, les autorités et la société civile de Kitutu. Ces personnes étaient allées récolter du manioc dans leurs champs lorsqu'elles ont été prises en otage par des présumés combattants rwandais. Les personnes enlevées sont des habitants de Kitutu et de Byonga.

Le chef de poste d'encadrement administratif de Kitutu déplore l'absence des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) à Byonga.

Jusqu'à ce vendredi midi, la population de Kitutu et ses environs vit dans une psychose d'attaque des FDLR. Selon des sources locales, des tracts annonçant cette attaque ont été ramassés lundi à Regezamwendo près de Kitutu à côté des lambeaux de tenue militaires.

Dans cette localité, les militaires des FARDC procèdent à des patrouilles nocturnes pour apaiser la population de Kitutu. Et pourtant, selon l'administrateur du territoire, les positions les plus proches des FDLR se trouvent dans le secteur d'Itombwe toujours dans le territoire de Mwenga, notamment à Mbandakila d'où partent ces rebelles pour faire incursion sur les villages de Kitutu et ses environs.

Onze personnes ont été tuées le vendredi 10 août dans la localité de Kashuno, située entre Kalonge et Nindja, dans le territoire de Kabare, au Sud-Kivu. Les assassins seraient des combattants Hutus des FDLR, selon le commandant du 1002<sup>e</sup> régiment des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et plusieurs acteurs de la société civile. Les FARDC basées dans la région ont annoncé que ce massacre s'est produit loin de leurs positions, ce qui ne leur a pas permis de réagir.

Les victimes faisaient partie d'un groupe de 15 commerçants ambulants qui se rendaient au marché de Bitara en provenance de Kalonge. Les assaillants, munis à la fois d'armes à feu et d'armes blanches, les ont dépouillés de tous leurs biens avant de les tuer l'un après l'autre. L'un des rescapés a été blessé et mis sous surveillance médicale à l'Etat-major des FARDC du 1002<sup>e</sup> régiment.

Des militaires de l'armée régulière se sont lancés à la poursuite des assaillants dans la vaste forêt de Kahuzi Biega, mais jusque-là, il n'y a aucune trace des présumés combattants Hutus rwandais, selon le commandant du 1002<sup>e</sup> régiment. Il a affirmé que l'embuscade a eu lieu à 3 heures de marche des positions des FARDC. Ce qui n'a pas permis à ses troupes d'empêcher ou de limiter les dégâts.

Au début du mois d'août, dix-huit personnes dont quatre femmes et cinq enfants ont été enlevées dans leurs champs situés dans les forêts périphériques de Byonga, dans le territoire de Mwenga, par des présumés combattants rwandais des FDLR. En mi-juillet, les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), alliées aux miliciens Mai-Mai Nyatura, avaient tué sept personnes à l'arme blanche et blessé grièvement sept autres, dans la localité de Nyaluchangi, groupement d'Ufamandu 1, en territoire de Kalehe (Sud-Kivu).

Une vingtaine de militaires congolais dont quatre officiers du 1007<sup>e</sup> régiment basé à Burhinyi (Sud-Kivu) ont fait défection le samedi 11 août. Ces soldats issus de l'ex-rébellion du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) auraient emporté une importante quantité d'armes et de munitions et tenteraient de rejoindre les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) au Nord-Kivu.

Des sources militaires sur place indiquent que les déserteurs étaient en train d'être conduits à Walungu quand ils se sont enfuis au niveau de la localité de Kaniola, laissant huit autres soldats dans la jeep qui les transportaient. Les mêmes sources affirment que le général Masunzu commandant de la 10<sup>e</sup> région militaire s'est rendu à Kaniola ce dimanche 12 août « pour s'enquérir de la situation ».

Le même groupe de déserteurs aurait facilité la désertion d'autres militaires conduits par le lieutenant-colonel Kasasira au début du mois d'août.

Dans la nuit de dimanche à lundi 6 août, des accrochages ont opposé des éléments du 1er bataillon du 1009ème régiment des FARDC basés à Kitindi, chef-lieu du groupement d'Ikama Kasanza, dans le territoire de Shabunda au Sud-Kivu. L'incident avait été attribué à un officier des FARDC issu de l'ex-rébellion du CNDP qui a tenté de faire défection avec un groupe des militaires de son obédience mais a buté à la riposte d'autres militaires loyalistes.

Le mercredi 1er août, le commandant second du 1072e bataillon des Forces armées de la RDC (FARDC) basé à Kaziba (Sud-Kivu), le lieutenant-colonel John Kasisira, ex-CNDP, a déserté les rangs de l'armée avec son escorte. Le commandant des opérations militaires au Nord-Kivu, colonel Delphin Kahimbi, avait alors assuré que «les fugitifs n'iront pas loin, et qu'ils seront maîtrisés d'ici là ».

Depuis le début de la rébellion du M23 en mai dernier au Nord-Kivu, les rebelles hutus des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda et les miliciens Mai-Mai se disputent soit le contrôle des localités riveraines du Lac Edouard entre les territoires de Lubero et Rutshuru (Nord-Kivu) soit les zones de pêche dans cette zone créant ainsi l'insécurité au sein de la population.

Selon des sources de la société civile locale, le cas le plus récent d'insécurité est l'échange des tirs signalé à Lunyasenge, dimanche 12 août à l'aube. Cet échange de tirs a opposé les Mai-Mai/Forces acquises au changement commandé par Thomas Ilenda, aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) basées dans cette même localité.

Cette situation a créé une panique au sein de la population locale, obligeant certains habitants à fuir leurs domiciles. Environ mille trois cent trente familles ont déjà fui les localités de Nyakakoma, Kamandi, Lunyasenge pour se diriger vers d'autres villages de Lubero à la suite de cette insécurité, indique la société civile locale. Selon la même source, les rebelles des FDLR ont retenu dans la baie de Tchondo entre les pêcheries Nyakakoma et Vitchumbi six pirogues qui transportaient chacune 18 personnes. Ils exigent une rançon de 50 dollars américains par otage pour les libérer.

Dix miliciens Mai-Mai Yakutumba ont été tués, le week-end du 11 août 2012 dernier dans la localité de Kikonde, au cours des affrontements qui les ont opposés aux militaires du 1004ème régiment, basé à Fizi (Sud-Kivu). Le commandant de la 10ème région militaire, général Masunzu, a affirmé que ces Mai-Mai sont mis en déroute. Certains d'entre eux ont fui vers la localité de Ngandja et d'autres vers les Hauts Plateaux, toujours dans le territoire de Fizi. Le 1er bataillon du 1004ème régiment des FARDC a lancé une poursuite contre ces miliciens. Une autre source sur place fait état de quatre militaires tués. Une information que dément l'Etat-major militaire du Sud-Kivu.

Les affrontements se sont déroulés dans la forêt, loin de la population civile, indiquent des sources humanitaires dans cette contrée. Tout a commencé il y a une semaine lorsque les miliciens Mai-Mai Yakutumba ont attaqué les éleveurs civils et ont tué deux d'entre eux avant d'emporter plusieurs vaches.

Au mois de mai dernier, les Forces armées de la RDC (FARDC) avaient délogé les Mai-Mai Yakutumba de la localité de Kazimya, en territoire de Fizi, où ces derniers avaient régné en maître pendant deux mois. Selon le colonel Mukalay, cinq miliciens avaient été tués au cours des combats. Un seul militaire auraient été blessés. Mais d'autres sources sur place affirment que deux militaires avaient été tués au cours de ce combat. Ces miliciens attaquaient des embarcations sur le lac Tanganyika à partir de la localité de Kazimiya, avaient affirmé des sources locales. Des passagers et des pêcheurs se plaignaient souvent des cas d'extorsions dont ils étaient victimes de la part des combattants de ce groupe armé.

Les Mai-Mai Raïa Mutomboki ont attaqué, vendredi 10 août, une quinzaine de villages du groupement de Ufamandu 1er à environ 80 km à l'ouest de Goma, dans le territoire de Masisi au Nord-Kivu. Le bilan provisoire de ces attaques fait état d'au moins cinq personnes tuées, trois autres blessées et sept villages incendiés. Les sources militaires dans la région ont indiqué avoir dépêché, depuis samedi, des militaires à Remeka pour sécuriser la zone.

Les Raïa Mutomboki ont attaqué le marché de Nkokwe à Remeka et les villages environnants, vendredi vers 14h locales, au motif de rechercher les rebelles des Forces démocratiques pour la

libération du Rwanda (FDLR). Ces Mai-Mai constituent un groupe d'autodéfense populaire qui effectue des raids récurrents sur des positions des FDLR, considérées dans la zone comme une force d'occupation étrangère.

Dans ce marché, une femme, deux hommes, une fillette et un garçon ont été tués. Dans les villages, ces miliciens ont blessé des vieillards ainsi que des enfants à coups de machettes. Deux des blessés graves ont été acheminés, dimanche, dans un hôpital de Goma. Ces victimes ont rapporté que les Raïa Mutomboki ont incendié au moins sept villages et que des personnes auraient été laissées pour mortes dans des maisons en feu. Plusieurs centaines de ménages ont quitté Remeka, le même vendredi, pour se réfugier à Bukumbiri, plus à l'est de cette localité.

Les sources militaires à Ngungu, proche de Remeka, ont affirmé qu'une équipe des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) a été dépêchée, depuis samedi à Ufamandu 1er.

Cinq personnes sont mortes, mercredi 15 août, lors d'un échange de tirs entre les Forces armées de la RDC et les groupes armés locaux dans deux villages du territoire de Masisi. Les miliciens Raïa Mutomboki ont attaqué la position des FARDC A Kashovu, groupement Ufamandu I au sud de Masisi à l'aube de mercredi. Ces miliciens étaient armés de fusils et d'armes blanches, ont indiqué des sources concordantes sur place.

Deux militaires et un civil ont été tués au cours de ces combats. Le centre commercial de Kashovu a été pillé par les miliciens, selon l'élu provincial de Masisi, Jean-Bosco Sebishimbo.

Dans la partie Nord du territoire, les combats se sont poursuivis toute la journée de mercredi, entre les FARDC et les Mai-Mai Nyatura dans le village Muhemba, à environ 10 km de Masisi-centre. Il s'agissait d'une contre-offensive lancée par les FARDC après l'attaque de ces miliciens survenue la veille contre le camp des déplacés de Kishonja, proche de Muhemba. Les Mai-Mai Nyatura ont pillé ce camp avant de l'incendier.

Selon des sources concordantes, un combattant Nyatura et un civil ont été tués au cours de ces accrochages. Trois civils ont été blessés. Tous les déplacés ont été ainsi obligés de fuir de nouveau, selon des sources administratives locales.

La société civile de Masisi demande au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour protéger la population locale, menacée par ces deux groupes armés, les Nyatura, composés essentiellement des Hutus, et les Raïa Mutomboki, des Lega et Tembo.

Deux commerçants et deux policiers ont été tués, depuis le début de ce mois d'août, par des hommes armés non identifiés dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Le 15 août 2012 la société civile locale et les ONG des droits de l'homme dénoncent cette situation et appellent le gouverneur de la province, Julien Paluku, à restaurer la sécurité dans cette contrée.

La FEC/Lubero accuse ces « assassins » de vouloir décourager ou anéantir les opérateurs économiques de ce territoire du Nord-Kivu.

La première victime, Pierre Kambale était abattu le 5 août dans son domicile par des hommes armés dans la cité de Kirumba, à 178 km au Nord de Goma (Nord-Kivu). Selon des sources familiales, cet opérateur économique avait été atteint d'une balle à la tête et au niveau de l'épaule avant de succomber et ses bourreaux avaient emporté une somme importante. La population de Kirumba avait manifesté son ras-le-bol en observant une journée morte au cours de laquelle toutes les activités étaient paralysées.

Deux jours plus tard, deux policiers avaient été tués dans la localité de Mundakondonya alors qu'ils tentaient de libérer une moto volée par des hommes armés.

La dernière victime du nom de Démocrate Mohindo, était un commerçant de Mambassa-Mabono. Il a été assassiné le 11 août par des hommes armés dans sa parcelle.

Cette insécurité a occasionné le déplacement des habitants certaines du territoire de Lubero, selon la société civile locale. Selon cette structure, des hommes armés violaient des femmes et pillaient les biens des villageois dans ces deux localités.

Le porte-parole du gouverneur du Nord-Kivu, Ernest Kyaviro, dénonce le renfort des troupes rwandaises et ougandaises aux côtés des rebelles du M23 au pied des collines de Mbuzi, Runyonyi et Ntamugenga dans le groupement de Bweza, en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

Dans un entretien accordé à la radio onusienne, ce jeudi 16 août, il a précisé que ces militaires étrangers sont dotés de nouveaux matériels et équipements comme des radios Motorola et des voitures 4X4. Selon lui, cet appui est observé depuis une semaine. « Nous dénonçons la continuation de l'agression par le Rwanda. Nous informons les Nations unies, l'Union africaine. Ce pays est en train de s'entêter comme pour narguer la communauté internationale et de se moquer des Congolais », a déclaré Ernest Kyaviro.

Des sources dans la région affirment également que des troupes ougandaises seraient en train d'entrer en RDC via le poste-frontière de Bunagana qu'occupent les rebelles du M23 tandis que celles du Rwanda seraient concentrées dans quelques localités du territoire de Rutshuru.

Des voix s'élèvent désormais pour dénoncer ce que certains qualifient de « menaces graves » contre les efforts diplomatiques déjà entrepris par les pays de la Conférence internationale de la région des Grands lacs (CIRGL) pour résorber la crise qui déchire l'Est de la RDC

Des échanges des tirs ont opposé, ces deux derniers jours (le 16 et 17 août 2012), les miliciens hutu Nyatura à ceux des Forces de défense congolaise (FDC) (milice d'autodéfense connue auparavant sous le nom de Mai-Mai Guides - NDA) dans le groupement Nyamaboko 1er, à une vingtaine de km au sud du chef-lieu du territoire de Masisi au Nord-Kivu. Deux miliciens ont été tués et deux civils blessés au cours des combats, ont indiqué des sources administratives locales, ce samedi 18 août. Elles ont plaidé pour un renforcement de la présence militaire dans la zone. Les Mai-Mai Nyatura ont attaqué les FDC dans le village Ngululu vendredi 17 août 2012 matin après avoir incendié, la veille, le camp de ces derniers à Ruseme, toujours dans le groupement Nyamaboko 1er. Lors des échanges des tirs qui s'en sont suivis, deux combattants, un de part et d'autre, ont été tués et deux blessés parmi les civils. Le même vendredi, selon les sources administratives locales, les Nyatura ont fait incursion dans le village Loashi, environ 6 km du chef-lieu du territoire et pillé plusieurs ménages. Ces rebelles majoritairement Hutus imposeraient déjà des taxes aux civils, allant de 1000 francs congolais (1 USD) à 5 dollars aux civils dans environ six groupements au sud-ouest de Masisi, où ils sont actifs. L'attaque des Nyatura dans le Nyamaboko 1er est intervenue après deux autres attaques du même groupe, mardi et mercredi, contre les FARDC dans le village Kishonja dans le groupement voisin de Buabo. Bilan: deux morts, trois blessés et le camp des déplacés de Kishonja incendiés.

Un seul régiment de 1 200 hommes basé à Masisi est maintenant incapable de maîtriser complètement cette situation, ont reconnu des sources des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Les autorités administratives de ce territoire ont lancé un cri d'alarme, demandant le renforcement des militaires dans cette partie du Nord-Kivu. Plusieurs villages de ce groupement restent pour l'instant vidés de leurs habitants, selon les mêmes sources.

Six rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ont été tués, dans la nuit de dimanche à lundi 20 août à Luntukulu dans le territoire de Walungu, au cours des combats qui les ont opposés aux militaires congolais. Le commandant de la 10ème région militaire du Sud-Kivu, le général Pacifique Masunzu, indique que quatre combattants rwandais se sont rendus à l'armée congolaise et quinze de leurs dépendants ont été capturés. Le général Pacifique Masunzu se réjouit que les militaires congolais aient délogé les rebelles rwandais de cette position qu'ils tenaient depuis plusieurs semaines. Il promet que les FARDC vont continuer de traquer les groupes armés actifs dans les territoires de Mwenga, Fizi, Walungu et Kalehe. Par ailleurs, l'officier congolais annonce que les militaires ont tué quatre miliciens Mai-Mai du groupe armé Raia Mutomboki le samedi 18 août 2012 dans les localités de Lumbishi et Chambombo en territoire de Kalehe. À l'en croire, les FARDC

auraient également capturé quatre miliciens du même groupe le dimanche 19 août 2012 dans la localité de Kabushwa.

Le Mouvement du 23 mars (M23) dispose d'un cabinet politique constitué d'un secrétaire exécutif, de dix chefs de départements et dix adjoints. Selon le communiqué officiel de ce mouvement signé le 17 août, les chefs de départements ont pour mission d'assurer la gestion quotidienne du mouvement. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, a qualifié la publication de ce cabinet politique de « non-événement ». Parmi les chefs de départements (ou ministères) nommés, figurent notamment Sendugu Museveni, René Abandi Munyarugerero, Dr Alexis Kasanzu, Serge Kambasu Ngeve et Me Mahamba Kasiwa. Le secrétaire exécutif, François Rucogoza Tuyihimbaze, est un ancien ministre de la Justice du gouvernement provincial du Nord-Kivu. Il coordonne les dix départements, dont celui des affaires politiques et administration du territoire, attribué à Sendugu Museveni, un ancien Mai-Mai /Pareco qui était devenu conseiller du gouverneur du Nord-Kivu jusqu'il y a quelque temps. Pour sa part, Lambert Mende Omalanga a minimisé le fait : « C'est réellement un non-événement. Nous n'avons pas affaire au M23. Ce que les petits excités du M23 font pour faire plaisir à leur maître ne nous impressionne pas. Nous avons affaire au Rwanda et nous continuons à mettre la pression et à résister à l'agression du Rwanda. La réalité est à Kigali et nous nous adressons à la réalité ».

Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont capturé deux rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) et deux armes AK 47, dans la nuit de dimanche 19 août, au cours d'une attaque dans les moyens plateaux de Muramvya, surplombant la cité d'Uvira (Sud-Kivu). Les militaires, en patrouille, avaient surpris ces rebelles cantonnés dans un campement de fortune qu'ils avaient établi sur les plateaux de Muramvya. Le commandant du 1011ème bataillon des FARDC, lieutenant-colonel Omari, indique que l'accrochage a duré près de deux heures avant de déloger ces rebelles. « On ne sait pas avec quel groupe armé local ces rebelles collaborent dans la région après la mort du chef milicien Baleke qui les dirigeaient », a déclaré ce haut responsable militaire. Le lieutenant-colonel Omari affirme par ailleurs que deux assaillants capturés au cours de cet assaut vont être transférés au secteur opérationnel des FARDC d'Uvira. Le même dimanche, les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont tué, par balle, deux femmes commerçantes et blessé trois autres dans le village d'Igogwe, à 12 heures de marche de Lemera, en territoire d'Uvira. Selon la société civile locale, ces marchands se rendaient au marché de Rubanga, en provenance du haut plateau.

Plus de deux cent cinquante écoles ont été pillées ou incendiées lors des combats qui opposent depuis le mois de mai, les militaires et les rebelles du Mouvement du 23 mars (M23), indiquent des sources de la société civile du Nord-Kivu. Selon elles, d'autres écoles sont occupées par des déplacés. En date du 21 août 2012, Omar Kavota, vice-président de la société civile du Nord-Kivu, demande au gouvernement de réhabiliter ces écoles qui se trouvent dans les territoires de Rutshuru, Walikale, Lubero, Masisi et Nyiragongo et de trouver d'autres lieux d'hébergement pour les déplacés. « Nous considérons qu'il y a plus de deux cent cinquante-quatre écoles qui ont été pillées ou détruites par la guerre. D'autres sont occupées par des déplacés. Et il n'est pas possible que dans ces conditions là, plus de soixante mille élèves puissent retourner dans leurs écoles », explique-t-il. Selon lui, le gouvernement devrait aussi prendre des mesures pour « sécuriser urgemment » toutes les localités menacées par les rebelles du M23.

En date du 19 août 2012, les marchands provenant des hauts plateaux d'Uvira au SUD KIVU sont arrivés à Bijojo pour y passer la nuit comme ils en ont l'habitude. Ils ont, à cette occasion, rejoint d'autres qui leur avaient précédé en date du 18 Août. Ces marchands toute tendance confondue ont choisi une chambre de prière qui appartient à un berger chrétien du nom de Mr. BARNABA pour y passer la nuit. Il était environs 01h" du matin lorsque la maison de prière a été attaquée et fusillée par 6 assaillants armés que nos sources n'avaient pas pu identifier à cet instant. Ces derniers ont tirés dans tous les sens (à travers les fenêtres et les portes mais aussi à l'air pour ainsi faire peur à toute éventuelle rescousse) alors que la maison de prière était occupée par beaucoup de gens estimés à une quatre-vingtaine de gens.

Ce drame qui a duré plus d'une trentaine de minutes a, non seulement, engendré d'énormes dégâts, mais également surpris le reste de la communauté qui était en profond sommeil. C'est ainsi qu'un bilan provisoire faisait état de :

7 personnes tuées par balles dont :

- 2 morts (deux filles de 16 et 17 ans) sur le champ le jour même du crime,
- 1 autre fille de 17 a succombé de suite de ses blessures 3 jours plus tard (le 23 Août 2012) au niveau de l'hôpital général de référence de Lemera où elle était admise.
- 4 morts dont les cadavres en décomposition ont été retrouvés dans la brousse à quelques Km du lieu du carnage

On a noté aussi :

4 blessés dont ; deux grièvement blessés étaient rapidement transférés à l'hôpital général de référence de Lemera et deux autres sont retournés à Kitoga chez- eux où ils subissent des soins appropriés.

Le 23 aout 2012, dans le quartier Remera près de la radio sauti ya rutshuru, 3 maisons brûlées ont été répertoriées appartenant à 2 veuves dont Mme Jeannette Wakina âgée de 41ans mère d'un enfant, Mme Alphonsine 50 ans, mère de 6 enfants et une maison de Byamungu Garubanda âgé 27 ans célibataire. Dans le même quartier 2 maisons détruites partiellement et une école EP KABEMBA a été touchée par une bombe qui a endommagé 3 tôles et le bureau de l'école qui a été systématiquement pillé lors des affrontements.

Dans le village de Rutsiro en groupement de Bweza et Jomba, 2 maisons avaient été détruites totalement par les bombes lors des affrontements entre les insurgés et l'armée loyaliste, ces maisons appartenaient respectivement à Mr Valentin Rumazimisi et André Semahoré. Le centre de santé Rutsiro a été systématiquement pillé par les insurgés du M23, Selon les personnes interrogées sur place à Tshengerero.

## **Mois de Juillet 2012.**

Après la prise de Bunagana, le M23 occupe maintenant Rangira et Rwanguba et se dirige vers la ville de Rutshuru, le chef-lieu du territoire. La ville serait déjà encerclée par la rébellion du colonel Mukenga, à une soixantaine de kilomètres seulement de Goma, la capitale du Nord-Kivu. Les événements de ces dernières (8 juillet 2012) heures à l'Est de la République démocratique du Congo, ne sont pas sans rappeler ceux de 2008. « On a le sentiment désagréable que l'histoire se répète, avec des ex-CNDP (dont est issue le M23) qui parviennent à prendre le contrôle de plusieurs axes stratégiques comme ils l'avaient fait en 2008», souligne Paule Rigaud, directrice adjointe d'Amnesty International pour l'Afrique. « Il y a cinq ans, une situation similaire avait donné lieu à des atrocités, dont le massacre de Kiwanja au cours duquel au moins 150 civils avaient été tués par le CNDP ».

**L'ASBL RENAF/AETA SUD KIVU** s'inquiète « de la montée en puissance du M23, qui s'approprierait selon certaines informations à prendre des villes importantes, en particulier dans le territoire de Masisi, ancien fief du CNDP ». Lors de la rébellion menée par Laurent Nkunda fin 2008, le CNDP avait fini par contrôler la plupart des territoires du Masisi et de Rutshuru et menaçait de faire tomber Goma. Finalement, les accords de paix, signés en 2009 entre le gouvernement congolais et les rebelles du CNDP, ont stoppé l'avancée rebelle et ont permis l'intégration des ex-miliciens dans l'armée régulière congolaise (FARDC). Mais l'intégration politique du mouvement n'a jamais eu lieu et le CNDP est toujours resté en marge des institutions congolaises.

Le respect des accords du 23 mars 2009 constitue la principale revendication avancée par le M23. Mais les autorités de Kinshasa considèrent qu'il s'agit là d'un prétexte, la vraie raison de la mutinerie étant la possible arrestation de Bosco Ntaganda, ancien numéro 2 du CNDP, recherché par la Cour pénale internationale (CPI).

Pour Thierry Vircoulon, responsable de l'Afrique centrale à l'International Crisis Group, la mutinerie du M23 constitue « une redite de 2008 ». « Le but du M23 est de forcer Kinshasa à négocier. Comme en 2008 les rebelles dominent la situation sur le terrain, même si sur le plan diplomatique Kinshasa garde l'avantage » explique ce spécialiste de la région.

Installés aux portes de la ville de Rutshuru, les rebelles du M23 ont réitéré leur appel à la négociation avec Kinshasa et continuent d'affirmer que leur intention « n'est pas de conquérir des espaces », mais d'exiger « le respect des engagements pris par le gouvernement à travers l'accord du 23 mars 2009 ». Sans réponse positive des autorités congolaises, il est fort à penser que les prises de Rutshuru et Goma constituent les deux prochains objectifs du M23 pour faire plier Kinshasa.

Depuis ce dimanche 3 heures du matin du 8 juillet 2012, le M23 se trouve désormais aux abords de Rutshuru-centre. L'armée congolaise (FARDC) a battu en retraite vers Kiwanja.

Des mutins du mouvement du 23 mars (M23) ont pris sans combattre dimanche 8 juillet 2012 matin la ville de Rutshuru et deux autres localités de la province du Nord-Kivu, a constaté un journaliste de l'AFP.

Quelques dizaines de combattants du M23, bien armés, se trouvaient à Rutshuru peu après 12H00 locales (12H00 HB), où il n'y avait aucun soldat de l'armée congolaise, a-t-on constaté. Les mutins ont également pris les localités de Ntamugenga et de Rubare, située à moins de 10 km au sud de Rutshuru sur la route qui va à Goma (60 km plus au sud).

Huit blindés de la mission de l'ONU en RDC (Monusco) qui se trouvaient à Rutshuru se sont retirés de cette ville pour retourner à leur base de Kiwanja -5 km au nord-, où de nombreux habitants viennent se réfugier dans un camp de déplacés situé tout près de la base de l'ONU

Les hommes du colonel déserteur Kahasha et ceux du général rebelle La Fontaine (PARECO) associés aux rebelles du Mouvement du 23 mars (M23) ont enlevé, samedi 7 juillet, l'administrateur du territoire de Lubero et le chef de cité de Kirumba à Mbwavinwa.

Selon des sources de la société civile locale, les assaillants ont surpris l'administrateur du territoire au cours d'un entretien avec des leaders communautaires.

Le conseil supérieur de la défense de la RDC a décidé, vendredi 6 juillet, de radier de l'armée plusieurs officiers mutins qui ont fait défection au Nord-Kivu et dont certains ont créé le Mouvement du 23 mars (M23). Parmi ces officiers figurent notamment le général rebelle Bosco Ntaganda, recherché par la Cour pénale internationale pour des crimes de guerre et crimes contre l'humanité, ainsi que les colonels Ruzandiza alias Makenga Sultani et Vianney Kazarama, respectivement coordonnateur et porte-parole du M23.

Au cours de cette réunion présidée par le chef de l'Etat Joseph Kabila et à laquelle ont notamment pris part le Premier ministre Matata Ponyo, le ministre de la Défense Luba Ntambo et le chef d'Etat-major des FARDC Didier Etumba, plusieurs mesures contre ces officiers ont été prises dont des mesures conservatoires sur leurs biens privés et le lancement des poursuites judiciaires.

Le communiqué publié à l'issue de ce conseil indique qu'en ce qui concerne le général Bosco Ntaganda et les colonels Makenga, Zimulinda, Kahina et Kazarama, des opérations de recherche visant leur arrestation devraient être lancées en urgence.

En outre, le conseil supérieur de la défense a rendu hommage aux militaires congolais et de la Monusco blessés ou morts lors des combats contre les mutins du M23.

Il a aussi assuré que « toutes les dispositions sont prises pour la sauvegarde de l'intégrité du territoire national ».

Dans la ville toute proche de Kiwanja, des témoins ont déclaré à l'AFP que les FARDC ont commis des pillages dimanche 8 juillet 2012 lors de leur retrait de Rusthuru pour aller vers le nord. De nombreux habitants s'étaient regroupés autour d'un camp de déplacés adossé à la base de la Monusco à Kiwanja, où dans les rues la vie reprenait peu à peu comme à Rutshuru.

En date du 9 juillet 2012, des sources administratives du territoire de Beni (Nord-Kivu) signalent la présence d'hommes armés de nationalité ougandaise dans le secteur de Rwenzori. Le gouverneur de la province, Julien Paluku, qui reconnaît la présence de ces hommes, dit ne pas savoir s'il s'agit des militaires de l'armée ougandaise. Il reconnaît cependant la présence des rebelles ougandais de l'ADF/Nalu dans ce secteur depuis 1986.

Des hélicoptères de l'armée congolaise et de l'ONU bombardaient jeudi 12 juillet 2012 des positions des mutins du M23 dans la province du Nord-Kivu. Trois hélicoptères de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) et deux autres des Forces armées congolaises (FARDC) ont été vus au-dessus de la zone de Nkokwe et Bukima, où des explosions étaient entendues, selon la même source. Les FARDC et l'ONU ont confirmé que des bombardements étaient en cours.

Fin juillet et début Août 2012 : Le Major PALUKU KOMBI Hiller des FARDC et ancien du RCD /K-ML a aussi fait défection et rejoint son collègue THAHANGANYOLO. Ils ont procédé au recrutement des jeunes dans leur cantonnement du graben. Une fois en défection le Major Hiller PALUKU s'appelait déjà Général. Toutes ces défections ont été révélées de collaboration étroite avec le M23 ;

## Mois de Juin 2012.

En début Juin 2012 : Le Colonel KHASHA du 808ème Régiment du FARDC basé à Eringethi et adjoint du Colonel Mboneza avait fait défection pour rejoindre la Fontaine qui était cantonné à Bunyatenge au sud de Lubero avec son groupe armé Maï-Maï PARECO ;

En date du 16 Juin 2012 : Un Colonel FARDC et ex-CNDP nommé Mboneza du 808ème régiment basé à Eringethi avait fait défection avec 10 soldats des troupes, ils s'étaient rendus à KASUGHO pour rejoindre le groupe maï-maï la Fontaine ;

En date du 22 Juin 2012 : 30 militaires ex-CNDP basés à Lubero avaient fait défection et s'étaient rendu à Kasugho ;

Six miliciens congolais des Maï-Maï Tshandenga ont été tués et plusieurs autres blessés au cours des combats qui les ont opposés, samedi 16 juin, aux rebelles ougandais de l'ADF-Nalu dans la collectivité Bashu, en territoire de Beni (Nord-Kivu).

Selon la société civile locale, les rebelles ougandais ont réussi, avec des armes légères, à déloger les Maï-Maï Tshandenga de la vallée de Semliki qu'ils occupaient depuis plusieurs mois.

Les affrontements qui opposent depuis deux mois les groupes armés Nyatura, alliés au FDLR, et Maï-Maï Kirikisho contre le Raïa Mutomboki ont causé une dizaine de morts et des milliers de déplacés dans ce territoire où des villages ont été incendiés dans la semaine du 21 juin 2012.

La police de circulation routière de Kanyabayonga a révélé mercredi 20 juin 2012 qu'une vingtaine de véhicules sont tombés, en une semaine, dans des embuscades dressées par des coupeurs de route sur le tronçon compris entre Kanyabayonga-Kiwanja, dans le Nord-Kivu. La société

civile du territoire de Lubero, qui confirme cette information, parle d'une dizaine d'autres véhicules qui ont connu le même sort sur l'axe Kanayabayonga – Butembo.

Dans son rapport hebdomadaire, la police note qu'au moins six véhicules ont été interceptés chaque jour par des coupeurs de route sur l'axe Kanyabayona-Kiwanja.

De son côté, la société civile du territoire de Lubero parle d'une détérioration générale de la situation sécuritaire sur la route nationale n° 4, qui inquiètent les camionneurs et leurs passagers.

D'après le responsable du fonds d'entretien des routes (Foner) à Kanyabayonga, ces malfaiteurs arrachent aux voyageurs leurs argents, téléphones portables et autres biens de valeur.

Sept officiers supérieurs ont quitté mercredi 20 juin 2012 l'armée congolaise avec près de 170 hommes pour rejoindre les mutins qui combattent les loyalistes depuis mai dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), ont affirmé jeudi les dissidents.

Trois lieutenants-colonels et quatre majors de l'ancienne rébellion du Congrès national pour la Défense du peuple (CNDP), intégrés dans l'armée début 2009, "ont quitté les rangs des FARDC (Forces armées) hier (mercredi)" avec 166 hommes, a affirmé le porte-parole des mutins se réclamant du Mouvement du 23 mars (M23), le lieutenant-colonel Vianney Kazarama à l'AFP. Selon lui, ces soldats ont rejoint avec armes et munitions la mutinerie en cours dans la province du Nord-Kivu (est).

Selon le porte-parole du M23, excepté un lieutenant-colonel arrivé de la province voisine du Sud-Kivu (est), tous les hauts-gradés étaient basés au Nord-Kivu. L'un des majors était un responsable de la logistique et deux autres du renseignement. Tous "ont répondu à l'appel du colonel (Sultani) Makenga", le coordonnateur du M23 et ex-cadre du CNDP qui a fait défection début mai et plaide pour la pleine application des accords du 23 mars 2009 ayant conditionné l'intégration des anciens rebelles dans l'armée, a précisé le lieutenant-colonel Kazarama.

Sept officiers et plus de 150 hommes auraient rejoint la mutinerie du M23 dans l'est de la RDC. C'est en tout cas ce qu'ont affirmé les mutins du Mouvement du 23 mars du colonel Makenga. Une mutinerie que l'armée congolaise affronte depuis plus d'un mois dans la province du Nord-Kivu. À Kinshasa, les autorités démentent ces nouvelles défections.

Le porte-parole du M23, le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, affirme que plus de 150 hommes de troupe de l'armée régulière FARDC (Forces armées de la République démocratique du Congo) et sept officiers ont rejoint la mutinerie dans la seule journée d'hier. « Trois lieutenants-colonels et quatre majors », précise-t-il. « Ils sont venus avec leurs armes et beaucoup de munitions. Dans leur arsenal, il y a même des missiles anti-aériens », ajoute le porte-parole des mutins.

Les troupes du M23 sont, selon Lambert Mende porte parole du Gouvernement, maintenant les forces de M23 sont essentiellement constituées de nouvelles recrues rwandaises.

Certains habitants de Bunagana ont témoigné avoir entendu, vendredi 22 juin vers 14 heures locales, des tirs sporadiques à l'arme lourde des FARDC sur les collines surplombant cette cité. Bunagana est un poste frontalier entre la RDC et l'Ouganda situé à plus de 100 kilomètres au nord-est de Goma et à 26 kilomètres de Rutshuru – centre.

Les habitants de la localité de Tshengerero, dans la même région, souhaitent que cette situation soit vite décantée. La présence des mutins sur leurs collines, les empêchent d'accéder à leurs champs, ont-ils expliqué. Une habitante de Tshengerero a témoigné : « Nous n'avons pas à manger. Nous avons cultivé le haricot, mais ce sont les éléments du M23 qui récoltent tous nos produits. Il n'y a pas moyen d'accéder à nos champs. Les femmes qui osent y aller, sont violées. Une femme a d'ailleurs été violée ce matin en tentant de s'approvisionner dans son champ ».

Les défections de militaires se poursuivent en RDC où plusieurs soldats ont déserté dans la nuit de vendredi à samedi pour rejoindre la mutinerie d'ex-rebelles que l'armée combat depuis mai dans la province du Nord-Kivu, a-t-on appris de sources concordantes.

Selon les mutins, plus de cent militaires, dont deux officiers supérieurs, ont fait défection. Des militaires de l'ex-rébellion du Congrès national pour la Défense du Peuple (CNDP), intégrés dans l'armée en 2009, "ont rejoint le M23 depuis hier soir" (vendredi), a déclaré le porte-parole des mutins se réclamant du Mouvement du 23 mars (M23), le lieutenant-colonel Vianney Kazarama, à l'AFP.

Selon lui, 83 soldats, dont six capitaines, ont quitté le territoire de Beni, à l'extrême-nord du Nord-Kivu, pour regagner celui de Rutshuru, au sud de la province, où les Forces armées (FARDC) combattent les dissidents dans le Parc des Virunga, à la frontière avec le Rwanda et l'Ouganda. "Nous avons des informations selon lesquelles des militaires ont fait défection. Ce sont pour la plupart des partisans du colonel Yusuf Mboneza", qui était commandant à l'époque du CNDP, a déclaré de son côté à l'AFP un colonel loyaliste participant aux combats, sans préciser le nombre de déserteurs.

Les officiers supérieurs sont "un lieutenant-colonel et un major", respectivement arrivés avec 12 et 5 hommes armés, a précisé le porte-parole, ajoutant que le premier arrivait de Goma, chef-lieu de la province, et le deuxième du territoire de Masisi, frontalier à l'est du Rutshuru.

Dans la semaine du 15 juin 2012, Les déplacés en provenance de Nyabibwe, Kalungu et Numbi regagnent timidement Ziralo, l'un des groupements du territoire de Kalehe. Les autorités de ce territoire du Sud-Kivu observent ce retour progressif depuis 48 heures. Certains déplacés sont rassurés par les patrouilles de combat menées par le 902ème régiment des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans les hauts plateaux de Kalehe.

D'autres déplacés, par contre, ne sont pas rassurés par le retrait des milices Mai-Mai Nyatura alliées aux groupes armés Raïa Mutomboki, Mai-Mai Kirikicho des rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Ces miliciens qui terrorisaient la population se sont retirés vers le parc national de Kahuzi Biega.

Bien que certains déplacés se disent rassurés par ces patrouilles de combat déclenchées depuis deux jours, une partie de la population continue à croire que le retrait des Mai-Mai est en fait un repli stratégique. Cette frange de déplacés pensent que si l'armée régulière ne renforce pas sa présence dans les hauts plateaux de Kalehe, les Mai-Mai reviendront aussitôt que les FARDC seront parties.

Des déplacés qui proviennent de Nyabibwe et de Kalungu, retournent timidement à Nyawaronga et à Rugari. Plusieurs milliers d'autres déplacés attendent voir l'évolution de la situation, a expliqué l'administrateur du territoire de Kalehe chargé des questions politiques et administratives, Dédé Mwamba. Il ajoute que les services spécialisés du territoire sensibilisent ces déplacés à retourner chez eux. En même temps, le gouvernement de province du Sud-Kivu multiplie les contacts avec les leaders communautaires de Kalehe pour convaincre leurs proches à se désolidariser des miliciens.

De leurs côtés, les creuseurs artisanaux ont repris les activités dans les carrés miniers qui étaient récemment sous le contrôle des groupes Mai-Mai et leurs alliés à Kalehe.

Les habitants de Bunyakiri dénoncent le 20 juin 2012 les tracasseries militaires sur les routes de Kalenge et Bunyakiri, deux groupements du territoire de Kalehe au Sud Kivu. En effet, depuis deux semaines, des militaires ont érigé des barrières sur ces routes. Chaque personne doit payer de l'argent ou donner des vivres pour passer. Les autorités militaires ont promis de mener des enquêtes pour mettre fin à ces pratiques.

Selon le chef de poste d'Etat de Bunyakiri, pour franchir la barrière, chaque passant est sommé de payer 200 Francs congolais à Kalenge et 500 Francs congolais à Buniakiri (environ 0,50 dollar américain). Dans le cas contraire, la personne doit remettre une quantité de vivres à la barrière, surtout en cette période des récoltes.

Certains habitants de Bunyakiri affirment que l'endroit où l'on rançonne le plus est situé à Digoma, situé à 35 kilomètres à l'Est de Bunyakiri-Centre. Lasse de ces tracasseries, la population a demandé au gouvernement provincial de chercher à y mettre fin. Les personnes qui manquent d'argent ou des biens en nature ne sont pas autorisées à franchir les barrières. Les autorités locales promettent de mener des enquêtes.

Les rebelles des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) ont tué vingt personnes et blessé plusieurs autres, jeudi 21 et vendredi 22 juin, dans les villages d'Erobe et Misau en groupement Ihana, à environ 80 km du chef-lieu du territoire de Walikale (Nord-Kivu).

Le chef du groupement Ihana, Mwami Séraphin Ngulu, qui livre cette information indique que les FDLR étaient à la recherche du chef milicien Mai-Mai Cheka lorsqu'ils ont attaqué ces villages où ils ont tué par balles avant de mettre le feu aux habitations.

Le 22 juin 2012, Ce chef coutumier se dit préoccupé et déplore l'enlèvement de seize jeunes de ces villages du Nord-Kivu : « La population est en débandade. Une partie a trouvé refuge dans la forêt vers Tuama, Kurira et Mes. Une autre partie de la population se trouve sur l'axe Kibua, Luvungi et Walikale, fuyant des exactions de tout genre. Aujourd'hui, du village de Misau jusqu'à Limangi, il n'y a pas de groupes armés qui contrôlent cette zone mais toute la population a pris la fuite ».

Des populations d'ISANGI en groupement BAKANO, en Territoire de Walikale en province du Nord Kivu sont confrontées à des violations répétées et contrainte à un déplacement forcé jusqu'à ITEBERO.

Depuis plus la semaine du 18 au 20 juin, le Territoire de Walikale est en proie à une nouvelle situation de guerre ouvertes et des conflits armés où sont intervenu des forces régulières (FARDC et MONUSCO) d'une part et de l'autre les groupes armés et milices locales (FDLR, FDC, Mai-Mai Tcheka, Raiya Mutomboki, APCLS) cette situation qui s'observe sur deux axes, axe Nyabiondo-Kashebere-Kimua et Isangi a entraîné des conséquences dramatiques dans la vie de la population paysanne locale.

Des milieux des déplacés sont enregistrés du jour au jour. Les infrastructures de base (écoles, églises, ponts, dispensaires ; petits marchés et autres) sont détruites et/ou endommagées et des nombreuses personnes traumatisées.

Le récent conflit entre le Raiya Mutomboki associé au FDLR dans le Walikale sud vient de contraindre plus de 600 Ménages identifiés à un déplacement forcé subissant aussi le pillage de tous les biens non alimentaires, les incendies et destruction de leurs maisons, des cas des viols, d'agression physique, de torture et traitement inhumain ainsi que la déscolarisation des enfants.

Les combats entre militaires et mutins de l'armée congolaise au Nord-Kivu ont perturbé la préparation des épreuves écrites de l'examen d'Etat (Baccalauréat) débutés ce lundi 25 juin sur toute l'étendue de la République. Dans le territoire de Rutchuru, le centre d'examen de Jomba a été délocalisé à Bunagana, 10 kilomètres plus loin. Plus de deux mille personnes ont fui des localités du groupement de Jomba depuis le début de ces combats au mois de mai.

Les élèves dont les familles se sont réfugiées en Ouganda vont également passer leurs épreuves dans [la cité de Bunagana](#) où des casques bleus de la Mission des Nations unies pour la stabilisation de la RDC (Monusco) ont installé, depuis le mois de mai, trois bases « stratégiques » pour empêcher les rebelles du M23 de l'assiéger et protéger la population civile..

Depuis le 11 juin, Bunagana et ses environs sont privés d'eau potable. Selon les activistes des droits humains basé à BUNAGANA au Nord Kivu, cette coupure de fourniture d'eau serait

attribuée jusqu'à preuve du contraire, aux mutins du M23 œuvrant sous les ordres de Bosco Ntaganda.

Notre source explique que des tuyaux ont été littéralement coupés pour contraindre des milliers de citoyens à avaler de la salive à la place de l'eau potable ou, à la limite, à s'approvisionner dans des rivières situées à plusieurs kilomètres des habitations. A en croire notre source, Cette catastrophe serait à l'origine de plusieurs dégâts collatéraux dans les hôpitaux et centres de santé. Cette situation a causé plusieurs morts. Le nombre n'est pas encore connu.

Les miliciens Mai-Mai Raïa Mutomboki venus de Masisi et Walikale au Nord- Kivu ont attaqué, dans la nuit de vendredi à samedi 9 juin, les Mai-Mai Kirikicho dans le village de Matusila du territoire de Kalehe au Sud-Kivu. Une femme a été tuée, plusieurs maisons incendiées à Matusila et trente cinq personnes prises en otage à Lumbishi, ont indiqué des sources locales.

Selon la société civile de Nyabibwe, l'arrivée des Raïa Mutomboki dans le groupement de Ziralo (où se trouve Matusila) a tout de suite provoqué la création d'une coalition parallèle à caractère ethnique entre les éléments du groupe armé Nyatura et les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR). Cette coalition s'est fixé comme objectif d'aller affronter les Raïa Mutomboki, accusés d'atrocités sur les populations locales.

Cette coalition a alors pris en otage à Lumbishi trente cinq personnes, qui fuyaient les troubles vers Minova. Ces personnes seraient originaires de la même ethnie que chef milicien Raïa Mutomboki.

La société civile de Nyabibwe, qui a donné la nouvelle, craint un cycle de violences à caractère ethnique dans cette région des hauts plateaux de Kalehe frontalière avec le Nord-Kivu. Elle a appelé les autorités à vite y déployer les soldats des FARDC.

Les troupes du 103<sup>e</sup> régiment jadis déployés dans la région ont été envoyées au Nord-Kivu, laissant leurs positions aux groupes armés, selon les mêmes sources.

L'administrateur du territoire de Kalehe dit être au courant de cette situation. Il a affirmé avoir convenu avec le commandant du 902<sup>e</sup> régiment de l'envoi des éléments des forces régulières dans la région.

La population de Kalehe est souvent victime d'attaques des groupes armés. Le lundi 28 mai, le chef de poste d'encadrement administratif de Kalonge à Kalehe avait été d'une attaque des FDLR sur le village de Chaminunu. Cinq personnes avaient trouvé la mort, selon la même source.

le 18 juin 2012, Selon les sources de renseignement militaire de cette unité de réaction rapide, le bilan de cette attaque fait état de : 12 corps des ennemis toute tendance confondue, qui ont été abandonnés par des MaiMai et alliés en débandade ; une importante cargaison d'armes et munitions récupérée par les FARDC et le démentiellement total du fameux camp d'entraînement. On a déploré seulement deux cas des blessés très léger du côté FARDC/ FRR ; il faut en outre noter que des éléments de la Garde Républicaine enlevés ce 15/06/2012 et le capitaine du 42<sup>ème</sup> Bataillon FRR enlevé en date du 08/06/2012 tous ont été retrouvés et libérés de leurs captivités

Ce lundi 18/06/2012 des affrontements ont opposé des FARDC du 105<sup>ème</sup> Rgt basé à Sange et Runingu aux à un groupe d'hommes armés qui selon les sources militaires traccassaient la population dans la coupure des route dans cet axe.

Une attaque de l'aéroport de Kavumu, à Bukavu (Sud-Kivu) par les Mai-Mai Nyatura a été avortée le 23 juin 2012, selon la mission de l'Onu pour la stabilisation en RDC (Monusco), grâce à une intervention de la Force Onusienne. Selon le porte-parole militaire, le Sud-Kivu demeure sous contrôle, en dépit de l'existence des rebelles rwandais des FDLR et des éléments des groupes armés Rahiya Mutomboki qui continuent de mener leurs activités dans les territoires de Kalehe, Walungu, Mwenga, Uvira et Fizi.

Le 20 juin 2012, la promptitude de l'intervention du 10022ème bataillon des FARDC a permis la libération de cinq habitants du village Chulwe, situé à 22 km au Sud Ouest de Kalungu, Kidnappés par des Mai-Mai Rahiya Mutomboki lors du pillage de leur village.

**L'asbl RENAISSANCE AFRICAINE, RENAF point focal de la plate forme de l'AETA au SUD KIVU demande :**

**Aux autorités congolaises :**

- De donner effet aux initiatives concernant l'Entité de liaison et la Cellule de protection des défenseurs des droits humains, respectivement. ; et

- De lutter contre l'impunité dans les crimes à l'encontre des Défenseurs des Droits de l'Homme , notamment Serge Maheshe, Didace Namujimbo, Bruno Koko, Pascal Kabungulu, Floribert Chebeya et Fidèle Bazana, conformément à la Déclaration des Nations Unies sur les défenseurs des droits de l'Homme de 1998.

Invite le Gouvernement de la République, à prendre toutes les dispositions qui s'impose pour que les larges bandes forestières de l'Est du Pays, allant du sud de Lubero à l'est de Shabunda, en passant par l'Est de Walikale, les Hauts plateaux de Masisi, de Kalehe, de Kabare, Mwenga et de Fizi, cessent de demeurer des zones tampons occupées par des bandes armés étrangers qui ont contraint les congolais à abandonner leurs villages et leurs biens au profit de leurs activités illicites d'exploitation anachroniques des richesses nationales. Activités au demeurant répréhensibles par les lois de la République

- demande en particulier que les auteurs des violations des droits de l'homme, des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, des violences sexuelles contre les femmes et d'enrôlement d'enfants soldats soient dénoncés, identifiés, poursuivis et punis conformément au droit national et au droit pénal international; souligne que l'impunité ne saurait être tolérée, quelle que soit l'identité des auteurs des crimes;

- invite le gouvernement congolais à assumer pleinement ses responsabilités et à mettre un terme à l'impunité, notamment en ce qui concerne les abus perpétrés par l'armée congolaise (FARDC);

**A la communauté internationale :**

- De suivre de près la situation des défenseurs des droits humains en RD Congo, tout en rappelant aux autorités concernées leur responsabilité de protection des défenseurs des droits humains.

**En particulier à l'Union Européenne et ses Etats membres :**

- D'engager un dialogue franc et ouvert avec les autorités congolaises sur la situation des défenseurs et la nécessité de les protéger, en application de l'Article 8 de l'Accord de Cotonou, des Lignes directrices de l'Union Européenne pour la protection des défenseurs et de la Stratégie Locale de mise en œuvre de ces Lignes, adoptée le 20 mars 2010 et révisé au cours du mois d'aout 2011.

**A la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RD Congo (MONUSCO)**

- D'intensifier la protection des victimes, témoins, défenseurs et personnel humanitaire en danger croissant en assurant une présence et des capacités adéquates dans les zones sujettes aux conflits armés et à la violence.

- Invite la Cour Pénale Internationale (CPI) à diligenter et à intensifier ses enquêtes dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, pour que tous les criminels principaux animateurs du RCD/GOMA, RCD/K-ML, CNDP et M23 répondent de leurs ignominieux actes criminels contre les populations civiles et sans défense de deux provinces citées du Kivu. Il est inconcevable que tout un Peuple soit pris en otage et sacrifié pendant deux décennies à cause des intérêts mafieux des puissances dominantes ;

#### **Aux Gouvernements des Pays des Grands Lacs et de l'Union Africaine**

- De prendre davantage de mesures pour lutter contre l'exploitation et le commerce illicites de ressources naturelles, l'une des raisons expliquant la prolifération et le trafic d'armes, phénomène qui figure parmi les facteurs principaux alimentant et exacerbant les conflits dans la région des Grands Lacs;
- à s'engager en faveur de la mise en œuvre effective des instruments de paix et de développement régionaux existants et demande à tous les États signataires du pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région des Grands Lacs de l'appliquer pleinement, afin d'établir et de consolider les bases nécessaires à la paix et à la sécurité dans la région; demande aux Nations unies, à l'Union européenne, à l'Union africaine ainsi qu'aux amis de la région des Grands Lacs d'appuyer fortement et activement les efforts de mise en œuvre de ce pacte;

**Fait à Bukavu, le 30 décembre 2012.**

#### **Plateforme AETA/RENAF**

#### **Point Focal pour la Province du Sud Kivu/RDC.**